

PARTIE MATIÈRES

A

ABATTOIRS. — Subvention pour la construction ou l'aménagement d'abattoirs régionaux ou communaux (art. 132) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

ACCELERATEURS DE VULCANISATION. — Voir DOUANES, 20.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. Voir Table de 1935, p. 33. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Louis Gros, Jean Valadier, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances.* Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [21 décembre], p. 1154.

Voir CODE DU TRAVAIL, 3.

ACCORD ANGLO-ITALIEN EN MEDITERRANEE. — Voir INTERPELLATIONS, 1.

ACCORD FRANCO-AUTRICHIEN. — Voir INTERPELLATIONS, 16.

ACCORDS COMMERCIAUX. — Voir CONVENTIONS, 2, 3, 8, 10. — INTERPELLATIONS, 15.

ACCORDS FRANCO-ALLEMANDS (Fonctionnaires français de la Sarre). — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 1.

ACHAT DE TERRAINS ET D'IMMEUBLES A L'ETRANGER. — Voir AMBASSADES.

ACTES DE L'ETAT CIVIL. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux actes de l'état civil à l'étranger. Renvoi à la Commission de législation, N° 609 [16 décembre], p. 1077.

Voir CODE CIVIL, 6. — REGISTRE DU COMMERCE.

ACTION EN REDUCTION DU PRIX DES ENGRAIS, SEMENCES ET PLANTS POUR CULTURES. — Proposition de loi de M. Hachette tendant à compléter la loi du 8 juillet 1907 qui a organisé l'action en réduction du prix dans la vente des engrais et substances destinés à l'alimenta-

tion des animaux de la ferme, de manière à étendre cette action aux ventes de semences et plants pour culture. Voir Table de 1936, p. 52 (*Agriculture*). — Promulgation: Loi du 10 mars 1937 (*J. O.* du 12 mars, p. 2995).

ACTIONNAIRES. — Voir SOCIÉTÉS, 1.

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à procéder au recrutement de surveillants de l'administration pénitentiaire et à la transformation d'un certain nombre d'emplois en vue de la réforme d'un établissement d'éducation surveillée. Renvoi à la Commission des finances, N° 131 [16 mars], p. 294. — M. André Lebert dépose le rapport N° 293 [27 mai], p. 484. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 juin], p. 532. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1937 (*J. O.* des 12 et 13 juillet, p. 7917).

ADMISSION.

— en franchise. — Voir DOUANES, 1.

— temporaire. — Voir DOUANES, 2, 3.

ADOPTION. — Proposition de loi tendant à faire décider que le contrat d'adoption n'est pas opposable au fisc et qu'au décès de l'adoptant les droits de mutation seront perçus comme si l'adopté recueillait la succession en qualité d'héritier *ab intestat* ou de légataire universel. Voir Table de 1928, p. 245. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

Voir CODE CIVIL, 4.

AERONAUTIQUE (Loi de finances). — Accès des agents techniques dans le corps des ingénieurs des travaux aéronautiques de l'Etat et des ingénieurs des travaux dans le corps des ingénieurs de l'aéronautique (art. 110). — Transformation en titre militaire de la décoration de certains fonctionnaires du corps de contrôle de l'aéronautique (art. 112). — Avances remboursables aux sociétés nationales de constructions aéronautiques (art. 113). — Attribution d'une subvention à l'aviation populaire et privée pour compenser la hausse du prix du carburant (art. 114). — Aéronautique maritime. Autorisations d'enga-

gements (art. 176). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air (art. 179). — Renforcement et fixation de l'effectif de l'armée de l'air (art. 180 et 181). — Etudes et expériences techniques. Fabrications de l'aéronautique. Travaux et installations. Autorisations d'engagements (art. 182). — Autorisation de transférer par décrets aux ministres de la guerre, de la marine et des colonies, certains crédits gérés par le ministre de l'air (art. 184) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 12, 17, 18).

Voir INTERPELLATIONS, 3, 30.

AERONAUTIQUE COMMERCIALE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer des sanctions pénales pour infractions aux dispositions concernant les fonds de prévoyance de l'aéronautique commerciale. Renvoi à la Commission de l'air, N° 110 [9 mars], p. 236. — M. Brousseau dépose le rapport N° 637 [23 décembre], p. 1174.

AFFICHAGE. — Voir DROIT DE RÉPONSE.

AFRIQUE.

— du Nord. — Voir INTERPELLATIONS, 5.

— occidentale française. — Voir DOUANES, 32.

Protection de la faune et de la flore. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 12.

AGENCES DE VOYAGES. — Voir LICENCE.

AGENTS DES EAUX ET FORETS. — Voir EAUX ET FORÊTS.

AGENTS DE L'INSCRIPTION MARITIME. — Voir INSCRIPTION MARITIME, 2.

AGENTS DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — Voir INTERPELLATIONS, 9.

AGENTS DE SERVICE DES LYCEES. — Voir STATUTS, 3.

AGRESSIONS DE SARTROUVILLE. — Voir INTERPELLATIONS, 12.

AGRICULTURE. — Voir ACTION EN RÉDUCTION DU PRIX DES ENGRAIS. — APPRENTISSAGE. — CONVENTIONS COLLECTIVES DANS L'AGRICUL-

TURE. — DÉLAIS AUX DÉBITEURS DE DETTES AGRICOLES. — DENRÉES AGRICOLES RÉGLÉMENTÉES. — FIÈVRE APHTEUSE. — INTERPELLATIONS, 13, 18, 19, 31, 32, 34, 39, 40, 41. — LAIT ET PRODUITS RÉSINEUX. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — REBOISEMENT DES TERRAINS INCULTES. — RÉCOLTES. — RÉOLUTIONS, 4, 5, 6, 10, 13, 16 à 19. — TRAVAIL NOIR. — VINS. — WARRANTAGE DES RÉCOLTES.

AIDE A L'AGRICULTURE PAR LES OUVRIERS DE L'INDUSTRIE. — Voir **RÉSOLUTIONS**, 5.

AIR-FRANCE. — Dépôt d'un rapport de M. le Ministre de l'Air sur la situation générale du fonctionnement de la société Air-France en 1935 [20 mai], p. 449.

AIX-LES-BAÏNS. — Voir **ETABLISSEMENT THERMAL**.

ALCOOLS. — Réduction de droits en faveur des alcools livrés à la carburation (art. 22) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

ALGERIE.

1 — **Budget de 1938.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1938. Renvoi à la Commission des finances, N° 663 [30 décembre], p. 1423. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture, par M. Jean Taurines, au nom de la Commission des finances, du rapport, N° 684. — Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: M. Roux-Freissineng. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1437, 1445. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 112; *Rectificatif: J. O.* du 12 janvier 1938, p. 538).

2 — Fixation du montant de la contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de la métropole (art. 102) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11).

Voir **INTERPELLATIONS**, 11, 26. — **RÉSOLUTIONS**, 3.

ALIENES DE GUERRE. — Modification des dispositions relatives aux pensions des aliénés de guerre (art. 152) (Loi du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 16).

ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Voir **PRODUITS DESTINÉS A L'ALIMENTATION DES ANIMAUX**.

ALLEMAGNE (Fonctionnaires français de la Sarre). — Voir **CONVENTIONS ET TRAITÉS**, 1.

ALLOCATIONS FAMILIALES (Extension aux métayers). — Transmission d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à étendre aux métayers le bénéfice des allocations familiales. Renvoi à la commission de l'hygiène, N° 214 [24 mars], p. 374. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [25 mars], p. 387.

Voir **RÉSOLUTIONS**, 4.

ALLOCATIONS DE VIEILLESSE AUX ANCIENS MAIRES. — Voir **FRAIS DE REPRÉSENTATION**.

ALLOCUTIONS. — De: M. Damecour, *Président d'âge*, en prenant place au fauteuil [12 janvier], p. 1. — M. Jules Jeanneney, *Président du Sénat*, en prenant place au fauteuil, N° 2 [19 janvier], p. 14. — M. le

Président: Eloge funèbre de M. Le Bail, *Sénateur du Finistère* (4 février), p. 88. — M. le Président: à l'occasion du décès de Sir Austen Chamberlain [18 mars], p. 336. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Malsang, *Sénateur du Puy-de-Dôme* et de M. Jean Payra, *Sénateur des Pyrénées-Orientales* [1^{er} juin], p. 514. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Emile Sari, *Sénateur de la Corse* [10 juin], p. 586. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Gaston Doumergue, *ancien Président de la République* [18 juin], p. 677. — M. le Président: Eloge funèbre de M. Alfred Grand, *Sénateur de la Creuse* [6 juillet], p. 778. — M. le Président: Eloges funèbres de MM. Cochard, *Sénateur de Saône-et-Loire*; Cencelme, *Sénateur du Jura*; Israël, *Sénateur de l'Aube*; Paganon, *Sénateur de l'Isère* [16 novembre], p. 896. — M. Henri Roy, *Vice-Président du Sénat*: Eloge funèbre de M. Fernand Merlin, *Sénateur de la Loire* [30 décembre], p. 1422.

ALSACE ET LORRAINE. — Voir **APPRENTISSAGE AGRICOLE. — ART DENTAIRE. — ASSURANCES SOCIALES, 3. — CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — CONGÉ ANNUEL PAYÉ. — DOMMAGES DE GUERRE. — ILL, A STRASBOURG.**

AMBASSADES, CONSULATS ET LEGATIONS (Achat de terrains). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'achat de divers terrains et immeubles à Mexico, Ottawa, Sofia et Rio de Janeiro. Renvoi à la Commission des finances, N° 642 [23 décembre], p. 1199. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [24 décembre], p. 1204. — Demande de discussion immédiate. M. Dentu, dépose et lit le rapport, N° 690. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. André Honnorat, N° 691. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1437, 1454.

AMBIALET (Tarn). — Proposition de loi de MM. Camboulives, Lavergne et Loubat tendant à diviser en deux communes distinctes la commune d'Ambialet (Tarn). Voir **Table de 1936**, p. 53. — M. Coucoureux dépose le rapport, N° 343 [8 juin], p. 580. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 juin], p. 626. — Promulgation: Loi du 27 décembre 1937 (*J. O.* du 29 décembre, p. 14338).

AMNISTIE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant amnistie. Renvoi à la Commission de législation, N° 46 [9 février], p. 121. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'administration [25 mai], p. 481. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'armée [27 mai], p. 484. — M. Pierre Chaumié dépose le rapport, N° 303 [27 mai], p. 496. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Pierre Chaumié, *Rapporteur*; Georges Pernot, Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Vote du passage à la discussion de la discussion à la prochaine séance [15 juin], p. 652. — Suite de la discussion. Discussion des articles. Article 1^{er}. Adoption du premier alinéa. Paragraphe 1^o. Amendement de M. Schrameck. Adoption. Adoption du paragraphe complété. Paragraphes 2^o et 3^o: adoption. Suppression du paragraphe 4^o. Paragraphe 5^o: adoption. Paragraphe 6^o. Amendement de M. Rio: MM. Rio, Pierre Chaumié, *Rapporteur*. Adoption. Adoption du paragraphe modifié. Paragraphes 7^o à 10^o: adoption. Paragraphe 11^o: Amendement de MM. Dame-

cour, Guérin et Boivin - Champeaux: MM. Damecour, de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Caillier, Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Guérin. Adoption. Adoption du paragraphe modifié. Paragraphe 12^o: adoption. Paragraphe 13^o: Amendement de M. le comte de Leusse et plusieurs de ses collègues: M. Sigrist. Adoption. Adoption du paragraphe complété. Paragraphe 14^o: adoption. Suppression des paragraphes 15^o, 16^o et 17^o. Paragraphes 18^o à 21^o: adoption. Paragraphe 22^o: MM. Georges de Grandmaison, Pierre Chaumié, *Rapporteur*. Réservé. Paragraphe 23^o et dernier: adoption. Vote sur l'ensemble de l'article 1^{er} réservé. Art. 2: Amendement de M. Jean Odin. Non soutenu. Observations de MM. Maurice Dormann, Pierre Chaumié, *Rapporteur*. Adoption de l'article. Art. 3. Rejet. Art. 3 bis: Amendement de M. Clamamus tendant à reprendre le texte voté par la Chambre des Députés: MM. Clamamus, Pierre Chaumié, *Rapporteur*. Rejet. Rejet de l'article. Rejet de l'article 4. Art. 5: Amendement de MM. Gadaud, Lisbonne et Bels: MM. Gadaud, Pierre Chaumié, *Rapporteur*; René Besnard. Retrait. Adoption de l'article. Art. 6, 7 et 8: adoption. Art. 9: Amendement de M. Jean Taurines et plusieurs de ses collègues: MM. Pierre Chaumié, *Rapporteur*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 9). Adoption de l'article 10. Art. 11: Amendement de M. Jean Taurines et plusieurs de ses collègues: M. de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Adoption (devenant l'article 11). Rejet de l'article 12. Art. 13: Amendement de M. Jean Bosc: MM. Jean Bosc, de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'article modifié. Art. 14: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Pierre Chaumié, *Rapporteur*; Marc Rucart, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 15 et 16 et dernier: Adoption. Art. 1^{er}: Paragraphe 22^o précédemment réservé. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 juin], p. 663, 672. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant amnistie. Renvoi à la Commission de législation, N° 430 [2 juillet], p. 768. — M. Pierre Chaumié dépose le rapport, N° 435 [6 juillet], p. 779. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Pierre Chaumié, *Rapporteur*; Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Desjardins, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}: adoption des paragraphes 1^o à 4^o. Paragraphe 5^o: Amendement de M. Lefas: M. Pierre Chaumié, *Rapporteur*. Rejet. Adoption du paragraphe 5^o. Paragraphes 6^o à 12^o: adoption. Paragraphe 13^o: Amendement de M. Sigrist et plusieurs de ses collègues: MM. Sigrist, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Retrait. Adoption du paragraphe. Adoption des paragraphes suivants et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2: adoption. — Art. 3 (disjoint par la commission). Amendement de MM. Marcel Donon, Henri Roy et Turbat: MM. Marcel Donon, Pierre Chaumié, *Rapporteur*; Georges Pernot, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Rejet. Art. 4: adoption. Art. 5: Amende-

ment de MM. Gadaud et plusieurs de ses collègues. Adoption. Observations de M. Henri Queuille, *Ministre des Travaux publics*; Pierre Chaumié, *Rapporteur*; Gadaud. Adoption de l'article modifié. Art. 6 à 16 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 829, 837. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant amnistie. Renvoi à la Commission de législation, N° 517 [7 juillet], p. 882. — M. Pierre Chaumié dépose le rapport N° 518. Exposé de M. Pierre Chaumié, *Rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3 (nouvelle rédaction): adoption. Art. 4: adoption. Art. 5 (nouvelle rédaction): adoption. — Art. 6 à 8: adoption. Art. 10: adoption. Art. 14: MM. Vincent Auriol, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Pierre Chaumié, *Rapporteur*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Adoption de l'article complété. Art. 15: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 883. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1937 (*J. O.* des 12 et 13 juillet, p. 7914; *Erratum*: *J. O.* des 26 et 27 juillet, p. 8451).

ANCIENS ASSURES OBLIGATOIRES DES RETRAITES OUVRIERES ET PAYSANNES. — Voir RETRAITES, 3.

ANIMAUX. — Voir DOUANES, 46.

ANTILLES. — Voir COLONIES, 3, 4.

APPAREILS POUR LE TRAITEMENT DU CAFE. — Voir DOUANES, 51.

APPEL EN MATIERE DE FAILLITE. — Voir CODE DE COMMERCE, 2.

APPELLATIONS D'ORIGINE.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la réglementation en matière d'appellations d'origine contrôlées. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 161 [18 mars], p. 319. — M. Jacquy dépose le rapport N° 184 [18 mars], p. 336. — M. Chauveau dépose l'avis de la Commission des finances N° 292 [27 mai], p. 485. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [8 juin], p. 576. — Promulgation: Loi du 20 juin 1937 (*J. O.* du 24 juin, p. 7066).

2 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter les dispositions du décret-loi du 30 juillet 1935 sur les appellations d'origine contrôlées. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 662 [29 décembre], p. 1381. — M. Camille Rebol dépose le rapport N° 670 [30 décembre], p. 1423. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Observations de MM. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Marcel Donon, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Décision du Sénat d'ajourner la discussion à la séance de l'après-midi. Suite de la discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Borgeot, Maupoil, Capus, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Ulysse Fabre.

Adoption de l'article unique de la proposition de loi [31 décembre], p. 1437, 1487, 1488.

3 — Proposition de loi sur la protection des appellations d'origine viticoles. Voir Table de 1935, p. 84. — Vote de la question préalable [18 février], p. 168.

APPRENTISSAGE DANS LES ENTREPRISES ARTISANALES. — Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés portant organisation de l'apprentissage dans les entreprises artisanales. Voir Table de 1936, p. 43. — M. Cuminal dépose l'avis de la Commission des finances, N° 45 [9 février], p. 120. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er} à 8: adoption. Art. 9: Amendement de MM. Anatole Manceau, Lefas et Brogly: M. Anatole Manceau. Retrait. Adoption de l'article. Art. 10: adoption. Art. 11: Amendement de MM. Anatole Manceau, Lefas et Brogly. Retrait. Adoption de l'article. Art. 12: Amendement de MM. Anatole Manceau, Lefas et Brogly. Retrait. Adoption de l'article. Art. 13: Amendement de MM. Anatole Manceau, Lefas et Brogly. Retrait. Adoption de l'article. Art. 14 à 17 et dernier. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [23 février], p. 178. — Promulgation: Loi du 10 mars 1937 (*J. O.* du 12 mars, p. 2994).

APPRENTISSAGE AGRICOLE DANS LES DEPARTEMENTS RECOUVRES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'apprentissage agricole dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Voir Table de 1936, p. 53. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [10 février], p. 127. — Promulgation: Loi du 6 mars 1935 (*J. O.* du 9 mars, p. 2850).

ARBITRAGE. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

ARGENTINE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18.

ARMEE.

1 — **Recrutement.**

1^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Armbruster et d'un grand nombre de ses collègues tendant à modifier et à compléter l'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1936 relative à l'application exceptionnelle de l'article 40 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 285 [25 mai], p. 481.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification des articles 74 et 76 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 600 [14 décembre], p. 1062. — M. de La Grandière dépose le rapport N° 634 [23 décembre], p. 1172.

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 31 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 599 [14 décembre], p. 1054. — M. de La Grandière dépose le rapport N° 633 [23 décembre], p. 1172. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires de Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 décembre], p. 1425.

2 — **Protection des effectifs.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Reibel et d'un grand nombre de ses collègues

ayant pour objet la protection des effectifs de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 30 [2 février], p. 84.

3 — **Avancement.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 5 de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 126 [11 mars], p. 287.

4 — **Limites d'âge des officiers.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux limites d'âge des officiers visés par les articles 76 et 77 de la loi de finances du 31 mars 1932. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 590 [9 décembre], p. 1050. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport N° 602 [16 décembre], p. 1076. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [21 décembre], p. 1125. — Promulgation: Loi du 22 décembre 1937 (*J. O.* du 23 décembre, p. 14019).

5 — **Médecins et pharmaciens de réserve.**

1^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à faire bénéficier des dispositions du décret du 23 mars 1852 les médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des dispositions de la loi du 21 décembre 1916. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 47 [9 février], p. 121. — M. Neyret dépose le rapport N° 86 [25 février], p. 198. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [18 mars], p. 320. — Promulgation: Loi du 26 mars 1937 (*J. O.* du 28 mars, p. 3658).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création de médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires aspirants de réserve. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 250 [29 avril], p. 436. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport N° 316 [1^{er} juin], p. 515. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 juin], p. 642. — Promulgation: Loi du 19 juin 1937 (*J. O.* des 21 et 22 juin, p. 6939).

6 — **Cadre de spécialistes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'un cadre de spécialistes dans l'armée de terre. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances, N° 474 [7 juillet], p. 824. — Demande de discussion immédiate. M. de La Grandière dépose et lit le rapport N° 503. Avis de la Commission des finances, par M. Henri Laudier, N° 505. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 858, 868. — Promulgation: Loi du 19 juillet 1937 (*J. O.* du 22 juillet, p. 8298).

7 — **Délégués ouvriers à la sécurité dans les établissements de la guerre.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la nomination de délégués ouvriers à la sécurité des ouvriers des poudreries et annexes, des pyrotechnies, ateliers de chargement, cartoucheries dépendant de l'administration de la guerre. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 522 [16 novembre], p. 898.

8 — **Loi de finances.** — Convocations de réservistes par unités constituées (art. 99). Admission des officiers candidats élèves-ingénieurs des fabrications d'armement dans le corps du contrôle de l'administration de l'armée (art. 100). Droit à pension

d'ancienneté des officiers de complément ayant servi pendant la guerre (art. 101). Présomption d'origine des maladies constatées chez les militaires engagés ou appelés (art. 150). Fixation, pour l'année 1938, du nombre maximum de retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925 (art. 163). Budget de la guerre. Constructions et matériels neufs. Autorisations d'engagement (art. 164). Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 166). Répartition par décret des crédits globaux afférents à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire (art. 167). Achats d'effets à céder aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies (art. 188) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 14, 15, 16, 18).

Voir PARIS. — PENSIONS, 1. — RÉSOLUTIONS, 20. — SOLDATS LIBÉRÉS.

ARMEMENT LIBRE. — Voir MARINE MARCHANDE, 3.

ART DENTAIRE (Départements recouvrés). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi du 18 août 1927 relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace et de Lorraine. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 243 [27 avril], p. 418.

Voir MÉDECINE ET ART DENTAIRE.

ART FRANÇAIS (Exposition d'). — Voir CRÉDITS, 15.

ARTISANAT. — Modification de la législation sur les marchés de l'Etat en faveur des entreprises artisanales (art. 66) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

Voir APPRENTISSAGE.

ARTISANS. — Voir DÉBITEURS. — DÉLAIS.

ARTS ET MANUFACTURES. — Voir CHAMBRES DE COMMERCE.

ASPHALTES. — Voir DOUANES, 39.

ASPIRANTS DE RESERVE (Médecins, pharmaciens, dentistes). — Voir ARMÉE, 5.

ASSISTANCE (Répartition des charges d').

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but la simplification de la gestion financière et administrative du ministère de la santé publique. Renvoi à la Commission de l'administration. N° 200 [23 mars], p. 366. — M. Brasseur dépose le rapport N° 222 [24 mars], p. 375. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Delthil. N° 229. Discussion générale. M. Brasseur, Rapporteur. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: demande de disjonction de l'article, par M. Delthil: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: *Projet de loi déterminant les conditions de la répartition des charges d'assistance entre les communes d'un même département* [25 mars], p. 386, 389. — Promulgation: Loi du 7 avril 1937 (*J. O.* du 9 avril, p. 4051).

2 — Modification de la répartition des charges d'assistance (art. 118) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 12).

ASSISTANCE MEDICALE GRATUITE. — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 15 juillet 1893 instituant l'assistance médicale gratuite obligatoire. Voir Table de 1936, p. 55. — Promulgation: Loi du 7 février 1937 (*J. O.* des 8 et 9 février, p. 1642).

Voir PHARMACIES MUTUALISTES.

ASSISTANCE PUBLIQUE (Inspectrices). — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'accession des sous-inspectrices de l'assistance publique au grade d'inspectrice. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 565 [1^{er} décembre], p. 1000. — M. Mauger dépose le rapport N° 638 [23 décembre], p. 1184. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1439.

ASSOCIATIONS RECONNUES D'UTILITE PUBLIQUE. — Voir RÉSOLUTIONS, 7.

ASSURANCE-CREDIT. — Garantie d'exportation (art. 178) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 17).

ASSURANCES SOCIALES.

1 — **Salaire limite.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi du 26 août 1936. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 275 [25 mai], p. 469. — M. Mauger dépose le rapport N° 354 [10 juin], p. 587. — Première délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Mauger, Rapporteur. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 juin], p. 663. — Promulgation: Loi du 20 juin 1937 (*J. O.* des 2 et 22 juin, p. 6939).

2 — **Assurances sociales en matière agricole.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Cassez, Georges Ulmo et Raymond Martin, tendant à modifier et à compléter la législation des assurances sociales en matière agricole. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 532 [16 novembre], p. 899. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [18 novembre], p. 934.

3 — **Accidents. — Départements recouvrés.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'extension du régime d'assurance sociale contre les accidents, en vigueur dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, au personnel des hôpitaux, maisons de santé, sanatoria, préventoria et établissements analogues, N° 544, année 1932. — M. Le Pelletier dépose le rapport de la Commission de l'hygiène, N° 646 [28 décembre], p. 1310.

4 — **Travailleurs immatriculés à la date du 31 décembre 1937.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le décret-loi du 28 octobre 1935 modifiant le régime des assurances sociales applicable aux assurés du commerce et de l'industrie. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 680 [31 décembre], p. 1437. — Demande de discussion immédiate. M. Mauger dépose et lit le rapport N° 693. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet tendant à maintenir dans l'assurance obligatoire les travailleurs immatriculés aux assurances sociales à la date du 31 décembre 1937* »

[31 décembre], p. 1439, 1458. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (*J. O.* des 2, 3 et 4 janvier 1938, p. 226).

5 — Modification du régime des assurances sociales en Alsace et en Lorraine (art. 116). Attribution au fonds de majoration géré par la caisse générale de garantie, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France (art. 185) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 12, 18).

Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6. — INTERPELLATIONS, 18. — RÉSOLUTIONS, 13. — RETRAITES, 3.

ASSURES DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Voir ASSURANCES SOCIALES, 4.

AUTOMOBILISTES (Droit d'appel aux). — Voir CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

AUTRICHE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 2. — INTERPELLATIONS, 16.

AUVILLAR (Tarn-et-Garonne). — Voir BARDIGUES.

AVIATION. — Voir INTERPELLATIONS, 3, 30.

AVOINE. — Voir DOUANES, 43.

B

BAIL AVEC LE PATRIARCHE DES MARONITES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un bail passé entre le ministère des affaires étrangères et le représentant de Sa Béatitude le patriarche des Maronites. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 248 [27 avril], p. 418. — M. Schrameck dépose le rapport N° 323 [3 juin], p. 530. — M. Louis de Blois dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N° 324 [3 juin], p. 531. — Demande de discussion immédiate. Discussion des conclusions du rapport de M. Schrameck. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 juin], p. 552, 560. — Promulgation: Loi du 4 juin 1937 (*J. O.* du 5 juin, p. 6250).

BANANES. — Voir DOUANES, 19, 30.

BARDIGUES (Tarn-et-Garonne). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher la commune de Bardigues, qui dépend actuellement du canton de Lavit, au canton d'Auvillar (Tarn-et-Garonne). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 617 [17 décembre], p. 1096.

BAUVIN (Nord). — Voir « FLOT DE WINGLES ».

BAUX A FERME. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 1.

BAUX RURAUX. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 2.

BEAUX-ARTS. — Réorganisation de l'enseignement supérieur des beaux-arts (art. 108) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 12).

BÉNÉFICES DE GUERRE. — Prélèvement sur le compte spécial de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre (art. 43) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 7).

BIBLIOTHECAIRES MUNICIPAUX. — Voir RETRAITES, 1.

BIEN DE FAMILLE. — Voir HABITATIONS A BON MARCHÉ.

BILLETS A ORDRE. — Voir CODE DE COMMERCE, 1.

BINGER (Veuve du gouverneur général). — Voir PENSIONS, 8.

BITUMES. — Voir DOUANES, 39.

BLE (Révision du prix du). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Abel Lefèvre et plusieurs de ses collègues tendant à la révision du prix du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 240. M. Marcel Donon dépose et lit le rapport N° 241. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Léon Blum, *Président du conseil*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [25 mars], p. 408.

Voir INTERPELLATIONS, 29. — OFFICE NATIONAL.

BOIS. — Voir INTERPELLATIONS, 39.

BOISSONS. — Déductions allouées aux marchands en gros de boissons pour déchets de magasins (art. 26 et 27) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5, 6).

BONS DU TRESOR. — Fixation du montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor (art. 61) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

BOULANGERIES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'ouverture des boulangeries. Voir Table de 1936, p. 57. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Bender, *Rapporteur de la Commission du commerce*. Art. 1^{er}: MM. Mauger, Bender, *Rapporteur*; Georges Perrot, Lebas, *Ministre du travail*; Eugène Millès-Lacroix, Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Renvoi du projet de loi à la commission [16 mars], p. 309.

BRASSERIE. — Voir EMBALLAGES.

BRESIL. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 9.

BREVET D'INVENTION (Taxe de publication). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer un mode de fixation du montant de la taxe de publication à percevoir, lors du dépôt d'un brevet d'invention ou d'un certificat d'addition. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N° 28 [2 février], p. 72. — M. Raynaldy dépose le rapport N° 77 [18 février], p. 168. — M. Gardey dépose l'avis de la Commission des finances N° 96 [4 mars], p. 224. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 309. — Promulgation: Loi du 19 mars 1937 (*J. O.* des 29, 30 et 31 mars, p. 3698).

BRIAND (Monument Aristide). — Voir CRÉDITS, 9.

BUDGET DEFINITIF DE 1918. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1918. Voir Table de 1936, p. 57. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale:

MM. Mauger, *Président et Rapporteur de la Commission des comptes définitifs*; Vincent Aurio, *Ministre des Finances*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 février], p. 140. — Promulgation: Loi du 17 février 1937 (*J. O.* du 18 février, p. 2170).

BUDGET DEFINITIF DE 1919. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement du Budget de l'Exercice 1919. Voir Table de 1936, p. 57. Discussion générale: M. Mauger, *Président et rapporteur de la Commission des comptes définitifs*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 février], p. 145. — Promulgation: Loi du 17 février 1937 (*J. O.* du 18 février, p. 2174).

BUDGET DEFINITIF DE 1920. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1920. Voir Table de 1936, p. 57. — M. Mauger dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 570 [2 décembre], p. 1016.

BUDGET DEFINITIF DE 1922. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1922 (N° 496, année 1932). — M. Abel Lefèvre dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 553 [26 novembre], p. 981.

BUDGET DEFINITIF DE 1923. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1923 (N° 497, année 1932). — M. Abel Lefèvre dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 554 [26 novembre], p. 981.

BUDGET DEFINITIF DE 1924. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1924. Voir Table de 1934, p. 51. — M. Abel Lefèvre dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 555 [26 novembre], p. 981.

BUDGET DEFINITIF DE 1925. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1925. Voir Table de 1936, p. 57. — M. Abel Lefèvre dépose, au nom de la Commission des comptes définitifs, le rapport N° 556 [26 novembre], p. 981.

BUDGET DEFINITIF DE 1929. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'Exercice 1929. Renvoi à la Commission des comptes définitifs, N° 561 [30 novembre], p. 986.

BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE 1938.

1 — **Procédure de vote rapide du budget.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à simplifier la procédure de vote du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1938. Renvoi à la Commission des finances, N° 563. Observations de M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* [30 novembre], p. 994. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 568. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Mauger, Georges Bonnet, *Ministre des finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 999, 1000. — Promulgation: Loi du 1^{er} décembre 1937 (*J. O.* du 2 décembre, p. 13082).

2 — **Projet de loi portant fixation du budget de 1938. — (1^{er} vote).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1938. Renvoi à la Commission des finances, N° 618 [17 décembre], p. 1096. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 619 [17 décembre], p. 1096. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Desjardins, René Héry, Georges Bonnet, *Ministre des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Le Gorgeu, Dormann, Armbruster, Camille Chautemps, *Président du Conseil*; Mauger. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}: réservé. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [26 décembre], p. 1231. — Suite de la discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion des articles. Art. 1^{er}: précédemment réservé. Art. 2 et 2 bis: adoption. Art. 2 bis A (disjoint par la commission): reprise, par M. Pierre Chaumié, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Pierre Chaumié, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*. Adoption. Art. 2 ter: disjonction. Art. 2 quater (disjoint par la commission): reprise, par M. Raynaldy, du texte voté par la Chambre des Députés: M. Raynaldy. Adoption. Art. 2 quater A (disjoint par la commission): Reprise par M. Hachette, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Hachette, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Art. 2 quater B: adoption. Amendement de M. Louis Linyer: MM. Guérin, Louis Linyer, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. — Rejet, au scrutin. Art. 2 quinquies et 2 series: adoption. Art. 2 septies: rejet. Art. 2 octies: amendement de M. Abel Lefèvre: MM. Abel Lefèvre, Manuel Fourcade, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Renvoi de l'article et de l'amendement à la commission. Amendement de MM. Marcel Donon et André Lebert: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Jules Jeanneney, *Président du Sénat*; Marcel Donon. Renvoi à la commission. Art. 3: adoption. Art. 4: amendement de M. Paul Jourdain: M. Paul Jourdain. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 4 bis: rejet. Art. 4 bis A: adoption. Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: M. Marcel Donon. Renvoi à la commission. Art. 4 bis C: Amendement de M. François Labrousse: MM. François Labrousse, Henri Queuille, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Sur l'article: MM. Guérin, Henri Queuille, *Ministre des Travaux publics*; Babaud-Lacroze. Adoption de l'article modifié. Art. 4 bis D: adoption. Art. 4 quater (rejeté par la commission): Amendements: 1^o de M. Marcel Donon; 2^o de MM. Jean Bosc et Abel Lefèvre: MM. Marcel Donon, Jean Bosc. Renvoi à la commission. Art. 4 quinquies (rejeté par la commission): Amendement de M. Guérin: MM. Guérin, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*; Lefas, Borgeot, Jean Bosc, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Rejet. Art. 4 sexes (rejeté par la commission): Reprise, par M. Dentu et plusieurs de ses collègues, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Dentu, Jean Bosc, Charles Dumont, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*; Join-Lambert, Lefèvre du Prey, Henry Merlin, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Delhoume, Georges Bonnet, *Ministre des finances*. Rejet, au scrutin. Nouvelle rédaction proposée par la commission. Adoption. Amendement de

MM. Beaumont et Marcel Donon: MM. Beaumont, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des finances*; Albert Ouvré. Retrait. Art. 4 septies A: Amendement de M. Hachette: M. Hachette. Adoption de l'article 4 septies A. Amendement de M. Louis Linyer: MM. Louis Linyer, Georges Bonnet, *Ministre des finances*; Georges Portmann, Abel Lefèvre, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Retrait. Art. 4 septies B: rejet. Art. 4 octies, 4 nonies, 5 à 11: adoption. Art. 12 à 20: réservés. Art. 20 bis, 21 à 24: adoption. Art. 24 bis: disjonction. Art. 25 à 28, 28 bis, 28 ter, 28 quater, 29: adoption. Art. 29: réservé. Art. 29 bis: disjonction. Art. 29 ter: rejet. Art. 29 quinquies, 29 A nouveau, 30, 34: adoption. Article additionnel, proposé par M. Le Gorgeu: MM. Le Gorgeu, Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; Georges Bonnet, *Ministre des finances*; Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Renvoi à la commission. Art. 35: adoption. Art. 35 bis (rejeté par la commission): Amendement de M. Marcel Donon. Non soutenu. Art. 36, 36 ter, 36 quater: adoption. Art. 36 quinquies: disjonction. Art. 36 sexies, 36 septies A: adoption. Art. 36 septies à 36 nonies: disjonction. Art. 36 decies à 36 duodecies: adoption. Art. 36 tredecies: M. Paul Lafont. Adopté. Article additionnel 36 tredecies A proposé par M. Henri Laudier et un grand nombre de ses collègues: M. Henri Laudier. Adoption. Art. 36 quatuordecies: M. Guérin. Adoption. Article additionnel proposé par M. Eugène Milliès-Lacroix et un grand nombre de ses collègues: MM. Eugène Milliès-Lacroix, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 40 scies (rejeté par la commission). Art. 37, 38, 38 bis à 38 quinquies, 39: adoption. Art. 40: rejet. Art. 40 ter: adoption. Art. 40 quinquies: rejet. Art. 40 quinquies A: disjonction. Art. 40 series (rejeté par la commission). Reprise, par M. le général Stuhl, du texte voté par la Chambre des Députés: M. le général Stuhl, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Rejet. Art. 40 septies, 40 A nouveau, 41 et 42: adoption. Art. 42 bis: disjonction. Art. 42 ter, 42 A nouveau, 43: adoption. Art. 43 bis: rejet. Art. 43 ter: adoption. Article additionnel 43 ter A proposé par MM. Brasseur et Auguste Mounié: M. Brasseur. Adoption. Art. 43 quater: adoption. Art. 43 quater A: disjonction. Article additionnel 43 quater A proposé par MM. François Milan, Mollard et Antoine Borrel. Adoption. Art. 43 quinquies (disjoint par la commission). Reprise, par M. Marcel Donon, du texte voté par la Chambre des Députés: M. Marcel Donon. Rejet. Art. 43 series: disjonction. Article additionnel proposé par M. Joseph Faure: MM. Joseph Faure, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Art. 44 à 46 et 46 bis: adoption. Art. 46 ter: M. Guérin. Adoption. Art. 46 ter A (disjoint par la commission): Reprise, par M. Cautru et plusieurs de ses collègues, du texte voté par la Chambre des députés: MM. Cautru, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Georges Bonnet, *Ministre des finances*; Marcel Donon, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Damecour, Boivin-Champeaux. Retrait. Art. 46 ter B (rejeté par la commission): Reprise, par M. Marcel Donon, et plusieurs de ses collègues, avec modifications, du texte voté par la Chambre des députés: M. Marcel Donon. Retrait. Observations de MM. Chauveau, *Rapporteur du budget de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Art. 46 ter C (disjoint par la

commission): Reprise, par M. Eugène Milliès-Lacroix et plusieurs de ses collègues, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Eugène Milliès-Lacroix; Chauveau, *Rapporteur du budget de l'Agriculture*; Abel Gardey, *Rapporteur général*; Georges Mounet, *Ministre de l'Agriculture*; Jossot. Rejet. Article additionnel proposé par M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Marcel Donon, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Georges Bonnet, *Ministre des finances*. Rejet. Art. 46 quater: MM. Charles Dumont, Paul Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics*. Adoption. Art. 46 quinquies et 46 sexies: adoption. Art. 46 septies (rejeté par la Commission des finances): Reprise, par MM. Coucoureux et Guérin, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Coucoureux, Mauger, Abel Gardey, *Rapporteur général*; René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*. Rejet. Art. 46 octies: disjonction. Art. 46 nonies, 47 à 69: adoption. Art. 70 (nouvelle rédaction): adoption. Art. 71 à 73: adoption. Art. 74: amendement de M. Armbruster: MM. Armbruster, Henry Andraud, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère de l'Air*; le général Hirschauer. Retrait. Adoption de l'article. Art. 75: Amendement de M. Armbruster. Retrait. Adoption de l'article. Art. 76 à 81: adoption. Art. 82: amendements de M. Marcel Donon: MM. Marcel Donon, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Georges Bonnet, *Ministre des finances*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 83 à 90 et dernier: adoption. Articles et amendements renvoyés à la commission: Art. 2 octies: Amendement de M. Abel Lefèvre. Non soutenu. Adoption de l'article. Article additionnel proposé par MM. Marcel Donon et André Lebert: MM. Marcel Donon, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*; André Lebert, Harent. Retrait. Article additionnel de M. Marcel Donon et de plusieurs de ses collègues: M. Marcel Donon. Disjonction. Art. 4 quater: Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: M. Marcel Donon. Retrait. Rejet de l'article. Article additionnel 34 bis de M. Le Gorgeu: M. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Réserve. Article additionnel 36 quinquies proposé par M. Eugène Milliès-Lacroix et un grand nombre de ses collègues: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Eugène Milliès-Lacroix. Adoption. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [27 décembre], p. 1257, 1282. — Suite de la discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er}: **Présidence du conseil**. Discussion: MM. Brom, Eugène Muller, Brogly, le général Stuhl, le général Hirschauer, William Bertrand, *Sous-Secrétaire d'Etat à la présidence du conseil*. Adoption du budget de la présidence du conseil. **Finances**. Discussion: MM. Coucoureux, Eugène Milliès-Lacroix, Mauger, Betouille, Brogly, Georges Bonnet, *Ministre des Finances*; Auguste Mounié. Chapitre 55 (*Contribution de l'Etat aux pensions servies par diverses collectivités*): Amendement de M. Chaumié: M. Pierre Chaumié. Retrait. Observation de M. Georges Bonnet, *Ministre des Finances*. Diminution indicative du chapitre 45. Adoption du budget du ministère des finances. **Justice**. Discussion: MM. André Lebert, *Rapporteur*; Manuel Fourcade, Henry Merlin. **Loi de finances**. Art. 34 bis précédemment réservé. Nouvelle rédaction de la commission. Adoption. **Justice**. MM. Desjardins, Albert Fouilloux, Pierre Chaumié, Lisbonne, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; André Lebert, *Rapporteur*. Adoption du budget du ministère de la justice. **Affaires étran-**

gères. Discussion: MM. Lémery, Yvon Delbos, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption du budget du ministère des affaires étrangères. **Intérieur**. Discussion: MM. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Marx Dormoy, *Ministre de l'Intérieur*; Connevo, Guérin, Antoine Borrel, de La Grandière, André Honnorat, Chassaing. Chapitre 44 (*Impri-més des mairies concernant le séjour des étrangers*). Amendement de M. Henry Merlin: MM. Henry Merlin, Albert Fouilloux, Marx Dormoy, *Ministre de l'Intérieur*. Retrait. Adoption du budget du ministère de l'intérieur. **Guerre**. Discussion: MM. Henri Laudier, *Rapporteur*; Jean Fabry, Corbedaine, Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la Guerre*; Mauger. Adoption du budget du ministère de la guerre. **Défense des territoires d'outre-mer**. Adoption. **Marine militaire**. Discussion: MM. Farjon, *Rapporteur*; Bergeon, Martin-Binachon, Campinchi, *Ministre de la Marine*. Adoption du budget du ministère de la marine militaire. **Education nationale**. Discussion: MM. Jean Philip, *Rapporteur*; Connevo, Jossot, *Président de la Commission de l'enseignement*; Alexandre Bachelet, Auguste Mounié, Chassaing, Brasseur, Pelletier, André Lebert, Gadaud, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption du budget du ministère de l'éducation nationale. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [28 décembre], p. 1297. — Suite de la discussion. Art. 1^{er} (*suite*). **Enseignement technique**. Discussion: MM. Cuminal, *Rapporteur*; Alexandre Bachelet, Jules Julien, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique*. Adoption du budget de l'enseignement technique. **Beaux-arts**. Discussion: MM. Manuel Fourcade, *Rapporteur*; Connevo, Pelletier, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption du budget des beaux-arts. **Commerce et industrie**. Adoption du budget du ministère du commerce. **Travail**. Discussion: MM. Jean Valadier, *Rapporteur*; Georges Portmann, Eugène Milliès-Lacroix, Louis Gros, Guérin, Mauger, Lelas, André Février, *Ministre du Travail*. Adoption du budget du ministère du travail. **Santé publique**. Discussion: MM. Delthil, *Rapporteur*; Louis Gros, Justin Godart, Sigrist, le comte Louis de Blois, Marc Rucart, *Ministre de la Santé publique*. Chapitre 46 (*Ecoles d'infirmeries*): Amendement de M. Maurice Dormann: MM. Maurice Dormann, Marc Rucart, *Ministre de la Santé publique*; Delthil, *Rapporteur*. Retrait. Chapitre 59 (*Assistance aux familles nombreuses*): Amendement de M. Le Gorgeu et plusieurs de ses collègues: MM. Le Gorgeu, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Delthil, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Renvoi, à la commission, du budget de la santé publique. Art. 1^{er} (*suite*). Etat A (*suite*). **Colonies**. Discussion: MM. Lancien, *Rapporteur*; Rio, Justin Godart, Caillier, Lémery, Marius Moutet, *Ministre des Colonies*. Adoption du budget du ministère des colonies. **Agriculture**. Discussion: MM. Chauveau, *Rapporteur*; Beaumont, Jean Jacqy, Connevo, Georges Portmann, Brom, Babaud-Lacroze, Delhoume, Eugène Muller, Maupoil, le comte d'Harcourt, Joseph Faure, Queinnee, Robert Belmont, Pichery, le marquis de Ludre, André Liautey, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère de l'Agriculture*. Chapitre 11 (*Personnel des écoles d'agriculture*): Amendement de M. Neuville: MM. Neuville, Chauveau, Paul Bachelet, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Jossot. Rejet, au scrutin. Chapitre 23 (*Personnel des écoles vétérinaires*): Amendement de M. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues:

MM. Borgeot, Chauveau, *Rapporteur*; Abel Gardey, *Rapporteur général*. Retrait. Chapitre 65 bis (*Restauration de terrains en montagne*): Amendement de M. Edouard Néron: MM. Edouard Néron, Chauveau, *Rapporteur*. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 65 ter (*Travaux d'intérêt forestier*): Amendement de M. Edouard Néron. Retrait. Reprise, par M. Charles Dumont, de l'amendement de M. Edouard Néron: MM. Charles Dumont, Abel Gardey, *Rapporteur général*; de Courtois. Retrait. Chapitre 89 (*Culture du lin*): Amendement de M. Yves Le Trocquer et plusieurs de ses collègues: MM. Yves Le Trocquer, Chauveau, *Rapporteur*. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 90 (*Culture du chanvre*): Amendement de M. de La Grandière: MM. de La Grandière, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 91 (*Culture de l'olivier*): Amendement de M. de Courtois: MM. Lisbonne, Abel Gardey, *Rapporteur général*; de Courtois. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 92 bis (*Consommation du cidre*): Amendement de M. Cautru et plusieurs de ses collègues. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 98 (*Indemnités pour abattage d'animaux*): Amendement de MM. Marcel Donon et plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, André Lyautey, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Adoption du chapitre. Adoption du budget du ministère de l'Agriculture. **Santé publique** (précédemment renvoyé à la commission). Observations de MM. Le Gorgeu, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*; Auguste Mounié. Retrait des amendements de M. Le Gorgeu. Adoption du budget du ministère de la santé publique. **Travaux publics**. Discussion: MM. Marcel Régnier, *Rapporteur*; Mollard, le comte H. d'Andlau, Charles Dumont, Antoine Borrel, Paul Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics*; Henri Queuille, *Ministre des Travaux publics*. Chapitre 6 (*Ingénieurs des ponts et chaussées*): Amendement de M. Champetier de Ribes: M. Champetier de Ribes. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 8 (*Ingénieurs des travaux publics*): Amendement de M. Champetier de Ribes. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 17 (*Personnel des phares*): Amendement de M. Le Gorgeu. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 26 (*Service central de documentation*): Amendement de M. Champetier de Ribes. Adoption. Adoption du chapitre. Chapitre 71 (*Tourisme, thermalisme, climatisme*): Nouvelle rédaction de l'intitulé proposée par M. Antoine Borrel. Adoption. Chapitre 82 (*Fonds d'amortissement des charges communales*): Amendement de MM. Cassez, Ulmo et Raymond Martin: MM. Cassez, Paul Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics*; Yves Le Trocquer, Charles Dumont. Retrait. Chapitre 84 (*Navires citernes*): Amendement de M. Rio: MM. Rio, Champetier de Ribes, *Rapporteur*; Paul Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des travaux publics*. Rejet. Adoption du budget du ministère des travaux publics. **Marine marchande**. Discussion: MM. Hachette, *Rapporteur*; Queinnec, Henri Tasso, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Adoption du budget du ministère de la marine marchande. **Pensions**. Discussion: MM. Louis Linver, *Rapporteur*; Rogé, Maurice Dormann, Jean Lemaistre, Albert Rivière, *Ministre des Pensions*. Adoption du budget du ministère des pensions. **Air**. Discussion: MM. A. de La Grange, Paul Bénazet, *Président de la Commission de l'air*; Armbruster, de Berny, Laurent-Eynac,

Chassaing, le général Hirschauer, Pierre Cot, *Ministre de l'Air*. Chapitre 4 (*Attachés de l'air*): Amendement de M. de Courtois. M. de Courtois. Retrait. Adoption du budget du ministère de l'air. Articles précédemment réservés. Art. 1^{er}: adoption. Art. 13 (Etat A bis). Amendement de M. Guérin. Retrait. Amendements de M. Delthil: MM. Delthil, Pierre Cot, *Ministre de l'Air*; A. de La Grange, *Rapporteur*. Retrait. Amendements de M. Paul Bénazet: M. Paul Bénazet. Adoption. Amendement de M. le général Hirschauer: M. le général Hirschauer. Retrait. Adoption de l'article modifié. Art. 14 à 19: adoption. Art. 20 (Etat D): MM. Auguste Mounié, *Rapporteur du budget des monnaies et médailles*; Georges Portmann, *Rapporteur du budget de l'imprimerie nationale*; Dentu, *Rapporteur du budget de la Légion d'honneur*; Pierre-Robert, *Rapporteur du budget des postes, télégraphes et téléphones*; Sigrist, Lebas, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*. Adoption. Art. 29 (Etat I): Amendement de M. Viellard: MM. Viellard, Maroselli. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article. Article 12 (Etat C): adoption. Observations de MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère des finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre], p. 1345.

(2^e vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1938. Renvoi à la Commission des finances, N° 673. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 695. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. **Loi de finances**. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er}, 12, 13, 16, 20 et 29: réservés. Art. 2^{ter}: rejet. Art. 2 quater A, 2 series: adoption. Art. 2 series A. Amendement de M. Marcel Donon: M. Marcel Donon. Retrait. Adoption de l'article. Art. 2 series B: disjonction. Art. 2 series C, 2 series D, 2 series E: adoption. Art. 2 septies, 2 septies A, 2 septies B: adoption. Art. 4: adoption. Art. 4 bis B. Amendement de M. Marcel Donon et d'un grand nombre de ses collègues: M. Marcel Donon. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4 bis E: rejet. Art. 4 bis F. Amendement de MM. François Labrousse et Joseph Faure: MM. François Labrousse, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4 bis G: adoption. Art. 4 quater A: rejet. Art. 4 quinquies (rejeté par la commission). Reprise, par M. Guérin, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Guérin, Borgeot. Rejet. Art. 4 series. Amendement de M. Join-Lambert: MM. Join-Lambert, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Rejet. Amendement de M. Marcel Donon. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4 septies A. Amendement de M. Eugène Milliès-Lacroix: MM. Eugène Milliès-Lacroix, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4 septies D, 4 septies E et 4 octies: adoption. Art. 24 ter: disjonction. Art. 28 quinquies: adoption. Art. 28 series: M. Eugène Milliès-Lacroix: disjonction. Art. 28 septies: adoption. Art. 29 bis et 29 series: disjonction. Art. 29 octies, 29 nonies et 29 decies: adoption. Art. 29 undecies: rejet. Art. 35 bis: adoption. Art. 36 bis: MM. Le Gorgeu, René Brunet, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*. Adoption. Art. 36 ter: adoption. Art. 36 quinquies, 36 septies, 36 octies et 36 nonies: disjonction. Art. 36 tredecies, 36 tredecies A, 36 sedecies, 36 septuadecies:

adoption. Art. 36 octodecies: disjonction. Art. 36 undecies: adoption. Art. 38 series, 39 bis et 40 quinquies: disjonction. Art. 40 quinquies A (disjoint par la commission). Reprise de l'article par M. Pierre Chaumié: M. Pierre Chaumié. Adoption. Art. 40 series: disjonction. Art. 40 A. Demande de suppression de l'article, par MM. Lisbonne et René Héry: MM. Lisbonne, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Nouvelle rédaction de la commission. Adoption. Art. 42 bis: disjonction. Art. 43 bis B, 43 series, 43 octies à 43 tredecies: adoption. Amendement de M. Harent. Non soutenu. Art. 46 ter C, 46 quinquies A, 46 series A à 46 series J: adoption. Art. 46 series K: adoption. Art. 46 septies: rejet. Art. 46 octies, 46 octies A: adoption. Art. 46 octies B: rejet. Art. 46 undecies, 72, 74 et 75: adoption. Articles précédemment réservés. Art. 1^{er}. **Intérieur**. Observation de M. Babaud-Lacroze, *Rapporteur*. Chap. 71 bis (*Secours*): Amendement de M. Maulion: MM. Maulion, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Abel Gardey, *Rapporteur général*; Léon Perrier, *Vice-Président de la Commission des finances*. Adoption. **Education nationale**. Observations de MM. Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Chassaing. **Beaux-arts**. Chap. 51 (*Théâtres nationaux*): Amendement de M. Paul Fleurot: MM. Paul Fleurot, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Manuel Fourcade, *Rapporteur*. Rejet. Chap. 53 (*Action artistique en France et à l'étranger*): Amendement de M. Pelletier: M. Pelletier. Retrait. **Agriculture**. Chap. 11 (*Personnel des écoles d'agriculture*): Amendement de M. Neuville: MM. Neuville, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet. Chap. 65 ter (*Travaux forestiers*): Amendement de M. Edouard Néron et d'un grand nombre de ses collègues: MM. Edouard Néron, André Lyautey, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture*. Adoption. Observations de MM. Borgeot, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Delhoume. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 13 et 16: adoption. Art. 20: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Manger. Adoption. Art. 29 et 12: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1437, 1459.

(3^e vote). — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1938. Renvoi à la Commission des finances, N° 698. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 701. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er}, 12, 20 et 29: réservés. Art. 2^{ter}: disjonction. Art. 2 nonies: adoption. Art. 4 bis E: disjonction. Art. 4 quater A (disjoint par la commission): Reprise, par M. Alexandre Bachelet, du texte voté par la Chambre des Députés: MM. Alexandre Bachelet, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Rejet. Art. 4 series: MM. Join-Lambert, Georges Bonnet, *Ministre des finances*; Paul Bachelet. Adoption. Art. 4 decies: adoption. Art. 28 quinquies A (disjoint par la commission): Reprise par M. Caillier, avec modifications, du texte voté par la Chambre des Députés: M. Caillier. Adoption. Art. 28 series: adoption. Art. 29 bis: disjonction. Art. 29 undecies: rejet. Art. 36 quinquies (nouvelle rédaction de la commission): adoption. Art. 36 octies: adoption. Art. 36 nonies:

disjonction. Art. 36 *duodecies* A et 36 *tredecies*: adoption. Art. 36 *tredecies* A (disjoint par la commission): Reprise de l'article par M. Le Gorgeu: M. Le Gorgeu. Adoption. Art. 36 *octodecies*: disjonction. Art. 40 *sexies*, 40 A, 42 *bis*, 43 *undecies*: adoption. Amendement de MM. Harent et Marcel Donon: MM. Harent, Camille Chauvets, *Président du Conseil*. Retrait. Art. 46 *ter* D. Amendement de MM. Borgeot et Marcel Donon: MM. Borgeot, Cailier, Guérin. Adoption (devenant l'alinéa 1^{er} de l'article 46 *ter* D). Adoption de l'ensemble de l'article 46 *ter* D. Art. 46 *septies* et 46 *octies* A: adoption. Art. 46 *decies*: disjonction. Art. 46 *undecies*: adoption. Art. 72, 74, 75: adoption. Articles réservés. Art. 1^{er}: **Pensions**. Amendement de M. Robert Thoumyre: MM. Robert Thoumyre, Abel Gardey, *Rapporteur général*. Adoption, au scrutin. Adoption de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Art. 20, 29 et 12: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1488, 1496.

(4^e vote). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1938. Renvoi à la Commission des finances, N° 704 [31 décembre], p. 1506. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 707. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er}, 12, 20 et 29: réservés. Art. 2 *ter*: rejet. Art. 4 A: M. Desjardins. Adoption. Art. 4 *bis* E: MM. Desjardins, Marius Moutet, *Ministre des Colonies*; Marcel Donon, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Cautru, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Adoption de l'article modifié. Art. 4 *quater* A. Amendement de M. Desjardins: M. Desjardins. Rejet. Adoption de l'article: Art. 28 *octies* nouveau: MM. Desjardins, le président. Adoption. Art. 29 *bis*: adoption. Observation de M. Manuel Fourcade. Art. 29 *undecies*, 36 *tredecies*: disjonction. Art. 36 *tredecies* A (disjoint par la commission). Reprise de l'article, par M. Le Gorgeu: M. Le Gorgeu. Adoption. Art. 36 *octodecies*: disjonction. Art. 40 A: MM. Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Disjonction. Art. 46 *ter* D: M. Marcel Donon. Adoption. Art. 46 *decies*: disjonction. Art. 72: adoption. Articles précédemment réservés. Art. 1^{er} (Etat A): MM. Abel Gardey, *Rapporteur général*; Marx Dormoy, *Ministre de l'Intérieur*; Babaud-Lacroze, *Rapporteur du Budget du Ministère de l'Intérieur*; Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*; Manuel Fourcade, *Rapporteur du Budget des Beaux-Arts*. Adoption. Art. 20, 29 et 12: adoption. Sur l'ensemble: M. Desjardins. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1509. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 4; *Rectificatifs*: J. O. du 5 janvier 1938, p. 274; J. O. du 13 janvier, p. 883).

3 — Loi de finances du Budget de l'Exercice 1938.

Art. 1^{er}. — Crédits ouverts.

Art. 2. — Autorisation de perception.

Art. 3 (2 *bis* de la discussion). — Réduction pour entretien et amortissement

en ce qui concerne la contribution foncière des propriétés bâties.

Art. 4 (2 *bis* A de la discussion). — Fixation d'un pourcentage maximum pour le total des contributions et taxes perçues par l'Etat et les collectivités sur la propriété foncière.

Art. 5 (2 *quater* de la discussion). — Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Compositions des commissions consultatives.

Art. 6 (2 *quater* A de la discussion). — Exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la patente de certaines sociétés coopératives maritimes.

Art. 7 (2 *quater* B de la discussion). — Suppression de la discrimination des revenus pour l'imposition de certaines entreprises en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu.

Art. 8 (2 *quinquies* de la discussion). — Mise en recouvrement dès le 1^{er} novembre de l'année précédente des rôles afférents à la taxe des prestations et à la taxe vicinale.

Art. 9 (2 *sexies* de la discussion). — Augmentation du taux de la taxe sur les biens de mainmorte.

Art. 10. — Impôt sur les bénéfices agricoles. — Modification du forfait.

Art. 11. — Impôt cédulaire. — Compétence des commissions consultatives en ce qui concerne les impositions supplémentaires.

Art. 12. — Impôt cédulaire. — Modification des articles 158 et 273 du code des impôts directs.

Art. 13. — Modification des conditions d'imposition à la patente.

Art. 14 (2 *septies* de la discussion). — Amnistie en matière de dissimulation du prix de vente des fonds de commerce.

Art. 15 (2 *octies* de la discussion). — Modification du régime d'imposition des administrateurs de sociétés.

Art. 16. — Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. — Exonération en faveur de certains emprunteurs.

Art. 17. — Modification du régime d'imposition des administrateurs de sociétés.

Art. 18. — Abrogation de l'article 62 *bis* du code fiscal des valeurs mobilières.

Art. 19 (3 de la discussion). — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importateurs de produits contingentés.

Art. 20 (4 de la discussion). — Prorogation de la perception du droit spécial prévu par la loi du 31 mars 1927 sur les importations de coton.

Art. 21. (4 *bis* A de la discussion). — Exonération des droits à l'importation pour les cerises destinées à la distillation.

Art. 22. — Réduction de droits en faveur des alcools livrés à la carburantion.

Art. 23 (4 *bis* C de la discussion). — Exonération des véhicules utilisés à des transports publics de voyageurs ou de marchandises.

Art. 24 (4 *bis* D de la discussion). — Relèvement du droit de timbre des quittances des contributions indirectes.

Art. 25. — Surtaxe sur les rhums en vue de l'organisation du marché des rhums.

Art. 26 et 27. — Déductions allouées aux marchands en gros de boissons pour décrets de magasins.

Art. 28. — Impôt sur les spectacles. — Exonération en faveur de certains cinématographes.

Art. 29 (4 *sexies* A de la discussion). — Taxe à la production. — Exonération en faveur de divers produits alimentaires.

Art. 30 (4 *septies* A de la discussion). — Taxe à la production. — Extension aux livres des exonérations prévues en faveur des journaux.

Art. 31. — Taxe à la production. — Mesures propres à éviter les doubles impositions entre la France et l'Algérie.

Art. 32. — Taxe à la production. — Dispense en faveur de certains industriels et commerçants de renouveler les attestations remises à leurs fournisseurs en application du décret du 27 janvier 1937.

Art. 33 (4 *octies* de la discussion). — Fixation à 1 fr. 50 par jugement de la taxe destinée à la rétribution des greffiers.

Art. 34 (4 *nonies* de la discussion). — Relèvement du prix des passeports.

Art. 35. — Ecole du Louvre. — Droit d'immatriculation à percevoir des élèves et des auditeurs.

Art. 36. — Droit de timbre sur les quittances de douane.

Art. 37 (5 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies.

Art. 38 (6 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale du ministère des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce.

Art. 39 (7 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites.

Art. 40 (8 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'agence économique des colonies autonomes, des territoires africains sous mandat et de l'Afrique équatoriale française.

Art. 41 (9 de la discussion). — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et du budget des colonies et des territoires africains sous mandat aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux.

Art. 42 (10 de la discussion). — Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer.

Art. 43 (11 de la discussion). — Prélèvement sur le compte spécial de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Art. 44 (12 de la discussion). — Évaluation des voies et moyens.

Art. 45 (13 de la discussion). — Compte des investissements en capital. — Ouverture de crédits.

Art. 46 (14 de la discussion). — Rattachement par décret au compte des investissements en capital des autorisations de paiement données pour 1938 par les lois des 6 et 7 juillet 1934.

Art. 47 (15 de la discussion). — Compte des investissements en capital. — Répartitions par décrets des crédits globaux ouverts au budget des finances pour l'application de la loi du 18 août 1936.

Art. 48. (16 de la discussion). — Compte des investissements en capital. — Voies et moyens.

Art. 49 (17 de la discussion). — Compte des investissements en capital. — Autorisation de report à l'exercice suivant des crédits qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice.

Art. 50 (18 de la discussion). — Compte des investissements en capital. — Report des autorisations d'engagement accordées au titre de la loi du 18 août 1936 et des textes modificatifs subséquents.

Art. 51 (19 de la discussion). — Compte des investissements en capital. — Affectation de l'excédent des recettes du Budget de 1938 à la couverture des dépenses d'investissement.

Art. 52 (20 de la discussion). — Recettes et dépenses des budgets annexes.

Art. 53 (20 bis de la discussion). — Autorisation de modifier par décret les caractéristiques des monnaies de métal autres que l'or et l'argent.

Art. 54 (21 de la discussion). — Poudres. — Autorisation d'engagements au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle.

Art. 55 (22 de la discussion). — Poudres. — Autorisation d'engagements au titre de la 2^e section du budget annexe.

Art. 56 (24 de la discussion). — Augmentation des redevances versées par la caisse nationale d'épargne au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones au titre des opérations d'épargne et d'avances sur pensions.

Art. 57 (25 de la discussion). — Ratification de décrets portant fixation de taxes postales et télégraphiques.

Art. 58 (26 de la discussion). — Modifications des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 59 (27 de la discussion). — Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1938 pour la couverture des dépenses de la 2^e section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones.

Art. 60 (28 de la discussion). — Approbation de la convention passée le 21 septembre 1937 avec la caisse autonome d'amortissement et relative à l'amortissement de la dette publique.

Art. 61 (28 bis de la discussion). — Fixation du montant maximum de la circulation des bons ordinaires du Trésor.

Art. 62 (28 ter de la discussion). — Prorogation des avances remboursables consenties aux sociétés coopératives de crédit aux industries d'art.

Art. 63 (28 quater de la discussion). — Fixation d'un délai pour la présentation des attestations de cessions d'or ou de devises étrangères.

Art. 64. — Approbation d'une convention entre l'Etat et le Crédit national.

Art. 65. — Convention passée entre l'Etat et le crédit national hôtelier.

Art. 66. — Modification de la législation sur les marchés de l'Etat en faveur des entreprises artisanales.

Art. 67. — Rajustement des indemnités représentatives de frais des fonctionnaires.

Art. 68. — Destruction des coupons des titres détenus par le fonds de soutien des rentes.

Art. 69 (29 de la discussion). — Créations et transformations d'emplois autorisées.

Art. 70 (29 bis de la discussion). — Modification des règles du détachement des fonctionnaires.

Art. 71 (29 quinquies de la discussion). Contribution des offices et établissements

autonomes aux pensions de leur personnel.

Art. 72. — Retour sur des options effectuées en faveur du régime de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Art. 73. — Veuves de fonctionnaires retraités. — Antériorité du mariage.

Art. 74. — Mesures de réparation en faveur des titulaires de certaines pensions.

Art. 75 (29 A de la discussion). — Nomination des fonctionnaires à d'autres fonctions publiques.

Art. 76 (30 de la discussion). — Modification de la composition du conseil d'administration de la caisse nationale des marchés de l'Etat.

Art. 77 (34 de la discussion). — Répartition par décrets des crédits ouverts au budget en vue de l'amélioration de la situation des divers personnels de l'Etat.

Art. 78. — Pouvoirs des collectivités locales en matière de dépenses de personnel.

Art. 79 (35 de la discussion). — Ministère des finances. — Fixation du nombre des chargés d'études et agents des services extérieurs détachés à l'administration centrale. — Maintien du service des émissions.

Art. 80 (35 bis de la discussion). — Augmentation du nombre des agents des contributions indirectes détachés à l'office national interprofessionnel du blé.

Art. 81 (36 de la discussion). — Participation de l'Etat aux dépenses de construction et d'aménagement des prisons cellulaires.

Art. 82. — Modification du régime des retraites de certains fonctionnaires.

Art. 83 et 84 (36 ter et 36 quater de la discussion). — Ministère de la justice. — Organisation du service de législation étrangère et de droit international.

Art. 85 (36 quinquies de la discussion). — Fixation du nombre des auditeurs au conseil d'Etat.

Art. 86 (36 sexies de la discussion). — Création de trois postes de conseiller à la cour d'appel d'Aix.

Art. 87. — Exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les pièces relatives à l'institution de la caisse de retraite des clercs de notaire.

Art. 88. — Transformation d'emplois à la sûreté nationale.

Art. 89 à 91 (36 decies à 36 duodecies de la discussion). — Modification de la répartition de certaines dépenses entre l'Etat, le département de la Seine et la ville de Paris.

Art. 92. — Remise des droits de stationnement à certains loueurs d'automobiles de la ville de Paris.

Art. 93. — Dépenses communales d'entretien de la voirie urbaine et des chemins ruraux non reconnus.

Art. 94 (36 quatordecies de la discussion). — Ouverture de crédits pour la réalisation d'une deuxième tranche de travaux pour la défense passive du territoire.

Art. 95. — Approbation des délibérations de conseils municipaux tendant au relèvement des droits d'octroi.

Art. 96. — Suppression de la participation des collectivités de l'agglomération lyonnaise au service des pensions des agents de la police d'Etat.

Art. 97. — Avances consenties à la caisse de crédit aux départements et aux communes.

Art. 98. — Prorogation du délai d'exécution des travaux de vicinalité prévus au programme de 1935.

Art. 99 (37 de la discussion). — Convocations de réservistes par unités constituées.

Art. 100 (38 de la discussion). — Admission des officiers candidats élèves ingénieurs des fabrications d'armement dans le corps du contrôle de l'administration de l'armée.

Art. 101 (38 bis de la discussion). — Droit à pension d'ancienneté des officiers de complément ayant servi pendant la guerre.

Art. 102 (38 ter de la discussion). — Fixation du montant de la contribution de l'Algérie aux dépenses militaires de la métropole.

Art. 103 (38 quater de la discussion). — Relèvement du taux des majorations spéciales de la gendarmerie et délivrance d'un livret spécial.

Art. 104 (38 quinquies de la discussion). — Attribution aux militaires de la gendarmerie d'une bonification de pension.

Art. 105 (39 de la discussion). — Programme naval. — Mise en chantier de la tranche 1938.

Art. 106. — Modification des conditions de recrutement du chef du service central de la recherche scientifique.

Art. 107. — Statut des retraites des fonctionnaires ayant successivement exercé pour le compte des collectivités locales et de l'Etat.

Art. 108 (40 sexies de la discussion). — Réorganisation de l'enseignement supérieur des beaux-arts.

Art. 109 (40 septies de la discussion). — Rattachement du musée des arts et traditions populaires à la réunion des musées nationaux.

Art. 110 (41 de la discussion). — Accès des agents techniques dans le corps des ingénieurs des travaux aéronautiques de l'Etat et des ingénieurs des travaux dans le corps des ingénieurs de l'aéronautique.

Art. 111 (42 de la discussion). — Extension de la ligne Alger—Congo—Madagascar.

Art. 112 (42 bis de la discussion). — Transformation en titre militaire de la décoration de certains fonctionnaires du corps de contrôle de l'aéronautique.

Art. 113 (42 ter de la discussion). — Avances remboursables aux sociétés nationales de constructions aéronautiques.

Art. 114 (42 A de la discussion). — Attribution d'une subvention à l'aviation populaire et privée pour compenser la hausse du prix du carburant.

Art. 115 (43 de la discussion). — Conservatoire national des arts et métiers. — Couverture des dépenses de la chaire de prévention des accidents du travail.

Art. 116. — Modification du régime des assurances sociales en Alsace et en Lorraine.

Art. 117 (43 ter de la discussion). — Prorogation de la législation sur les habitations à bon marché.

Art. 118. — Modification de la répartition des charges d'assistance.

Art. 119 (43 quater de la discussion). — Création de cinq emplois de professeur à l'institut national des sourds-muets.

Art. 120 (43 quater A de la discussion). — Modification des conditions de rémunération du personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.

Art. 121 (43 sexies de la discussion). — Affectation du personnel détaché au ministère de l'agriculture par application des lois du 7 juillet 1933 et du 16 avril 1935.

Art. 122 et 123. — Dédommagement aux agriculteurs dont les récoltes ont subi les méfaits de la grêle.

Art. 124. — Majoration du taux des primes à la sériciculture.

Art. 125. — Report des crédits provenant des prélèvements effectués sur le pari mutuel.

Art. 126. — Avances consenties par la caisse nationale de crédit agricole en vue de la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes.

Art. 127. — Prêts consentis par les caisses de crédit agricole.

Art. 128 (44 de la discussion). — Encouragements à la culture du lin et à la culture du chanvre. Prorogation de la date d'expiration des dispositions des lois des 4 juillet 1931, 2 mars et 20 avril 1932.

Art. 129 (45 de la discussion). — Détachement à l'administration centrale de l'agriculture de fonctionnaires chargés d'assurer la liquidation des contrats de stockage et de report.

Art. 130 (46 de la discussion). — Dépenses effectuées sur le produit du pari mutuel et des jeux.

Art. 131 (46 bis de la discussion). — Déduction forfaitaire sur le produit brut des jeux dans les casinos.

Art. 132 (46 ter de la discussion). — Subvention pour la construction ou l'aménagement d'abattoirs régionaux ou communaux.

Art. 133 (46 ter C de la discussion). — Limite d'âge des inspecteurs généraux des haras.

Art. 134. — Modification de l'assiette de la taxe à la mouture.

Art. 135 (46 quater de la discussion). — Financement des frais de fonctionnement du fonds d'amortissement des charges d'électrification.

Art. 136 (46 quinquies de la discussion). — Extension de la distribution d'énergie électrique.

Art. 137. — Gratuité, dans certaines conditions, de la délivrance du permis de conduire.

Art. 138 (46 sexies de la discussion). — Contrôle parlementaire du fonctionnement de la société nationale des chemins de fer.

Art. 139 à 145. — Autorisations relatives au fonctionnement de la société nationale des chemins de fer en 1938.

Art. 146. — Modification du contrôle des chemins de fer.

Art. 147. — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local.

Art. 148. — Aide à l'armement libre.

Art. 149. — Modification du régime des pensions des inscrits maritimes.

Art. 150 (46 septies de la discussion). — Présomption d'origine des maladies constatées chez les militaires engagés ou appelés.

Art. 151 (46 octies de la discussion). — Abrogation du décret du 30 octobre 1935 portant transfert de certains services de liquidation du ministère des pensions.

Art. 152. — Modification des dispositions relatives aux pensions des aliénés de guerre.

Art. 153 (46 nonies de la discussion). — Suppression du cadre auxiliaire permanent de l'administration centrale du ministère des pensions.

Art. 154. — Réouverture du délai de mise en instance pour les demandes d'allocations complémentaires de certaines veuves de guerre.

Art. 155 (47 de la discussion). — Nomenclature des services votés.

Art. 156 à 158 (48 à 50 de la discussion). — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées.

Art. 159 (51 de la discussion). — Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale.

Art. 160 à 162 (52 à 54 de la discussion). — Autorisations d'engagements de dépenses pour le programme vicinal, pour le programme de réfection et d'entretien des routes et chemins à circulation intense et pour l'aménagement des lotissements défectueux.

Art. 163 (55 de la discussion). — Fixation, pour l'année 1938, du nombre maximum de retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde et des officiers à mettre en disponibilité par application de l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925.

Art. 164 (56 de la discussion). — Budget de la guerre. — Constructions et matériel neufs. — Autorisations d'engagement.

Art. 165 (57 de la discussion). — Budget de la guerre. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisations d'engagement.

Art. 166 (58 de la discussion). — Armée. — Maximum des dépenses à effectuer sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 167 (59 de la discussion). — Répartition par décret des crédits globaux affectés à la substitution de la main-d'œuvre civile à la main-d'œuvre militaire.

Art. 168 (60 de la discussion). — Fixation de l'effectif des officiers de marine.

Art. 169 (61 de la discussion). — Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières.

Art. 170 (62 de la discussion). — Fixation de l'effectif du personnel technique et ouvrier des services des constructions navales et de l'artillerie navale.

Art. 171 (63 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime.

Art. 172 (64 de la discussion). — Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1939 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1938 dans les constructions prévues par les programmes navals.

Art. 173 (65 de la discussion). — Budget de la marine. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisations d'engagement.

Art. 174 (66 de la discussion). — Marine. — Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées.

Art. 175 (67 de la discussion). — Etat des constructions neuves de la marine.

Art. 176 (68 de la discussion). — Aéronautique maritime. — Autorisations d'engagements.

Art. 177 (69 de la discussion). — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagements du ministère de la marine au ministère de l'air.

Art. 178 (70 de la discussion). — Assurance-crédit. — Garantie d'exportation.

Art. 179 (71 de la discussion). — Fixation du nombre maximum des retraites proportionnelles d'officiers, des congés de longue durée sans solde des officiers et assimilés, des congés définitifs, des congés avec solde et des mises en position de disponibilité à accorder au personnel de l'armée de l'air.

Art. 180 et 181 (72 et 73 de la discussion). — Renforcement et fixation de l'effectif de l'armée de l'air.

Art. 182 (74 de la discussion). — Etudes et expériences techniques. — Fabrications de l'aéronautique. — Travaux et installations. — Autorisations d'engagements.

Art. 183 (75 de la discussion). — Budget de l'air. — Marchés concernant la mobilisation industrielle. — Autorisations d'engagement.

Art. 184 (76 de la discussion). — Autorisation de transférer par décrets aux ministres de la guerre, de la marine et des colonies, certains crédits gérés par le ministre de l'air.

Art. 185 (77 de la discussion). — Assurances sociales. — Attribution au fonds de majoration géré par la caisse générale de garantie, à concurrence de 3 millions de francs, de la part attribuée à l'Etat sur le produit des jeux et de la redevance supplémentaire des bénéfices de la Banque de France.

Art. 186 (78 de la discussion). — Maximum des dépenses à effectuer aux colonies, en 1938, sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel.

Art. 187 (79 de la discussion). — Nombre maximum des inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1938.

Art. 188 (80 de la discussion). — Achat d'effets à céder aux masses des corps de troupe stationnés aux colonies.

Art. 189 (81 de la discussion). — Autorisation d'engager des dépenses imputables sur les crédits des exercices ultérieurs pour la défense des colonies.

Art. 190 (82 de la discussion). — Maximum des fonds que le ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution d'avances pour l'électrification des campagnes.

Art. 191 (83 de la discussion). — Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local.

Art. 192 (84 de la discussion). — Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local.

Art. 193 (85 de la discussion). — Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien.

Art. 194 (86 de la discussion). — Avances du Trésor, à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion.

Art. 195 (87 de la discussion). — Subvention à l'établissement national des invalides de la marine.

Art. 196 (88 de la discussion). — Renseignements à fournir aux Chambres.

Art. 197 (89 de la discussion). — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles.

Art. 198 (90 de la discussion). — Interdiction de perception autres que celles autorisées par les lois en vigueur.

BUDGETS ANNEXES. — Recettes et dépenses des budgets annexes (art. 52) (Loi

de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 8).

BUREAU DU SENAT. — Bureau provisoire: *Président, doyen d'âge:* M. Damecour. *Secrétaires:* MM. Elby, Belmont, Maupeil, Tony Révillon, Portmann, Neyret [12 janvier], p. 1. — Bureau définitif: *Président:* M. Jules Jeanneney; *Vice-Présidents:* MM. Henri Roy, Chapsal, Farjon, Albert Mahieu; *Secrétaires:* MM. Loubat, Dentu, Gadaud, Decroze, Fèvre, A. de La Grange, Martin-Binachon, Boivin-Champeaux; *Questeurs:* MM. Hamelin, Manceau, François Labrousse [14 janvier], p. 6. — *Vice-Président:* M. Henry Merlin, en remplacement de M. Chapsal, démissionnaire [6 juillet], p. 783.

BUREAUX. — Tirage au sort des bureaux [12 janvier], p. 2, 3. — Organisation des bureaux [14 janvier], F. 2. — Tirage au sort des bureaux [16 novembre], p. 901. — Organisation des bureaux [18 novembre], F. 50.

BUREAUX DE PLACEMENT PRIVÉS. — Voir OFFICES ET BUREAUX DE PLACEMENT.

C

CABLE SOUS-MARIN. — Voir MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

CADASTRE. — Voir PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

CAFE. — Voir DOUANES, 45, 51.

CAIRE (LE) (Exposition d'art français). — Voir CRÉDITS, 15.

CAISSE AUTONOME DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — Dépôt d'un état présentant les opérations de recettes et de dépenses de la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs et le détail des opérations de placement effectuées au cours de l'année 1936 (Application de l'article 7 de la loi du 12 juillet 1933.) N° 381 [19 juin], p. 682.

CAISSE DE CREDIT AUX DEPARTEMENTS ET AUX COMMUNES.

1 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Laffont et plusieurs de ses collègues tendant à doter de ressources permanentes la caisse de crédit aux départements et aux communes. Renvoi à la Commission des finances, N° 648 [28 décembre], p. 1310.

2 — Avances consenties à la caisse de crédit aux départements et aux communes (art. 97) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11).

Voir INTERPELLATIONS, 35.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (Commission de surveillance). — Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1936 de cet établissement, N° 414 [2 juillet], p. 737.

CAISSE NATIONALE DES CALAMITES AGRICOLES. — Voir RÉOLUTIONS, 19.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — Voir COMMISSIONS DIVERSES. — ELECTRICITÉ.

CAISSE NATIONALE DES MARCHES DE L'ETAT. — Modification de la composition du conseil d'administration de la caisse nationale des marchés de l'Etat (art. 76)

(Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier, p. 10).

CAISSE DES PENSIONS DE GUERRE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet la création d'une caisse des pensions de guerre (N° 287, année 1936). Voir Table de 1936, p. 62. — Vote de la question préalable [21 janvier], p. 22.

CAISSE DE RETRAITE ET D'ASSISTANCE DES CLERCS DE NOTAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant une bourse commune d'assurance et de prévoyance du notariat et une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaire (N° 507, année 1931). Voir Table de 1936, p. 97 (*Notariat*). — M. Cautru dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, un deuxième rapport N° 218 [24 mars], p. 375. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi instituant une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaire.* » [3 juin], p. 532. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1937 (*J. O.* des 12 et 13 juillet, p. 7918).

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEillesse. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à élever le taux des bonifications de pensions susceptibles d'être accordées aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 369 [17 juin], p. 662. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [6 juillet], p. 792. — M. Mauger dépose un rapport, N° 552 [26 novembre], p. 962.

CAISSES DEPARTEMENTALES. — Voir CONGÉ ANNUEL PAYÉ, 2.

CAISSES DES ECOLES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif au contrôle financier des caisses des écoles. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 523 [16 novembre], p. 899. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [1^{er} décembre], p. 999.

CAISSES D'EPARGNE.

1 — **Statut du personnel.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, modifié par la loi du 5 août 1920 et à fixer le statut du personnel de ces caisses. Voir Table de 1936, p. 63. — M. Chassaing dépose le rapport supplémentaire N° 51 [10 février], p. 126. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Valadier, N° 193. Discussion générale: M. Chassaing, *Rapporteur*. Article unique: Amendement de M. Jean Valadier. Adoption. Adoption de l'article unique modifié. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « *Proposition de loi tendant à compléter la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne par l'établissement, en faveur du personnel de ces caisses, d'un statut obligatoire* » [19 mars], p. 362. — Promulgation: Loi du 26 mars 1937 (*J. O.* du 1^{er} avril, p. 3722).

2 — **Emploi du boni.** — Transmission d'une proposition de loi adoptée par la

Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, modifié par les lois subséquentes, en vue d'autoriser les caisses d'épargne à employer leur boni en faveur des œuvres de développement des sports. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 524 [16 novembre], p. 899.

CALAMITES PUBLIQUES. — Voir CRÉDITS, 12.

CAMBRAI-EST (Nord). — Voir SÉRANVILLERS.

CAMEROUN (Naturalisation des indigènes). — Voir COLONIES, 9.

CAPACITE

— **de la femme mariée.** — Voir CODE CIVIL, 1.

— **des personnes morales.** — Voir CODE CIVIL, 7.

CAPSULES DE Poudre FULMINANTE. — Voir DOUANES, 11.

CARNIERES (Nord). — Voir SÉRANVILLERS.

CAYRES (Haute-Loire). — Voir COSTAROS.

CEREALES PANIFIABLES. — Proposition de loi tendant à l'organisation nationale du stockage et de la vente coopératifs des céréales panifiables (N° 16, année 1933). Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 57. — Vote de la question préalable [30 novembre], p. 986.

CERISES. — Exonération des droits à l'importation pour les cerises destinées à la distillation (art. 21) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

CHAMBERLAIN (Sir Austen). — Décès de Sir Austen Chamberlain. Allocutions de M. le président et de M. Lebas, *Ministre du travail* [18 mars], p. 336.

CHAMBRE DES DEPUTES (Dépenses administratives). — Voir CRÉDITS, 20.

CHAMBRES DE COMMERCE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la composition de la commission de répartition prévue par l'article 3 de la loi du 19 février 1908 relatif à l'élection des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures. Renvoi à la Commission du commerce, N° 128 [16 mars], p. 293. — M. Moïse Lévy dépose le rapport N° 451 [6 juillet], p. 779. — M. Moïse Lévy dépose un rapport supplémentaire, N° 550 [26 novembre], p. 962. — Ajournement de la 1^{re} délibération [23 décembre], p. 1174. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article 1^{er}: Amendement de MM. Yves Le Trocquer et Bergeon. Adoption. Adoption de l'article. Adoption de l'article 2 et dernier et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « *Proposition de loi modifiant la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce et la loi du 19 février 1908 sur les élections aux chambres de commerce.* » [24 décembre], p. 1205.

CHAMBRES DE METIERS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 6 de la loi du 26 juillet 1925 portant création de chambres de métiers. Voir Table de 1936, p. 63. — M. Robert Thoumyre dépose le rapport N° 352 [10 juin], p. 587. — 1^{re} délibération. Déclara-

tion de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 740. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1937 (*J. O.* des 19 et 20 juillet, p. 8162).

Voir CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS DIRECTS.

CHANVRE. — Encouragements à la culture du chanvre. — Prorogation de la date d'expiration des dispositions des lois des 2 mars et 20 avril 1932 (art. 128) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

CHARBON. — Voir RÉOLUTIONS, 2.

CHARGUTERIE. — Voir DOUANES, 33.

CHARLATANISME MÉDICAL ET PHARMACEUTIQUE. — Dépôt, par M. Henri Sellier, d'une proposition de loi relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 420 [2 juillet], p. 767.

CHARTRE DU TRAVAIL. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maulion, sur la charte des droits et des devoirs du travail. Renvoi à la Commission du commerce N° 531 [16 novembre], p. 899. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [26 novembre], p. 981.

CHASSE.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° d'abroger l'article 5 du décret du 30 octobre 1935 tendant à réparer la perte de recettes résultant de la suppression du droit proportionnel de patente sur les locaux d'habitation; 2° d'autoriser l'amodiation directe aux sociétés de chasse du droit de chasse dans les forêts domaniales (n° 394, année 1936). Voir Table 1936, p. 63. — Vote de la question préalable [21 janvier], p. 22.

2 — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 3, 4, 5, 11, 24 et 26 de la loi sur la police de la chasse du 3 mai 1844. Voir Table de 1936, p. 63. — M. de Monti de Rézé dépose au nom de la Commission de l'agriculture le rapport N° 607 [16 décembre], p. 1076.

CHATEAU DE VINCENNES. — Voir VINCENNES.

CHEMINS DE FER

1 — Réseaux secondaires d'intérêt général. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger, pour les réseaux secondaires d'intérêt général, la loi du 22 octobre 1919, relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession. Voir Table de 1936, p. 63. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [21 janvier], p. 23. — Promulgation: Loi du 9 février 1937 (*J. O.* du 11 février, p. 1807).

2 — Voies ferrées d'intérêt local. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger certaines dispositions financières relatives aux voies ferrées d'intérêt local. Voir Table de 1936, p. 63. — M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Commission des finances, N° 43 [9 février], p. 109. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [18 février], p. 174. — Promulgation: Loi du 13 mars 1937 (*J. O.* du 14 mars, p. 3082; *Rectificatif*: *J. O.* du 17 mars, p. 3178).

3 — Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan. — Voir COLONIES, 5.

4 — Contrôle parlementaire du fonctionnement de la Société nationale des chemins de fer (art. 138). Autorisations relatives au fonctionnement de la société nationale des chemins de fer en 1938 (art. 139 à 145). Modification du contrôle des chemins de fer (art. 146). Subventions aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local (art. 147 et 191). Transformation en annuités de la subvention des départements et des communes aux chemins de fer d'intérêt local (art. 192). Emission d'obligations du chemin de fer franco-éthiopien (art. 193) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 14, 15, 18).

Voir INTERPELLATIONS, 42. — RETRAITES, 2.

CHEPTEL. — Voir RÉOLUTIONS, 16.

CHEQUE. — Projet de loi portant introduction dans la législation française des dispositions de la loi uniforme annexée à la convention signée à Genève le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matière de chèque. Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 58. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

CHILI. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 8, 18.

CHIRURGIENS-DENTISTES SARROIS NATURALISÉS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre le bénéfice de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1935 aux chirurgiens-dentistes sarrois naturalisés Français ou ayant fait une demande de naturalisation avant le 1^{er} mars 1935. Voir Table de 1936, p. 64. — Promulgation: Loi du 27 juillet 1937 (*J. O.* du 29 juillet, p. 8339).

CHOMAGE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 7 septembre 1936 relatif aux travaux contre le chômage intéressant plusieurs collectivités. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances, N° 265 [20 mai], p. 449. — M. Serlin dépose le rapport N° 671 [30 décembre], p. 1423.

CHOMEURS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 4, 5.

CLERCS DE NOTAIRE. — Voir CAISSE DE RETRAITE.

CLIMATISME. — Voir COMITÉ CONSULTATIF DU TOURISME.

CODE DES ASSURANCES SOCIALES (Départements recouverts).

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 384 du code des assurances sociales maintenu en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 263 [20 mai], p. 449. — M. Brom dépose le rapport N° 404 [30 juin], p. 728. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances, des conclusions du rapport ci-dessus [6 juillet], p. 792. — M. Jean Valadier dépose l'avis N° 621 [17 décembre], p. 1096. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [29 décembre], p. 1345.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du code des assurances sociales du 19 juillet 1911, en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, relatives à l'assurance-accidents. Voir Table de 1935, p. 44. — M. Brom dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 545 [23 novembre], p. 942. — Renvoi,

pour avis, à la Commission des finances des conclusions du rapport ci-dessus [16 décembre], p. 1076.

CODE CIVIL.

1 — Capacité de la femme mariée. — Projet de loi portant modification des textes du code civil relatifs à la capacité de la femme mariée. Voir Table de 1936, p. 65. M. René Renoult dépose un rapport supplémentaire N° 78 [18 février], p. 168. — 2^o délibération. Discussion générale: M. René Renoult, *Rapporteur*. Art. 1^{er} (Modification des articles 213, 214, 215, 216, 236, 311, 420, 776, 1096, 1124, 1125, 1304, 1312 et 1940 du code civil), 1^{er} alinéa réservé. Art. 213: Amendement de M. Alexandre Bachelet: MM. Alexandre Bachelet, René Renoult, *Rapporteur*; Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*; Georges Pernot. Rejet. Adoption des deux alinéas. Alinéa nouveau proposé par M. Lefas: MM. Lefas, René Renoult, *Rapporteur*; Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 213 modifié. Art. 214: MM. René Renoult, *Rapporteur*; Georges Pernot. Adoption de l'article modifié. Art. 215: adoption. Art. 216: amendement de MM. Gautherot et Leblanc: MM. Leblanc, Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*; René Renoult, *Rapporteur*; Georges Pernot, de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Rejet. Amendement de M. Eugène Milliès-Lacroix: MM. René Renoult, *Rapporteur*; Eugène Milliès-Lacroix, Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*; Manuel Fourcade, de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Rejet du 1^{er} alinéa de l'amendement. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Renoult, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Alinéa nouveau proposé par M. Lefas: MM. Lefas, René Renoult, *Rapporteur*; Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*; Manuel Fourcade, Georges Pernot. Adoption. Disposition additionnelle proposée par M. Eugène Milliès-Lacroix. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article complété. Art. 236: adoption. Disposition additionnelle proposée par M. Georges Pernot: M. Georges Pernot. Adoption (devenant l'article 238). Art. 311, 420, 776, 1096, 1124, 1125, 1304, 1312 et 1940: adoption. Adoption du 1^{er} alinéa et de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2. Adoption. Sur l'ensemble: M. Georges Pernot. Adoption de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 346, 355.

2 — Articles 860, 861, 864, 922, 1075 à 1080, 1097. — Donations et partages.

1^o Proposition de loi tendant à compléter les articles 1064, 1076, 1077, 1079, 1080 et 1097 du code civil concernant les partages faits par les ascendants. Voir Table de 1936, p. 65.

2^o Proposition de loi de M. Yves Tanguy tendant à modifier les articles 860, 861, 922, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097 du code civil relatifs aux rapports et à la réduction dans les donations, à la rescision des partages d'ascendant et à la donation entre époux. Voir Table de 1936, p. 65. — M. Coucoureux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport collectif N° 98 [4 mars], p. 224. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 860, 861, 864, 922, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097 du code civil relatifs aux rapports et à la réduction dans les donations, à la rescision des partages d'ascendants et à la donation entre époux. » [19 mars], p. 344.

3 — Article 1769. — Baux ruraux. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 2.

4 — **Article 357. — Adoption de parents.** — Proposition de loi tendant à ajouter à l'article 357 du code civil un paragraphe relatif à l'adoption de parents à un degré successible. Voir Table de 1928, p. 19 (*Adoption*). — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

5 — **Droits et devoirs respectifs des époux.** — Proposition de loi tendant à abroger ou modifier divers articles du chapitre VI, titre V, livre premier du code civil (droits et devoirs respectifs des époux). Voir Table de 1935, p. 44. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

6 — **Article 79. — Inscription du décès.** — Proposition de loi de M. Moïse Lévy tendant à modifier l'article 79 du code civil et à rendre obligatoire l'inscription du décès en marge de l'acte de naissance. Renvoi à la Commission de législation, N° 287 [28 mai], p. 484.

7 — **Article 906. — Capacité des personnes morales.** — Proposition de loi de M. Marcel Plaisant tendant à compléter l'article 906 du code civil pour assurer la capacité des personnes morales de recevoir à titre gratuit, N° 8, année 1932. — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 375 [17 juin], p. 662.

8 — **Article 755 (Successions collatérales).** — Voir COLONIES, 4.

9 — **Articles 1341 à 1345 (Preuve testimoniale).** — Voir COLONIES, 3.

10 — **Article 1384 (Responsabilité des membres de l'enseignement).** — Voir ENSEIGNEMENT, 2.

CODE DE COMMERCE.

1 — **Lettres de change et billets à ordre.** — Projet de loi portant introduction dans le code de commerce des dispositions de la loi uniforme annexée à la convention signée à Genève, le 7 juin 1930, en vue de l'unification du droit en matière de lettres de change et de billets à ordre (N° 448, année 1932). — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

2 — **Articles 580 et 582 du code de commerce et 443 du code de procédure civile.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Courtois et d'un très grand nombre de ses collègues tendant à modifier les articles 580 et 582 du code de commerce et l'article 443 du code de procédure civile. Renvoi à la Commission de législation, N° 577 [7 décembre], p. 1047. — M. Georges Pernot dépose le rapport N° 603 [16 décembre], p. 1076. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification de libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 580 et 582 du code de commerce (délai d'appel en matière de faillite) et l'article 443 du code de procédure civile (appel éventuel). » [28 décembre], p. 1296.

CODE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

1 — **Article 322. — Véhicules électriques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 322 du code des contributions indirectes en vue d'exonérer de la taxe au poids et à l'encombrement les véhicules électriques. Renvoi à la Commission des finances, N° 277 [25 mai], p. 469. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 468. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi

[6 juillet], p. 778, 795. — Promulgation: Loi du 21 juillet 1937 (*J. O.* du 23 juillet, p. 8330).

2 — **Modification de l'article 2.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 du code des contributions indirectes, modifié et complété par le décret-loi du 30 juillet 1935. Voir Table de 1936, p. 65. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [18 février], p. 168.

CODE GENERAL DES IMPOTS DIRECTS. — Articles 264 et 265 (Patente). Articles 338, 346, 347 (Chambres de métiers). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le paragraphe 15 de l'article 264 et l'article 265 du code général des impôts directs et taxes assimilées, en ce qui concerne la patente, et les articles 338, 346 et 347, en ce qui concerne le fonctionnement des chambres de métiers. Renvoi à la Commission des finances, N° 436 [6 juillet], p. 778.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Article 192. — Droit d'appel aux automobilistes. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 192 du code d'instruction criminelle et à élargir le droit d'appel accordé aux automobilistes condamnés pour délit de blessures ou homicide par imprudence (N° 68, année 1931). — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE (Armée de mer). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer. Voir Table de 1936, p. 65. — M. Leblanc dépose le rapport de la Commission de la marine, N° 542 [18 novembre], p. 934. — M. Georges Pernot dépose l'avis de la Commission de législation, N° 585 [9 décembre], p. 1050. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Leblanc, *Rapporteur de la Commission de la marine*; Georges Pernot, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 décembre], p. 1125.

CODE PENAL.

1 — **Article 355. — Enlèvement ou détournement de mineur.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 355 du code pénal qui réprime l'enlèvement ou le détournement de mineur. Voir Table de 1936, p. 65. — Promulgation: Loi du 14 janvier 1937 (*J. O.* du 15 janvier, p. 594; *Rectificatif: J. O.* du 16 janvier 1937, p. 642).

2 — **Article 401. — Filouteries alimentaires.** — Proposition de loi tendant à réprimer plus sévèrement les filouteries alimentaires prévues par l'article 401, paragraphe 4, du code pénal. Voir Table de 1935, p. 61. Promulgation: Loi du 28 janvier 1937 (*J. O.* du 29 janvier, p. 1186).

CODE DE PROCEDURE CIVILE.

1 — **Article 49. — Préliminaire de conciliation.** — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Caillier et Armand Calmel tendant à modifier l'article 49 du code de procédure civile relatif aux dispenses du préliminaire de conciliation. Renvoi à la Commission de législation, N° 37 [9 février], p. 105. — M. Georges Pernot dépose le rapport N° 548 [26 novembre], p. 962. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commis-

saire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [9 décembre], p. 1051.

2 — **Articles 48 et suivants. — Conciliation.**

1° Proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 48 et suivants du code de procédure civile relatifs à la conciliation des affaires ressortissant aux tribunaux de première instance (N° 27, année 1931). — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

2° Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 48 et suivants du code de procédure civile relatifs à la conciliation des affaires ressortissant aux tribunaux de première instance (N° 285, année 1934). Voir Table de 1934, p. 63. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

Voir CODE DE COMMERCE, 2.

CODE DU TRAVAIL.

1 — **Livre II. — Titre III. — Inspection du travail.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° modification de différents articles du titre III (de l'inspection du travail) du livre II du code du travail; 2° création d'emplois au ministère du travail. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 81 [23 février], p. 178. — M. Jean Valadier dépose le rapport N° 371 [7 juin], p. 662. — Discussion. Avis de la Commission du commerce, par M. Paul Jacquier. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Desjardins. Art. 1^{er} (modification des articles 100, 101, 103, 104 et 113 du livre II du code du travail). Art. 100: amendement de M. Louis Gros: MM. Louis Gros, André Février, *Ministre du travail*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'art. 1^{er}. Art. 2: amendement de M. Louis Gros. Retrait. Sur l'article: MM. Desjardins, Jean Valadier, *Rapporteur*. Adoption de l'article. Art. 3: amendement de M. Louis Gros. Retrait. Adoption de l'article. Art. 4 et 5: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 780. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant: 1° modifications de différents articles du titre III (de l'inspection du travail) du livre II du code du travail; 2° création d'emplois au ministère du travail. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 477 [7 juillet], p. 835. — M. Jean Valadier dépose et lit le rapport N° 491. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Mauger. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 856. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1937 (*J. O.* du 18 juillet, p. 8115).

2 — **Livre III. — Sociétés coopératives ouvrières de production.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier certaines dispositions du chapitre 1^{er} du titre II du livre III du code du travail concernant les sociétés coopératives ouvrières de production. Renvoi à la Commission du commerce, N° 109 [9 mars], p. 236. — M. Achille Fèvre dépose le rapport N° 221 [24 mars], p. 375. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 470. — Promulgation: Loi du 29 mai 1937 (*J. O.* des 31 mai et 1^{er} juin, p. 5978).

3 — Livre II. — Dispositifs de protection contre les accidents du travail. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le livre II du code du travail en imposant aux vendeurs ou loueurs de machines l'obligation de munir celles-ci de dispositifs de protection contre les accidents du travail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 160 [18 mars], p. 319.

4 — Livre II. — Article 8. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 8 du livre II du code du travail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 203 [23 mars], p. 366. — Renvoi, pour avis, à la Commission des mines [20 mai], p. 449.

5 — Livre I^{er}. — Saisie-arrêt. — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 61 du livre I^{er} du code du travail et de la prévoyance sociale (saisie-arrêt sur les traitements et salaires). Renvoi à la Commission du commerce, N° 262 [20 mai], p. 449.

6 — Livre I^{er}. — Article 23. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Gros tendant à modifier l'article 23 du livre I^{er} du code du travail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 311 [1^{er} juin], p. 515.

7 — Livre II. — Loueurs de locaux à usage commercial et industriel. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter et à modifier le livre II du code du travail en vue de déterminer les obligations des loueurs de locaux et d'installations à usage commercial ou industriel. Renvoi à la Commission du commerce, N° 540 [18 novembre], p. 934.

8 — Travail de nuit dans les usines de panification. — Proposition de loi tendant à ajouter à l'article 20 du livre II du code du travail un paragraphe autorisant le travail de nuit dans les usines à feu continu (N° 287, année 1932). Vote de la question préalable [21 décembre], p. 1125.

Voir CONGÉ ANNUEL PAYÉ.

CODE DU TRAVAIL MARITIME (Articles 80, 82 et 83). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 80, 82, alinéa 1^{er}, et 83, alinéas 1^{er} et 2, du code du travail maritime, modifiés par le décret-loi du 30 juin 1934. Renvoi à la Commission de la marine, N° 370 [17 juin], p. 662.

CODE DES VALEURS MOBILIERES (Article 148). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 148 du code des valeurs mobilières. Voir Table de 1936, p. 66. — M. Abel Gardéy dépose le rapport N° 40 [9 février], p. 104. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [10 mars], p. 256.

COIFFURE. — Voir SALONS DE COIFFURE.

COLLECTIVITES PUBLIQUES. — Pouvoirs des collectivités locales en matière de dépenses de personnel (art. 78). Modification de la répartition de certaines dépenses entre l'Etat, le département de la Seine et la ville de Paris (art. 89 à 91) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 10).

COLONIES.

1 — Enquête dans les colonies. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'une enquête dans les colonies, pays de protectorat et sous man-

dat. Voir Table de 1936, p. 66. — Promulgation: Loi du 30 janvier 1937 (J. O. du 6 février, p. 1570. *Errata*: J. O. du 12 février, p. 1842).

2 — Liberté de la presse. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux colonies les lois qui ont modifié celle du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Renvoi à la Commission des colonies, N° 102 [4 mars], p. 230.

3 — Antilles et Réunion. — Articles 1341 à 1345 du code civil (Preuve testimoniale). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicable aux Antilles et à la Réunion l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1928, qui a modifié les articles 1341 à 1345 du code civil. Renvoi à la Commission des colonies, N° 103 [9 mars], p. 234. — M. Leblanc dépose le rapport N° 605 [16 décembre], p. 4076. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 décembre], p. 1425.

4 — Antilles et Réunion. — Article 755 du code civil (Successions collatérales). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux Antilles et à la Réunion les dispositions de l'article 17 de la loi de finances du 31 décembre 1917 modifiant le paragraphe 1^{er} de l'article 755 du code civil (successions collatérales). Renvoi à la Commission des colonies, N° 104 [9 mars], p. 234. — M. Leblanc dépose le rapport N° 604 [16 décembre], p. 1076. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 décembre], p. 1425.

5 — Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un avenant à la convention du 15 juin 1901, conclue le 7 décembre 1935, entre le gouverneur général de l'Indochine et la compagnie française des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan. Renvoi à la Commission des colonies et, pour avis, à la Commission des finances, N° 245 [27 avril], p. 418. — M. Farjon dépose le rapport N° 278 [25 mai], p. 469. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Lancien, N° 309. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mai], p. 500. — Promulgation: Loi du 31 mai 1937 (J. O. du 9 juin, p. 6402).

6 — Indochine. — Secours de 3 millions. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant un secours de 3 millions de francs aux victimes des inondations d'Indochine. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 653 [28 décembre], p. 1322. — M. Lancien dépose le rapport N° 672 [30 décembre], p. 1423. — Demande de discussion immédiate. Discussion des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [31 décembre], p. 1437, 1458.

7 — Martinique, Guadeloupe et Réunion. — Législation de la faillite. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicable, sous réserve de modifications, aux colonies françaises de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion le décret du 8 août 1935 portant application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et instituant

l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société. Renvoi à la Commission des colonies, N° 266 [20 mai], p. 450. — M. Leblanc dépose le rapport N° 606 [16 décembre], p. 1076. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 1425.

8 — Application des lois d'intérêt général. — Proposition de loi tendant à faciliter l'application des lois d'intérêt général aux colonies et aux territoires africains placés sous mandat français. Voir Table de 1934, p. 64. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

9 — Naturalisation des indigènes du Togo et du Cameroun. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer les conditions dans lesquelles les indigènes originaires des territoires placés sous mandat français du Togo et du Cameroun, qui résident en France, en Algérie, dans une colonie de protectorat ou dans un territoire sous mandat français autre que leur pays d'origine, peuvent acquérir la qualité de citoyen français. Renvoi à la Commission de législation, N° 575 [7 décembre], p. 1038.

10 — Loi de finances. — Contribution des colonies aux dépenses militaires de la métropole et aux dépenses de l'aéronautique militaire aux colonies (art. 37). Contribution des colonies aux dépenses civiles de l'administration centrale du ministère des colonies et des services administratifs coloniaux des ports de commerce (art. 38). Contribution des colonies aux dépenses administratives de la caisse intercoloniale de retraites (art. 39). Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'agence économique des colonies autonomes, des territoires africains sous mandat et de l'Afrique équatoriale française (art. 40). Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et des budgets des colonies et des territoires africains sous mandat aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux (art. 41). Contribution des colonies aux dépenses d'entretien de l'institut national d'agronomie de la France d'outre-mer (art. 42). Autorisation d'engager des dépenses imputables sur les crédits des exercices ultérieurs pour la défense des colonies (art. 189) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 6, 7, 18).

11 — Avocats défenseurs aux colonies. — Voir NOTARIAT.

Voir DOUANES, 1, 32 à 58. — RÉSOLUTIONS. 3

COLORATION ARTIFICIELLE DE SEMENCES IMPORTEES. — Voir SEMENCES.

COMBATTANTS VOLONTAIRES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 5.

COMBUSTIBLES LIQUIDES. — Voir OFFICE NATIONAL.

COMITÉ CONSULTATIF DES ASSURANCES SUR LA VIE. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la nomination d'un membre du comité consultatif des assurances sur la vie. — Fixation ultérieure de la date de cette élection [27 avril], p. 418. — Résultat du scrutin: M. Anatole Manceau, élu [25 mai], p. 481.

COMITÉ CONSULTATIF DES ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la nomination d'un membre du comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne. Fixation ultérieure de la date de cette élec-

tion [27 avril], p. 418. — Résultat du scrutin: M. René Héry, élu [25 mai], p. 481.

COMITE CONSULTATIF DES MINES. — Lettre de M. le Ministre des Travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au comité consultatif des mines. — Fixation ultérieure de la date de l'élection [9 février], p. 105. — Résultat du scrutin: M. Gaston Bazile, élu [16 février], p. 158. — Lettre de M. le Ministre des Travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au comité consultatif des mines. Fixation ultérieure de la date de l'élection [9 mars], p. 234. — Résultat du scrutin: M. Cambouhives, élu [16 mars], p. 305.

COMITE CONSULTATIF DU TOURISME. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 du décret-loi du 25 juillet 1935 fixant le nombre des membres du comité consultatif du tourisme, du thermalisme et du climatisme. Renvoi à la Commission des travaux publics, N° 535 [16 novembre], p. 899.

COMITE NATIONAL DE SURVEILLANCE DES PRIX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la composition du comité national de surveillance des prix prévu par la loi du 19 août 1936. Renvoi à la Commission de législation, N° 133 [16 mars], p. 294. — M. Georges Pernot dépose le rapport N° 328 [3 juin], p. 531. — M. Toy-Riont dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 395 [29 juin], p. 711.

Voir HAUSSE INJUSTIFIÉE DES PRIX.

COMITE SUPERIEUR D'AMENAGEMENT DE LA REGION PARISIENNE. — Voir COMMISSION SUPERIEURE D'AMENAGEMENT DES VILLES.

COMMERCANTS. — Voir DÉBITEURS. — DÉLAIS. — RÉSOLUTIONS, 11.

COMMISSIONS ANNUELLES.

Commission de l'air (nommée le 2 février, p. 83). — MM. LE MARQUIS DE DION, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER MAUGER, ALBERT MAHIEU, MONSSERVIN, MARTIN-BINACHON, LEFEBVRE DU PREY, LUCIEN SAINT, SCHRAMECK, DELTHIL, BERGEON, RIO, GROS, DANIEL-VINCENT, LANCIEN, LE MOIGNIC, PAUL BÉNAZET, FARJON, CHASSAING, EMILE SARI, SÈNÈS, LAUDIER, DE COURTOIS, RENÉ BESNARD, VIELLARD, ARM-BRUSTER, BRASSEAU, J.-P. RAMBAUD, DE BERNY, EMILE ROUSSEL, BELLANGER, DELESALLE, LAURENT EYNAC, BOVIN-CHAMPEAUX, DE LA GRANGE, ROBERT BELMONT. — La Commission a nommé: *Président*: M. PAUL BÉNAZET; *Vice-Présidents*: MM. BERGEON, MARTIN-BINACHON; *Secrétaires*: MM. MAUGER et DE LA GRANGE (J. O. du 5 février, p. 1538).

M. MAROSELLI est nommé membre en remplacement de M. EMILE SARI, décédé [9 décembre], p. 1050.

Commission de l'Algérie (nommée le 2 février, p. 84). — MM. MAUGER, STUHL, ROUX-FREISSINENG, CUTTOLI, LEBLANC, L. SAINT, J. LOUBET, T. STEEG, HENRY BOURDEAUX, CAMILLE REBOUL, ANDRÉ MORIZET, DURON, DE COURTOIS, ULYSSE FABRE, DE BERNY, RENÉ CORTY, MAURICE BAUFLE, HENRY-HAYE. — La Commission a nommé: *Président*: M. T. STEEG; *Vice-Présidents*: MM. JACQUES DURON, ROUX-FREISSINENG; *Secrétaires*: MM. CUTTOLI, RENÉ CORTY (J. O. du 10 février, p. 1781).

Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au ministère des colonies (nommée le 26 janvier). — 1^{er} Bureau: MM. LE GÉNÉRAL STUHL, MARIO ROUSTAN, BEAUMONT. — 2^e Bureau: MM. LE TROCQUER, LUCIEN SAINT, ROLLAND. —

3^e Bureau: MM. LANCIEN, ROUX-FREISSINENG, SAVIGNOL. — 4^e Bureau: MM. LEBLANC, LÉONUS BÉNARD, HACHETTE. — 5^e Bureau: MM. STEEG, CHARLES MEUNIER, MARTIN-BINACHON. — 6^e Bureau: MM. LUCIEN HUBERT, HAMELIN, BORGEOT. — 7^e Bureau: MM. LE MOIGNIC, ROGÉ, RENÉ BESNARD. — 8^e Bureau: MM. JEAN PHILIP, FARJON, AIMÉ BERTHOD. — 9^e Bureau: MM. LE GORGEŪ, TOURNAN, MOUNIÉ (J. O. du 27 janvier, p. 1127). — La Commission a nommé: *Président*: M. T. STEEG; *Vice-Présidents*: MM. MARIO ROUSTAN, TOURNAN; *Secrétaires*: MM. LÉONUS BÉNARD, HACHETTE (J. O. du 3 février, p. 1444).

Commission de comptabilité (nommée le 26 janvier). — 1^{er} Bureau: MM. CUMINAL, NEUVILLE. — 2^e Bureau: MM. LESACHÉ, ALEXANDRE BACHELET. — 3^e Bureau: MM. LANCIEN, PAUL LAFFONT. — 4^e Bureau: MM. DENTU, BERTRAND CARRÈRE. — 5^e Bureau: MM. ALFRED GRAND, RENÉ HÉRY. — 6^e Bureau: J. LOUBET, J.-P. RAMBAUD. — 7^e Bureau: JEAN AMAT, RENÉ COTY. — 8^e Bureau: FÈVRE, LOUBAT. — 9^e Bureau: GASTON BAZILE, JEAN TAURINES (J. O. du 27 janvier, p. 1127). — La Commission a nommé: *Président*: M. J. LOUBET; *Vice-Président*: M. CUMINAL; *Secrétaire*: M. J.-P. RAMBAUD; *Rapporteur*: M. RENÉ HÉRY (J. O. du 3 février, p. 1444). — M. JEAN PAYRA est nommé membre en remplacement de M. ALEXANDRE BACHELET, démissionnaire (J. O. du 17 février, p. 2156). — M. LOUIS LINYER est nommé membre en remplacement de M. ALFRED GRAND, décédé (J. O. du 24 novembre, p. 12827).

Commission des comptes définitifs (nommée le 2 février, p. 84). — M. MAUGER, LESACHÉ, LEMAISTRE, FÈVRE, FERNAND MERLIN, J. LOUBET, ABEL LEFÈVRE, EMILE VINCENT, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, CHASSAING, COCHARD, OSTERMANN, WOLFF, CAUTRU, J.-P. RAMBAUD, DE LA GRANDIÈRE, BELS, MAURICE BAUFLE. — La commission a nommé: *Président*: M. MAUGER; *Vice-Présidents*: MM. E. MILLIÈS-LACROIX, ABEL LEFÈVRE; *Secrétaires*: MM. LESACHÉ, J.-P. RAMBAUD (J. O. du 5 février, p. 1538). — M. FERRAND est nommé membre en remplacement de M. COCHARD, décédé [9 décembre], p. 1050.

Commission des mines (nommée le 2 février, p. 83). — MM. PERREAU, le marquis DE DION, PAUL BERSEZ, LAVERGNE, PUJES, DRIVET, GIORDAN, LEFEBVRE DU PREY, BEAUMONT, PELLETIER, FRANÇOIS DE WENDEL, PIERRE-ROBERT, BORGEOT, COURNAULT, DEMESMAY, BROGLY, COUCOUREUX, GEORGES MAURICE, BROM, EUGÈNE ROY, GASTON BAZILE, JEAN TAURINES, BRUGUIER, VICTOR LOURTIES, PAVIN DE LAFARGE, NEYRET, ELBY. — La Commission a nommé: *Président*: M. GASTON BAZILE; *Vice-Présidents*: MM. PIERRE-ROBERT, COUCOUREUX; *Secrétaires*: MM. NEYRET, BORGEOT (J. O. du 5 février, p. 1538).

Commission des pétitions (nommée le 26 janvier). — 1^{er} Bureau: M. BEAUMONT. — 2^e Bureau: M. ADRIEN ANDRÉ. — 3^e Bureau: M. DE LA GRANDIÈRE. — 4^e Bureau: M. LOUIS GROS. — 5^e Bureau: M. LOUIS COUROT. — 6^e Bureau: M. DE BERNY. — 7^e Bureau: M. GUILHEM. — 8^e Bureau: M. DAUZIER. — 9^e Bureau: M. MAURICE BAUFLE (J. O. du 27 janvier, p. 1127). — La Commission a nommé: *Président*: M. BEAUMONT; *Secrétaire*: M. LOUIS COUROT (J. O. du 3 février, p. 1444).

COMMISSIONS GÉNÉRALES.

Commission d'administration générale, départementale et communale. — MM. BÉTOULLE, BLANC, BRASSEAU, CARRÉ-BONVALET, BERTRAND CARRÈRE, ALPHONSE CHAUTEMPS, CLAMAMUS, COUCOUREUX, COYRARD, DEMELIER, DUCLAUX-MONTEIL, FIANCETTE, FLAYELLE,

PAUL FLEUROT, GADAUD, GARRIGOU, ALFRED GRAND, GUÉRIN, HENRY-HAYE, LEBŒUF, LOUIS LINYER, MAULION, HENRI MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUEL, MONSSERVIN, DE MONTI DE REZÉ, JEAN PAYRA, QUEUILLE, J.-P. RAMBAUD, CAMILLE REBOUL, DES ROTOURS, SERLIN, TAURINES, TURLIÈRE, VILLALD-DUCHESNIS [2 février], p. 72. — La Commission a nommé: *Président*: M. HENRY MERLIN, *Vice-Présidents*: MM. MONSSERVIN et MAULION, *Secrétaires*: MM. LOUIS LINYER, J.-P. RAMBAUD (J. O. du 4 février, p. 1494). M. PÉZIÈRES est nommé membre en remplacement de M. PAYRA, décédé [15 juin], p. 642. — M. ESCANDE est nommé membre, en remplacement de M. QUEUILLE, devenu *Ministre des Travaux publics* [6 juillet], p. 779. — M. DESPRÈS est nommé membre en remplacement de M. ALFRED GRAND, décédé [7 décembre], p. 1034.

Commission des affaires étrangères et politique générale des protectorats. — MM. ALEXANDRE BACHELET, HENRY BÉRANGER, BERGEON, AIMÉ BERTHOD, RENÉ BESNARD, COMTE DE BLOIS, CABART-DANNEVILLE, DESJARDINS, CHARLES DUMONT, FOURMENT, ANDRÉ HONNORAT, LUCIEN HUBERT, ALEXANDRE ISRAËL, PAUL JOURDAIN, JOVELET, FRANÇOIS LABROUSSE, PAUL LAFFONT, PIERRE LAVAL, LEFEBVRE DU PREY, YVES LE TROCQUER, COMTE DE LEUSSE, DE LUDRE, FERNAND MERLIN, ALEXANDRE MILLERAND, MOLLARD, PAUL-BONCOUR, ALBERT PEYRONNET, MARCEL PLAISANT, GEORGES PORTMANN, RAYNALDY, RENÉ RENOULT, LUCIEN SAINT, T. STEEG, ROBERT THOUMYRE, DESIRÉ VALETTE, FRANÇOIS DE WENDEL [2 février], p. 72. — La commission a nommé: *Président*: M. HENRY BÉRANGER; *Vice-Présidents*: MM. MARCEL PLAISANT et LEFEBVRE DU PREY, *Secrétaires*: MM. PAUL LAFFONT et le COMTE DE BLOIS (J. O., du 4 février, p. 1494). — MM. HENRY-HAYE, LISBONNE et HENRI SELLIER sont nommés membres en remplacement de MM. PORTMANN et VALETTE démissionnaires, ISRAËL décédé [7 décembre], p. 1034.

Commission de l'agriculture. — MM. BARBIER, BEAUMONT, JACQUES BENOIST, VICTOR BORET, BORGEOT, ARMAND CALMEL, CASSEZ, CENCELME, CORBEDAINE, DAMECOUR, DAUZIER, DELHOUME, MARCEL DONON, DORMANN, JOSEPH FAURE, FONTANILLE, GORÉ, LOUIS GROS, GUILLEMOT, COMTE D'HARCOURT, JEAN JACQUY, VICTOR JUDET, LAVOINNE, LECOURTIER, MANDO, MARCEL MICHEL, DE MONTI DE REZÉ, NEUVILLE, PATIZEL, AUGUSTE POTIÉ, QUEUILLE, LOUIS RAMBAUD, CAMILLE REBOUL, SÈNÈS, YVES TANGUY, VASSEUX [2 février], p. 72. — La Commission a nommé: *Président*: M. DONON; *Vice-Président*: MM. BEAUMONT et JOSEPH FAURE; *Secrétaires*: MM. BORGEOT et JACQUES BENOIST (J. O., du 4 février, p. 1494). — M. TURBAT est nommé membre en remplacement de M. QUEUILLE devenu *Ministre des Travaux publics* [6 juillet], p. 779. — M. EUGÈNE ROY est nommé membre en remplacement de M. CENCELME, décédé [7 décembre], p. 1034.

Commission de l'armée. — MM. BARBIER, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, RENÉ BESNARD, CAMBOULIVES, BERTRAND CARRÈRE, CENCELME, PIERRE CHAUMIÉ, CONNEVOT, DANIEL-VINCENT, DÉPIERRE, JEAN FABRY, GOIRAND, COMTE D'HARCOURT, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, JEAN JACQUY, MARQUIS DE JUIGNÉ, DE LA GRANDIÈRE, LÉMERY, LE MOIGNIC, COMTE DE LEUSSE, LOUBAT, MAUGER, CHARLES MEUNIER, MIREAUX, ACHILLE NAUDIN, NEYRET, PAUL PETISSE, J.-P. RAMBAUD, CHARLES REIBEL, RILLIART DE VERNEUIL, ROLLAND, EUGÈNE ROY, SAVIGNOL, JEAN TAURENS, GUY DE WENDEL [2 février], p. 72. — La commission a nommé: *Président*: M. DANIEL-VINCENT; *Vice-Présidents*: MM. RENÉ BESNARD et GÉNÉRAL HIRSCHAUER; *Secrétaires*: MM. PAUL

PELISSE, COMTE D'HARCOURT (J. O. du 4 février, p. 1494). — M. EDOUARD ROUSSEL est nommé membre, en remplacement de M. JEAN TAURINES [15 juin], p. 642. — M. AURAY est nommé membre en remplacement de M. CENCELME, décédé [7 décembre], p. 1034.

Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes. — MM. JEAN AMAT, BENDER, PAUL BERSEZ, JEAN BOSC, CAILLIER, RENÉ COTY, DECROZE, DEMESMAY, DUROUX, ESCANDE, FÈVRE, FROGET, GAUTIER, JUSTIN GODART, GEORGES DE GRANDMAISON, JAMES HENNESSY, PAUL JACQUIER, PAUL LAFONT, LEDERLIN, MOÏSE LÉVY, VICTOR LOURTIÉS, ANATOLE MANCEAU, MANDO, EUGÈNE MULLER, OSTERMANN, ALBERT OUVRE, PERDRIX, PRESSEQ, RAYNALDY, ADRIEN RICHARD, LÉOPOLD ROBERT, MAURICE DE ROTHSCHILD, EDOUARD ROUSSEL, ROBERT THOUMYRE, TOY-RIONT, GEORGES ULMO [2 février], p. 72. — La Commission a nommé : *Président* : M. DUROUX ; *Vice-Présidents* : MM. BENDER et VICTOR LOURTIÉS ; *Secrétaires* : MM. DECROZE et ROBERT THOUMYRE (J. O. du 4 février, p. 1494).

Commission des douanes et conventions commerciales. — MM. COMTE H. D'ANLAU, ADRIEN ANDRÉ, PAUL BACHELET, MAURICE BAUFLE, BEAUMONT, LÉONUS BÉNARD, JACQUES BENOIST, VICTOR BORET, JEAN BOSC, CAPUS, CARRÉ-BONVALET, CAUTRU, EUGÈNE CHANAL, CHAPSAL, COCHARD, RENÉ COURTIER, DECROZE, DELHOUME, MARQUIS DE DION, MARCEL DONON, ELBY, ULYSSE FABRE, HARENT, ABEL LEFÈVRE, JEAN LEMAISTRE, MOÏSE LÉVY, VICTOR LOURTIÉS, ACHILLE NAUDIN, EDOUARD NÉRON, PÉZIÈRES, ROGÉ, THUREAU-DANGIN, TOY-RIONT, TURBAT, GEORGES ULMO, VIELLARD [2 février], p. 72. — La Commission a nommé : *Président* : M. CHAPSAL ; *Vice-Présidents* : MM. EDOUARD NÉRON et EUGÈNE CHANAL ; *Secrétaires* : MM. ABEL LEFÈVRE et ROGÉ (J. O. du 5 février, p. 1538). — M. DÉPIERRE est nommé membre en remplacement de M. PÉZIÈRES [15 juin], p. 642. — M. JEAN BOSC est nommé *Président* en remplacement de M. CHAPSAL devenu Ministre du Commerce ; et M. TOY-RIONT *Secrétaire* en remplacement de M. ABEL LEFÈVRE, démissionnaire (J. O. du 7 juillet, p. 7678). — M. SERLIN est nommé membre en remplacement de M. CHAPSAL devenu Ministre du Commerce [6 juillet], p. 779. — M. ALBERT FOUILLOUX est nommé membre en remplacement de M. COCHARD, décédé [7 décembre], p. 1034.

Commission de l'enseignement. — MM. COMTE H. D'ANLAU, ALEXANDRE BACHELET, GASTON BAZILE, LÉON BÉRARD, AIMÉ BERTHOD, BOULLY, BROGLY, DE CAMAS, MARQUIS DE CHAMBRUN, COYRARD, DARAGNEZ, ALBERT FOUILLOUX, GARRIGOU, GAUTHEROT, RENÉ HÉRY, ANDRÉ HONNORAT, JOSSOT, FRANÇOIS LABROUSSE, LAVERGNE, LEFAS, LE PELLETIER, MALSANG, GEORGES MAURICE, ALBERT MEUNIER, MARCEL MICHEL, MIREAUX, EUGÈNE MULLER, NEUVILLE, PELLETIER, PÉZIÈRES, SAVIGNOL, SIGRIST, T. STEEG, TURLIER, EMILE VINCENT, JULES WOLFF [2 février], p. 72. — La Commission a nommé : *Président* : M. JOSSOT ; *Vice-Présidents* : MM. RENÉ HÉRY et SAVIGNOL ; *Secrétaires* : MM. GAUTHEROT, GEORGES MAURICE (J. O. du 4 février, p. 1494). — M. BLANC est nommé membre, en remplacement de M. MALSANG, décédé [15 juin], p. 642.

Commission des finances. — *Budget de 1937.* — M. J.-L. DUMESNIL est nommé membre en remplacement de M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR, démissionnaire [2 février], p. 73. — M. JEAN TAURINES est nommé membre en remplacement de M. CHARABOT, démissionnaire [28 mai], p. 500. — M. MARIO ROUSSEAU est nommé membre en remplacement de M. EMILE SARI, décédé [6 juillet], p. 779.

Budget de 1938. MM. BABAUD-LACROZE, CHAMPETIER DE RIBES, CHAUVEAU, CUMINAL, DELTHIL, DENTU, J.-L. DUMESNIL, MANUEL FOURCADE, HACHETTE, GÉNÉRAL HIRSCHAUFER, A. DE LA GRANGE, LANCIEU, HENRI LAUDIER, PIERRE LAVAL, ANDRÉ LEBERT, LOUIS LINYER, ANDRÉ MORIZET, AUGUSTE MOUNIÉ, JEAN PHILIP, PIERRE-ROBERT, GEORGES PORTMANN, PROVOST-DUMARCHAIS, MARCEL RÉGNIER, MARIUS ROUSTAN, HENRI ROY, SCHRAMMECK, JEAN TAURINES, TOURNAN, JEAN VALADIER, DESIRÉ VALETTE [26 novembre], p. 962. — La Commission a nommé : *Président* : M. JOSEPH CAILLAUX ; *Vice-Présidents* : MM. LÉON PERRIER, ALBERT MAHIEU ; *Secrétaires* : MM. FRANÇOIS MILAN, FARJON ; *Rapporteur général* : M. ABEL GARDEY (J. O. du 27 novembre, p. 12947).

Budgets particuliers. — *Rapporteurs* : *Présidence du Conseil et services d'Alsace et de Lorraine*, M. J.-L. DUMESNIL ; *Finances*, M. HENRI ROY ; *Justice*. — *Services judiciaires*, M. ANDRÉ LEBERT ; *Justice*. — *Services pénitentiaires*, M. PROVOST-DUMARCHAIS ; *Affaires étrangères*, M. MARIO ROUSTAN ; *Intérieur*, M. BABAUD-LACROZE ; *Guerre et défense des territoires d'outre-mer*, M. HENRI LAUDIER ; *Marine militaire*, M. FARJON ; *Education nationale*, M. JEAN PHILIP ; *Enseignement technique*, M. CUMINAL ; *Beaux-arts*, M. MANUEL FOURCADE ; *Commerce et Industrie*, M. TOURNAN ; *Air*, M. A. DE LA GRANGE ; *Travail*, M. JEAN VALADIER ; *Santé publique*, M. DELTHIL ; *Colonies*, M. LANCIEU ; *Agriculture*, M. CHAUVEAU ; *Travaux publics.* — *Personnel et frais généraux.* — *Routes et ponts.* — *Navigation.* — *Ports maritimes.* M. FRANÇOIS MILAN ; *Travaux publics.* — *Forces hydrauliques et distributions d'énergie électrique.* — *Mines*, M. CHAMPETIER DE RIBES ; *Travaux publics.* — *Chemins de fer*, M. MARCEL RÉGNIER ; *Marine marchande*, M. HACHETTE ; *Pensions*, M. LOUIS LINYER ; *Algérie*, M. JEAN TAURINES ; *Monnaies et Médailles*, M. AUGUSTE MOUNIÉ ; *Imprimerie nationale*, M. GEORGES PORTMANN ; *Légion d'honneur*, M. DENTU ; *Services des Poudres*, M. LE GÉNÉRAL HIRSCHAUFER ; *Ecole centrale des arts et manufactures*, M. CUMINAL ; *Postes, Télégraphes, Téléphones*, M. PIERRE-ROBERT ; *Caisse nationale d'épargne*, M. PIERRE-ROBERT (J. O. du 27 novembre, p. 12947).

Commission de l'hygiène, d'assistance, d'assurance et prévoyance sociales. — MM. BOULLY, BROM, CAUTRU, CHASSAING, CHAUVEAU, DARAGNEZ, DAUTHY, DORMANN, EVEN, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GADAUD, JUSTIN GODART, LOUIS GROS, LAVERGNE, LE GORGEU, FIRMIN LEGUET, LE PELLETIER, LISSAR, LOUBAT, MARSELLI, RAYMOND MARTIN, MAUGER, MAUPOIL, FERNAND MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUËL, EDOUARD NÉRON, NEYRET, EUGÈNE NICOLAS, LÉOPOLD ROBERT, ROLLAND, DES ROTOURS, SIREYJOL, TURBAT, URBAN, EMILE VINCENT [2 février], p. 73. — La Commission a nommé : *Président* : M. FERNAND MERLIN ; *Vice-Présidents* : MM. ROLLAND, DAUTHY ; *Secrétaires* : MM. MAUGER, EVEN (J. O. du 4 février, p. 1494). — M. JOIN-LAMBERT est nommé membre en remplacement de M. MIROUËL, démissionnaire [20 mai], p. 451. — M. LÉCULIER est nommé membre en remplacement de M. TURBAT, démissionnaire [7 décembre], p. 1034.

Commission de législation civile et criminelle. — MM. ROBERT BELMONT, DE BERNY, BÉTOULLE, BOIVIN-CHAMPEAUX, HENRY BOURDEAUX, BRASSEAU, BRUNEL, ARMAND CALMEL, PIERRE CHAUMIÉ, ALPHONSE CHAUTEAUX, COUCOUREUX, DE COURTOIS, DAUTHY, DESJARDINS, ULYSSE FABRE, ANDRÉ FALLIÈRES, FÈVRE, FIANCETTE, MANUEL FOURCADE, GOIRAND, ALFRED GRAND, JACQUIER, DE LA GRANDIÈRE, LE BAIL, LEFAS, LÉMEYER, LESACHÉ, LISBONNE,

MARSELLI, MAULION, GEORGES MAURICE, GEORGES PERNOT, CLÉMENT RAYNAUD, RENÉ RENOULT, TONY RÉVILLON, VEYSSIERE [2 février], p. 73. — La Commission a nommé : *Président* : M. DE COURTOIS ; *Vice-Présidents* : MM. ARMAND CALMEL, BRUNEL ; *Secrétaires* : MM. BOIVIN-CHAMPEAUX, ROBERT BELMONT (J. O. du 4 février, p. 1494). — M. PLAISANT est nommé membre en remplacement de M. LE BAIL, décédé [16 février], p. 155. — MM. ALBERT BUISSON et GASNIER-DUPARC sont nommés membres en remplacement de MM. GRAND, décédé, et LISBONNE, démissionnaire [7 décembre], p. 1034.

Commission de la marine. — MM. ROBERT BELLANGER, LÉONUS BÉNARD, BERGEON, COMTE DE BLOIS, LÉON BON, BRINGER, CABART-DANNEVILLE, MARCEL CACHIN, DE CAMAS, MARQUIS DE CHAMBRUN, RENÉ COTY, CUTTOLI, DELESALLE, DUROUX, EVEN, GIORDAN, GUILLEMOT, RENÉ HÉRY, DE KERGUEZEC, LE BAIL, LEBLANC, LE GORGEU, LE MOIGNIC, MARTIN-BINACHON, JEAN ODIN, PERRÉAU, MARCEL PLAISANT, GEORGES PORTMANN, RIO, EMILE ROUSSEL, ROUX-FREISSINENG, SÈNÈS, STOURM, YVES TANGUY, VEYSSIERE, VILLAUT-DUCHESNOIS [2 février], p. 73. — La Commission a nommé : *Président* : M. RIO ; *Vice-Présidents* : MM. BERGEON, MARTIN-BINACHON ; *Secrétaires* : MM. CABART-DANNEVILLE, EVEN (J. O. du 4 février, p. 1494). — M. LAURENT EYNAC est nommé membre en remplacement de M. LE BAIL, décédé [16 février], p. 155. — M. JEAN LEMAISTRE est nommé membre en remplacement de M. PLAISANT, démissionnaire [23 février], p. 178. — M. LOUIS LOUIS-DREYFUS est nommé membre en remplacement de M. PORTMANN, démissionnaire [7 décembre], p. 1034.

Commission des travaux publics. — MM. AURAY, MAURICE BAUFLE, GASTON BAZILE, PAUL BERSEZ, ANTOINE BORREL, BLAISE, BRINGER, BRUGUIER, EUGÈNE CHANAL, CLAMAMUS, COCHARD, CONNEVOT, LOUIS COUROT, DRIVET, LAURENT EYNAC, ANDRÉ FALLIÈRES, PAUL FLEUROT, DE FONTAINES, GIANOTTI, HARENT, PAUL JOURDAIN, VICTOR JUDET, ABEL LEFÈVRE, YVES LE TROCQUER, J. LOUBET, MALSANG, CHARLES MEUNIER, MOLLARD, MONSSERVIN, ALBERT OUVRE, PAGANON, PAVIN DE LAFARGE, PERRÉAU, PICHERY, THIBAUT, FRANÇOIS DE WENDEL [2 février], p. 73. — La Commission a nommé : *Président* : M. MOLLARD, *Vice-Présidents* : MM. YVES LE TROCQUER, ANTOINE BORREL, *Secrétaires* : MM. ABEL LEFÈVRE, GASTON BAZILE (J. O. du 4 février, p. 1494). — M. BELS est nommé membre, en remplacement de M. MALSANG, décédé [15 juin], p. 642. — M. CAMBOULIVES est nommé membre en remplacement de M. COCHARD, décédé [7 décembre], p. 1034.

COMMISSIONS DIVERSES.

Commission d'enquête des postes, télégraphes et téléphones. — Enquête prescrite à la suite de l'interpellation de M. JEAN PHILIP [26 janvier 1937]. — Observation de M. PAUL LAFFONT [30 décembre], p. 1423.

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. — Lettre de M. le Ministre de l'Agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. Fixation ultérieure de la date de l'élection [26 janvier], p. 32. — Résultat du scrutin : M. BEAUMONT, élu [16 février], p. 158.

Commission supérieure d'aménagement des villes. — **Comité supérieur d'aménagement de la région parisienne.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification : 1° du décret du 7 septembre 1936 relatif à la réorganisation de la Commission supé-

rieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes; 2° du décret du 7 septembre 1936 relatif à la réorganisation du comité supérieur de l'aménagement et de l'organisation générale de la région parisienne. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 410 [2 juillet], p. 737.

Commissions départementales de perfectionnement de l'outillage national. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à créer dans les départements une commission de perfectionnement de l'outillage national. Voir Table de 1936, p. 68. — M. SERLIN dépose le rapport N° 296 [27 mai], p. 484.

Commissions paritaires départementales. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Gros tendant à la création de commissions paritaires départementales, chargées d'assurer au personnel des communes des salaires en rapport avec les nécessités de la vie. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 49 [29 janvier], p. 54. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [23 février], p. 178. — M. COUCOUREUX dépose le rapport N° 191 [19 mars], p. 353.

Commissions tripartites pour la fixation des prix dans les hôtels. — Voir PRIX DES HOTELS.

COMMUNES (Traitements du personnel). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Linÿer tendant à rendre aux communes leur liberté en matière de fixation des traitements de leur personnel par l'abrogation du décret-loi du 30 octobre 1935 et de l'article 28 de la loi du 13 août 1936. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 439 [6 juillet], p. 778.

Voir COMMISSIONS PARITAIRES DÉPARTEMENTALES. — FRAIS DE REPRÉSENTATION. — INTERPELLATIONS, 4, 14, 24, 35. — LANDES. — MINES. — PRESTATION. — REBOISEMENT. — RÉSOLUTIONS, 3, 8.

Voir aussi AMBIALET. — AUVILLAR. — BARDIGUES. — COSTAROS. — EQUIHEN. — LAVIT. — LILLE. — MAUVES. — PLAN-DE-CUQUES. — VINCENNES.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT. — M. Albert Sarraut, *Ministre d'Etat*, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle) N° 390 [29 juin], p. 710.

COMMUNICATIONS. — Lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître la constitution du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1937 [19 janvier], p. 14. — Communication relative à la nomination des commissions générales (art. 15 du règlement). — Fixation au mardi 2 février de la date de leur nomination. Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 du règlement: Commission de comptabilité; Commission des pétitions; Commission des colonies. Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 bis du règlement: Commission des mines; Commission de l'air; Commission de l'Algérie; Commission des comptes définitifs [19 janvier], p. 17. — Communication relative à la nomination de la commission d'instruction de la cour de justice et à la désignation du vice-président chargé de présider la cour de justice en cas d'empêchement du président. Fixation au jeudi 4 février de la date de ces nominations [19 janvier], p. 17. — Lettre de M. le Ministre de l'Agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. Fixation ultérieure de la date de l'élection [26 janvier], p. 32. — Communi-

cation de M. le procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice. Lettre de M. le Ministre des Travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au comité consultatif des mines. Fixation ultérieure de la date de l'élection [9 février], p. 105. — Lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à l'Office national des combustibles liquides. Fixation ultérieure de la date de l'élection [16 février], p. 154. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de trois de ses membres au conseil supérieur du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection [16 mars], p. 293. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la nomination d'un membre du comité consultatif des assurances sur la vie et d'un membre du comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne. Fixation ultérieure de la date de ces élections [27 avril], p. 418. — Communication relative à l'inauguration solennelle de l'exposition internationale de Paris [20 mai], p. 449. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux membres au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels [20 mai], p. 449. — M. le Président donne communication d'une lettre de M. le Président du Conseil relative à un discours tenu par un membre au nouveau cabinet [29 juin], p. 710. — Communication de M. le procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice [16 novembre], p. 897.

COMLOT COMMUNISTE. — Voir INTERPELLATIONS, 8.

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT. — Voir CRÉDITS, 17.

COMPTE DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL. — Ouverture de crédits (art. 45). Rattachement par décret au compte des investissements en capital des autorisations de paiement données pour 1938 par les lois des 6 et 7 juillet 1934 (art. 46). Répartition par décrets des crédits globaux ouverts au budget des finances pour l'application de la loi du 18 août 1936 (art. 47). Voies et moyens du compte des investissements en capital (art. 48). Autorisation de report à l'exercice suivant des crédits qui n'auront pas été consommés à la fin d'un exercice (art. 49). Report des autorisations d'engagement accordées au titre de la loi du 18 août 1936 et des textes modificatifs subséquents (art. 50). Affectation de l'excédent des recettes du budget de 1938 à la couverture des dépenses d'investissement (art. 51) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 7).

COMPTEURS ELECTRIQUES. — Voir DOUANES, 13.

CONCIERGES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la situation, au regard de la législation du travail, des concierges d'immeubles à usage d'habitation. Renvoi à la Commission du commerce, N° 479 [7 juillet], p. 835.

CONCILIATION. — Voir CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL A GENEVE. — Voir CONVENTIONS, 11, 15, 16.

CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL.

Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

CONGE ANNUEL PAYE.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'application en Alsace et en Lorraine de la législation sur le congé annuel payé et tendant à étendre aux infractions à l'article 2 de la loi du 20 juin 1936 sur les congés annuels payés les pénalités applicables en cas d'infractions aux dispositions de l'article 1^{er} de cette loi, codifiées dans le livre II du code du travail. Renvoi à la Commission du commerce, N° 16 [26 janvier], p. 44. — M. Eugène Muller dépose le rapport N° 182 [18 mars], p. 330. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 mars], p. 387. — Promulgation: Loi du 13 avril 1937 (*J. O.* du 14 avril, p. 4218).

2 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer à tous les travailleurs les congés payés auxquels ils ont droit, au moyen de caisses départementales. Renvoi à la Commission du commerce, N° 514 [7 juillet], p. 880.

Voir RÉSOLUTIONS, 15.

CONSEIL D'ETAT. — Fixation du nombre des auditeurs au conseil d'Etat (art. 85) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 10).

CONSEIL GENERAL DE LA SEINE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le conseil général de la Seine à augmenter l'indemnité annuelle allouée à ses membres. Renvoi à la Commission des finances, N° 697 [31 décembre], p. 1487.

Voir FRAIS DE REPRÉSENTATION.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la composition du Conseil supérieur de l'instruction publique. Voir Table de 1935, p. 49. — M. Emile Vincent dépose le rapport N° 417 [2 juillet], p. 737. — Retrait de l'ordre du jour [18 novembre], p. 939.

CONSEIL SUPERIEUR DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux membres au Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Fixation ultérieure de la date de ces élections [20 mai], p. 449. — Résultat du scrutin: MM. CORBEDAINE et JEAN TAURINES, élus [8 juin], p. 580.

CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de trois de ses membres au conseil supérieur du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection [16 mars], p. 293. — Résultat du scrutin: MM. JUSTIN GODART, DUROUX, DAMECOUR, élus [20 mai], p. 455.

CONSEILLERS GENERAUX DE LA SEINE. — Voir CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE. — FRAIS DE REPRÉSENTATION.

CONSEILLERS MUNICIPAUX DE PARIS. — Voir FRAIS DE REPRÉSENTATION.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voir TUNISIE.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS. — Couverture des dépenses de la chaire de prévention des accidents du travail (art. 115) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 12).

CONSERVES DE POISSONS. — Voir DOUANES, 7, 28, 29.

CONSERVES DE TOMATES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'abroger le décret du 14 septembre 1935 qui interdit la fabrication des conserves de tomates après le 10 octobre de chaque année. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 127 [16 mars], p. 293. — M. Sénès dépose le rapport N° 372 [17 juin], p. 662. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [6 juillet], p. 780. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (J. O. du 29 juillet, p. 8539).

CONSIGNATION DES EMBALLAGES EN BRASSERIE ET EN EAUX GAZEUSES. — Voir EMBALLAGES.

CONSORTIUMS ET COMPTOIRS D'ACHATS. — Dépôt d'un rapport de M. le Ministre du Commerce sur l'emploi des fonds provenant de la liquidation des consortiums et comptoirs d'achats créés pendant la guerre (art. 68 de la loi du 31 juillet 1920) (année 1935) [19 janvier], p. 15.

CONVENTIONS COLLECTIVES DANS L'AGRICULTURE.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler les rapports entre producteurs agricoles, commerçants et industriels par la conclusion de conventions collectives fixant les conditions de vente de produits agricoles pour une branche de production. Renvoi à la Commission de l'agriculture et pour avis, à la Commission du commerce, N° 88 [2 mars], p. 212. — M. Victor Boret dépose le rapport N° 480 [7 juillet], p. 835.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation professionnelle des rapports entre employeurs et employés par conventions collectives dans les professions agricoles. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 89 [2 mars], p. 212. — M. Dormann dépose le rapport N° 400 [30 juin], p. 716. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Maurice Dormann, *Rapporteur*; Armand Calmel, René Courtier, Damecour, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Delhoume, André Fallières. Demande de renvoi du projet à la commission. Adoption, au scrutin [6 juillet], p. 785.

CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger: 1° certaines conventions collectives de travail; 2° les pouvoirs conférés au Gouvernement par la loi du 31 décembre 1936 organisant les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail et étendant ces pouvoirs à d'autres professions. Renvoi à la Commission du commerce, N° 337 [4 juin], p. 572. — M. Raynaldy dépose le rapport N° 348 [10 juin], p. 587. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture des conclusions du rapport ci-dessus [15 juin], p. 642. — M. Dormann dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 373 [17 juin], p. 663. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article 1^{er}: Amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché, Raynaldy, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 2: Amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché, Raynaldy, *Rapporteur*. Adoption. Amendement

de M. Maurice Dormann et plusieurs de ses collègues: MM. Maurice Dormann, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Raynaldy, *Rapporteur*; Damecour. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 3 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à proroger: 1° certaines conventions collectives de travail; 2° les pouvoirs conférés au Gouvernement par la loi du 31 décembre 1936 organisant les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail.* » [6 juillet], p. 783. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à proroger: 1° certaines conventions collectives de travail; 2° les pouvoirs conférés au Gouvernement par la loi du 31 décembre 1936 organisant les procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 478 [7 juillet], p. 835. — M. Raynaldy dépose et lit un rapport N° 488. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: adoption des deux premiers alinéas. 3° alinéa: demande de disjonction de l'alinéa, par M. Maurice Dormann: MM. Maurice Dormann, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Manuel Fourcade. Adoption, au scrutin. Observations de MM. Raynaldy, *Rapporteur*; Manuel Fourcade. Adoption du 4° alinéa et de l'ensemble de l'article 2. Adoption de l'article 3 et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 854. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1937 (J. O. des 19 et 20 juillet, p. 8164).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de compléter la loi du 31 décembre 1936 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage et de proroger les décrets pris en application de ladite loi. Renvoi à la Commission du commerce, N° 679. — Demande de discussion immédiate. M. Raynaldy dépose et lit le rapport N° 692. Avis de la Commission de législation, par M. Clément Raynaud. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Lémery, Maulion, Raynaldy, *Rapporteur*; Camille Chautemps, *Président du Conseil*; Pierre Chaumié. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: amendement de M. Lémery. Rejet. Amendement de M. Abel Lefèvre: M. Abel Lefèvre. Adoption. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1437, 1455.

CONVENTIONS ET TRAITES.

1 — **Accords franco-allemands.** — **Fonctionnaires français de la Sarre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord et de l'arrangement franco-allemands relatifs aux pensions dues aux anciens fonctionnaires de nationalité française du gouvernement de la Sarre, signés à Berlin le 19 juin 1936. Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 9 [21 janvier], p. 22. — M. Schrameck dépose le rapport N° 49 [16 février], p. 126. — Demande de discussion immédiate. M. de Leusse dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N° 63. Discussion des conclusions du rapport de M. Schrameck. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 février], p. 154,

155, 164. — Promulgation: Loi du 26 février 1937 (J. O. du 27 février, p. 2514).

2 — **Accord commercial avec l'Autriche.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à l'approbation de l'avenant à l'accord commercial entre la France et l'Autriche, du 16 mai 1928, signé à Paris, le 9 juin 1933. Renvoi à la Commission des douanes, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 93 [4 mars], p. 224. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 330 [3 juin], p. 531.

3 — **Accord commercial avec la Grèce.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation du protocole additionnel à l'avenant commercial franco-hellénique du 7 mars 1932, signé à Paris le 16 mars 1934. Renvoi à la Commission des douanes, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 94 [4 mars], p. 224. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 655 [28 décembre], p. 1322.

4 — **Suisse.** — **Chômeurs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Suisse. Voir Table de 1936, p. 73. — M. Lefebvre du Prey dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 113 [9 mars], p. 248. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaire de Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 avril], p. 419. — Promulgation: Loi du 7 juin 1937 (J. O. des 7 et 8 juin, p. 6346).

5 — **Tchécoslovaquie.** — **Chômeurs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Tchécoslovaquie. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 130 [16 mars], p. 293. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [19 mars], p. 363. — M. Neyret dépose un rapport N° 322 [3 juin], p. 531. — M. Lefebvre du Prey dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N° 586 [9 décembre], p. 1050.

6 — **Italie.** — **Assurances sociales.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'arrangement conclu le 13 août 1932 entre la France et l'Italie sur les assurances sociales. — Voir Table de 1934, p. 70. — M. Neyret dépose le rapport N° 166 [18 mars], p. 319. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances des conclusions du rapport ci-dessus [29 avril], p. 436. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la Commission des finances N° 308 [28 mai], p. 500.

7 — **Suède.** — **Doubles impositions.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des conventions franco-suédoises, signées à Paris le 24 décembre 1936, et tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque, en matière d'impôts directs et de droits de succession. Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 181 [18 mars], p. 330. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 289 [27 mai], p. 484. — M. Charles Dumont dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N° 342 [8 juin], p. 580. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet],

p. 739. — Promulgation: Loi du 15 juillet 1937 (*J. O.* du 17 juillet, p. 8066).

8 — **Accord commercial avec le Chili.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification de l'accord commercial entre la France et le Chili, signé à Santiago, le 16 janvier 1936, et de l'échange de lettres franco-chilien du 11 août 1936. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 244 [27 avril], p. 418. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 331 [3 juin], p. 531. — M. Yves Le Trocquer dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N° 350 [10 juin], p. 587. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 740. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1937 (*J. O.* du 21 juillet, p. 8258).

9 — **Echange de lettres avec le Brésil.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification de l'échange de lettres entre la France et le Brésil, signé à Paris le 4 mars 1936. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 247 [27 avril], p. 418. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 283 [25 mai], p. 469. — M. Yves Le Trocquer dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N° 351 [10 juin], p. 587. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 740. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1937 (*J. O.* du 21 juillet, p. 8258).

10 — **Arrangement commercial avec l'Union sud-africaine.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation de l'arrangement commercial entre la France et l'Union sud-africaine intervenu par échange de lettres en date du 11 février 1935. Voir Table de 1936, p. 72. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Turbat, Jean Bosc, Rapporteur. Adoption de l'article unique du projet de loi [10 juin], p. 615. — Promulgation: Loi du 2 juillet 1937 (*J. O.* du 3 juillet, p. 7534).

11 — **Emploi des femmes aux travaux souterrains.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-neuvième session tenue à Genève du 4 au 25 juin 1935. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 359 [11 juin], p. 635. — M. Albert Peyronnet dépose le rapport N° 551 [26 novembre], p. 962. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 décembre], p. 1051.

12 — **Faune et flore en Afrique.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale pour la protection de la faune et de la flore en Afrique adoptée par la conférence internationale de Londres, le 8 novembre 1933. Voir Table de 1936, p. 73. — M. René Besnard dépose l'avis de la Commission des colonies N° 377 [17 juin], p. 663. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 novembre], p. 935. — Promulgation: Loi du 10 décembre 1937 (*J. O.* du 11 décembre, p. 13458).

13 — **« Travail forcé ou obligatoire ».** — Projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés, tendant à la ratification de la convention concernant le « travail forcé ou obligatoire » adoptée par la conférence internationale du travail dans sa quatorzième session, tenue à Genève du 10 au 28 juin 1930. Voir Table de 1936, p. 72. — Promulgation: Loi du 17 juin 1936 (*J. O.* du 19 juin, p. 6858).

14 — **Travail dans les verreries à vitres automatiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques, adopté par la conférence internationale du travail, dans sa dix-huitième session, tenue à Genève du 4 au 23 juin 1934. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 445 [6 juillet], p. 779. — M. Alexandre Bachellet dépose le rapport N° 593 [14 décembre], p. 1054. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 1173.

15 — **Travail dans les verreries à bouteilles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant la réduction de la durée du travail dans les verreries à bouteilles, adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-neuvième session, tenue à Genève du 4 au 25 juin 1935. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 446 [6 juillet], p. 779. — M. Alexandre Bachellet dépose le rapport N° 594 [14 décembre], p. 1054. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 1173.

16 — **Travail de nuit des femmes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant le travail de nuit des femmes (révisé en 1934), adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-huitième session, tenue à Genève du 4 au 23 juin 1934. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 447 [6 juillet], p. 779. — M. René Renoult dépose le rapport N° 640 [23 décembre], p. 1199. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre], p. 1344.

17 — **Semaine de quarante heures.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant la réduction de la durée du travail à quarante heures par semaine, adopté par la conférence internationale du travail dans sa dix-neuvième session, tenue à Genève du 4 au 25 juin 1935. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 448 [6 juillet], p. 779.

18 — **Conventions postales avec les Républiques sud-américaines.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des arrangements conclus: 1° les 29 mai, 2 juin 1931, à Santiago du Chili, entre la France et la République du Chili; 2° le 19 octobre 1931, à Quito, entre la France et la République de l'Équateur; 3° le 16 novembre 1931 à Saint-Domingue, entre la France et la République dominicaine; 4° le 24 novembre 1931, à Port-au-Prince, entre la France et la République d'Haïti; 5° le 26 avril 1932, à San José de Costa Rica, entre la France et la République de Costa Rica; 6° le 23 avril 1932, à Buenos-Ayres, entre la France et la République Argentine; 7° le 27 juillet 1932, à Lima, entre la France et la République

du Pérou; 8° les 4 mars 1932, 11 février 1936, à Montevideo et à Paris, entre la France et la République orientale de l'Uruguay, arrangements concernant les conditions d'expédition des imprimés par la voie postale, entre la France et les huit pays intéressés. Voir Table de 1936, p. 73. — M. Paul Laffont dépose le rapport de la Commission des affaires étrangères, N° 596 [14 décembre], p. 1054.

19 — **Suisse. — Tarification douanière des compteurs.** — Voir DOUANES, 11.

20 — **Chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan.** — Voir COLONIES, 5.

CORRESPONDANCES ET SIGNAUX DE DETRESSE. — Voir RADIODÉLÉGRAPHIE.

COSTA-RICA. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18.

COSTAROS (Haute-Loire). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte la section de Costaros qui dépend actuellement de la commune de Cayres (département de la Haute-Loire). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 201 [23 mars], p. 366. — M. Milliès-Lacroix dépose le rapport N° 298 [27 mai], p. 485. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [10 juin], p. 588. — Promulgation: Loi du 20 juin 1937 (*J. O.* du 24 juin, p. 7066; *Rectificatif: J. O.* des 28 et 29 juin, p. 7354).

COTON. — Prorogation de la perception du droit spécial prévu par la loi du 31 mars 1927 sur les importations de coton (art. 20) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

COUR D'APPEL D'AIX. — Création de trois postes de conseiller à la cour d'appel d'Aix (art. 86) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, page 10).

COUR D'APPEL DE PARIS. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 1.

COUR DE CASSATION. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 1, 3, 7.

COUR DES COMPTES. — Dépôt du rapport de la Cour des comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées en 1936 et 1937 [23 novembre], p. 942.

COUR DE JUSTICE. — Résultat du scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Cour de justice en cas d'empêchement du président (M. Henri Roy, élu) [4 février], p. 98. — Communication de M. le Procureur général près la Cour de cassation relative au parquet de la Cour de justice. Procureur général: M. Caous; avocats généraux: MM. Sens-Olive et Lagarde [9 février], p. 105. — Communication de M. le Procureur général près la Cour de cassation relative au parquet de la Cour de justice: avocat général M. Gomié [16 novembre], p. 898.

COUR DE JUSTICE (Commission d'instruction). — Résultat du scrutin pour la nomination des neuf membres de la Commission d'instruction de la cour de justice (MM. ALFRED GRAND, DE COURTOIS, HENRY MERLIN, ARMAND CALMEL, LISBONNE, MONSERVIN, FOURCADE, GAUTHEROT, MORIZET, élus). Résultat du scrutin pour la nomination des cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la cour de justice (MM. RENÉ HÉRY, MAULION, HENRY BOURDEAUX, LINYER, BOIVIN-CHAMPEAUX, élus) [4 février], p. 98.

COURSE AÉRIENNE ISTRES-DAMAS-PARIS. — Voir INTERPELLATIONS, 30.

CREATIONS D'EMPLOIS. — Créations et transformations d'emplois autorisées (art. 69) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

CREDIT AGRICOLE.

1 — Proposition de loi relative aux conditions de réalisation des prêts à moyen terme du crédit agricole. Voir Table de 1936, p. 74. — Ajournement de la 1^{re} délibération [27 avril], p. 419. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 684.

2 — Prêts consentis par les caisses de crédit agricole (art. 127) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

Voir COMMISSIONS DIVERSES.

CREDIT HOTELIER. — Convention passée entre l'Etat et le Crédit national hôtelier (art. 65) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

CREDIT MARITIME. — Voir MARINE MARCHANDE, 2.

CREDIT NATIONAL. — Approbation d'une convention entre l'Etat et le Crédit national (art. 64) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

CREDITS.

1 — Crédits supplémentaires (Exercice 1936).

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936, au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Voir Table de 1936, p. 77. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 11 [21 janvier], p. 22. — Discussion. Désignation de Commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Art. 1^{er} (Etat A). **Présidence du conseil**: Chap. 32 bis: adoption. **Finances**: Chap. 7, 9, 11, 15, 42, 43, 54, 57, 83, 89, 98: adoption. Chap. 110 (*Liquidation des dommages de guerre*): M. Mauger. Adoption. Chap. 119, 130 bis, 137 ter, 171: adoption. **Services judiciaires**: Chap. 21, 24: adoption. **Services pénitentiaires et éducation surveillée**: Chap. 17, 21, 29: adoption. **Affaires étrangères**: Chap. 10, 11, 16 à 19, 19 bis, 20, 22, 24, 33, 34, 38, 40, 41, 42: adoption. **Intérieur**: Chap. 5, 17, 53, 54, 55: adoption. **Guerre**: Chap. 5, 14 à 18, 28, 36, 41 à 45, 59, 68, 69: adoption. **Défense des territoires d'outre-mer**: Chap. 3, 13, 16, 21, 22, 30, 35, 46, 52, 59: adoption. **Marine militaire**: Chap. 2, 4, 12, 14, 16, 17, 18, 20, 22 à 24, 24 bis, 25, 26, 29, 30, 32, 33, 46: adoption. **Education nationale**: Chap. 3, 118, 119, 123, 124: adoption. **Enseignement technique**: Chap. 20, 29, 32: adoption. **Beaux-arts**: Chap. 3, 19, 28, 31, 37, 53: adoption. **Commerce et industrie**: Chap. 3 et 18: adoption. **Air**: Chap. 1^{er}, 3, 12, 16, 32, 35, 42, 59, 61, 63, 67: adoption. **Travail**: Chap. 3, 18, 32, 48, 55, 56: adoption. **Santé publique**: Chap. 26: adoption. **Colonies**: Chap. 7, 8, 33 bis, 47, 59: adoption. **Agriculture**: Chap. 50, 57, 99, 112: adoption. **Travaux publics**: Chap. 47, 74, 81, 86, 87, 91, 103, 106, 106, 113, 117: adoption. **Marine marchande**: Chap. 3, 18, 28, 38: adoption. **Pensions**: MM. Rogé, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Albert Rivière, *Ministre des Pensions*. Chap. 13: adoption. Décision de rétablir

pour le chap. 14 *quinquies*, le chiffre adopté par la Chambre des Députés. Chap. 21 et 23: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (Etat B). 3: adoption. Art. 5: rejet. Art. 7 à 14 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [4 février], p. 90. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936, au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 39 [9 février], p. 104. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 54. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Articles modifiés par la Chambre des Députés: Art. 1^{er} (Etat A). **Travail**: Chap. 66 bis (nouveau) (*Assurances sociales en Alsace et en Lorraine*). Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 10 bis et 10 ter: adoption du texte de la Chambre. Art. 10 quater à 10 septies: MM. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Disjonction. Art. 10 octies: rejet. Art. 10 nonies: adoption du texte de la Chambre. Art. 10 decies: disjonction. Art. 14: adoption des onze premiers alinéas. Alinéa 12^o: MM. Lebas, *Ministre du Travail*; Pelletier, Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Disjonction. Adoption des alinéas suivants et de l'ensemble de l'article. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 127. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936, au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 56. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 57. Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Article modifié par la Chambre des Députés: article 10 octies: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 133. — Promulgation: Loi du 10 février 1937 (*J. O.* du 11 février, p. 1794).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936, au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 34 [9 février], p. 104. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 35 [9 février], p. 104. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Abel Gardey. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Charles Spinasse, *Ministre de l'Education nationale*. Art. 1^{er} (Etat A). **Finances**: Chap. 38: adoption. **Services judiciaires**: Chap. 26: adoption. **Services pénitentiaires et éducation surveillée**:

Chap. 14 et 16: adoption. **Affaires étrangères**: Chap. 49: adoption. **Intérieur**: Chap. 53 et 74: adoption. **Guerre**: Chap. 42 et 47: adoption. **Défense des territoires d'outre-mer**: Chap. 11, 12, 24 et 25: adoption. **Marine militaire**: Chap. 6, 12, 12 bis, 14, 25, 26, 40 et 46: adoption. **Education nationale**: Chap. 119: disjonction. **Enseignement technique**: Chap. 32: adoption. **Beaux-arts**: Chap. 56: adoption. **Commerce et industrie**: Chap. 12: adoption. **Air**: Chap. 28, 32, 46 et 61: adoption. **Travail**: Chap. 4: adoption. Chap. 22: rejet. Observations de MM. Camille Reboul et Abel Gardey, *Rapporteur général*. Chap. 56: adoption. **Santé publique et éducation physique**: Chap. 56 bis: adoption. **Colonies**: Chap. 37, 41, 42 et 60: adoption. **Travaux publics**: Chap. 76 et 109: adoption. **Marine marchande**: Chap. 3, 18, 33, 36 et 39: adoption. **Pensions**: Chap. 21, 23 et 24: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (Etat B) à 14 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [9 février], p. 105, 110. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936, au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 50 [10 février], p. 126. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 55. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Article modifié par la Chambre des Députés: Art. 1^{er} (Etat A). **Travail**: Chap. 22 (*Subventions aux fonds de chômage spéciaux*). Disjonction. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 132. — Promulgation: Loi du 10 février 1937 (*J. O.* du 11 février, p. 1801).

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1936, au titre du budget général et des budgets annexes. Renvoi à la Commission des finances, N° 301 [27 mai], p. 496. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 339. Fixation au jeudi 10 juin de la discussion des conclusions de ce rapport [8 juin], p. 576. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Jean Fabry, Mauger, Vincent Auriol, *Ministre des finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er}: M. Vincent Auriol, *Ministre des finances*. Adoption. Art. 2 (Etat A), 3 (Etat B), 4 (Etat A bis) et 5 (Etat B bis). Adoption. Art. 6 à 11 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 juin], p. 588. — Promulgation: Loi du 15 juin 1937 (*J. O.* du 17 juin, p. 6762).

2 — Crédits supplémentaires (Exercice 1937).

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget du travail pour l'exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 159 [18 mars], p. 349. — Demande de discussion immédiate. M. Valadier dépose et lit le rapport N° 228. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 mars], p. 386, 389. — Promulgation: Loi du 31 mars 1937 (*J. O.* du 3 avril, p. 3842).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^o

ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1937 au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la Commission des finances, N° 651 [28 décembre], p. 1322.

3 — **Exercices clos et périmés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. Renvoi à la Commission des finances, N° 649 [28 décembre], p. 1322.

4 — **Régularisation de crédits (Exercice 1936).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'Exercice 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 31 [4 février], p. 89. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 36 [9 février], p. 104. — Demande de discussion immédiate. Discussion des conclusions du rapport de M. Gardey. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 126, 127. — Promulgation: Loi du 10 février 1937 (J. O. du 11 février, p. 1807).

5 — **Régularisation de crédits (Exercice 1937).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'Exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 650 [23 décembre], p. 1322.

6 — **Report de crédits de l'Exercice 1936 à l'Exercice 1937.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédit de l'exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 302 [27 mai], p. 496. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 340 (8 juin), p. 576. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Henri Laudier, Henri Sellier, *Ministre de la Santé publique*; de Courtois, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Art. 1^{er} (Etat A) et 2: adoption. Art. 3: Etat B: **Finances**: Chap. 174 et 183: adoption. **Affaires étrangères**: Chap. 17 *ter*: adoption. **Intérieur**: Chap. 43, 56 et 57: adoption. Chap. 60 (*Aménagement des lotissements défectueux*): Amendement de M. Auguste Mounié: M. Auguste Mounié. Adoption. Adoption du chapitre. **Marine militaire**: Chap. 27, 33 et 36: adoption. **Beaux-arts**: Chap. 36 *bis* et 50: adoption. **Colonies**: Chap. 69: adoption. **Agriculture**: Chap. 54: adoption. **Travaux publics**: Chap. 81, 85, 97, 104 *bis* et 105: adoption. Adoption de l'art. 3 modifié. Art. 4 et 5 (Etat A *bis*): adoption. Art. 6 (Etat B *bis*): M. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 7 à 19 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 juin], p. 587, 604. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1936 à l'exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 368 [17 juin], p. 662. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 405. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés: Art. 5 et 6 (Etat B *bis*): adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 725. — Promulgation: Loi du 30 juin 1937 (J. O., du 1^{er} juillet, p. 7419).

7 — Rapatriement des Français d'Espagne.

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture de nouveaux crédits pour l'assistance, la protection et le rapatriement des Français d'Espagne. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 41 [9 février], p. 104. — M. Gardey dépose le rapport N° 97 [4 mars], p. 224. — M. Paul Laffont dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 125 [11 mars], p. 287. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Paul Laffont, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des affaires étrangères*. Art. 1^{er}: MM. Desjardins, Lebas, *Ministre du Travail*, Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des Finances*. Adoption. Art. 2 et dernier: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 305. — Promulgation: Loi du 16 mars 1937 (J. O. du 17 mars, p. 3178).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture de nouveaux crédits pour l'assistance, la protection et le rapatriement des Français d'Espagne. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 332 [4 juin], p. 552. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 492. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 558.

8 — **Présidence du conseil. — Service de coordination des grands travaux et de l'urbanisme.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification: 1° du décret du 18 août 1936 créant à la présidence du conseil un service de coordination des grands travaux et de l'urbanisme et portant ouverture de crédits; 2° du décret du 15 novembre 1936 portant imputation de crédits (présidence du conseil). Renvoi à la Commission des finances N° 264 [20 mai], p. 449.

9 — **Monument Aristide Briand.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour la cérémonie d'inauguration du monument national à Aristide Briand. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 345 [10 juin], p. 586. — Demande de discussion immédiate. M. Schrameck dépose et lit le rapport N° 356. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. François Labrousse, N° 357. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 juin], p. 517 et 603. — Promulgation: Loi du 20 juin 1937 (J. O. des 28 et 29 juin, p. 7354).

10 — **Ministère des affaires étrangères. — Réceptions durant l'Exposition.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire au ministre des affaires étrangères pour réception de personnalités étrangères et subventions aux divers congrès internationaux qui doivent siéger à Paris durant l'exposition de 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 364 [15 juin], p. 642. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose le rapport N° 465. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Desjardins, Abel Gar-

dey, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 783, 793. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1937 (J. O. des 26 et 27 juillet, p. 8451).

11 — **Crédit de 5 millions. — Séjour de la Légion américaine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des pensions d'un crédit de 5 millions de francs pour frais de réception et de séjour de la Légion américaine en France à l'occasion de l'Exposition internationale de Paris 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 365 [15 juin], p. 652. — Demande de discussion immédiate, p. 778. Dépôt et lecture par M. Abel Gardey du rapport N° 466. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 778, 794. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1937 (J. O. du 10 juillet, p. 7863).

12 — Calamités publiques.

1° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1937, d'un crédit supplémentaire de 5 millions de francs pour secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques. Renvoi à la Commission des finances, N° 383 [19 juin], p. 682. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 464. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 3 millions de francs pour secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques.* » [6 juillet], p. 778, 793. — Promulgation: Loi du 30 juillet 1937 (J. O. du 1^{er} août, p. 8698).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 20 millions de francs pour secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques et pour secours aux collectivités en vue de la réparation des dommages causés par les inondations et par la mer dans certains départements au cours de l'année 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 699 [31 décembre], p. 1488. — Demande de discussion immédiate. M. Babaud-Lacroze dépose et lit le rapport N° 706. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Paul Laffont, Manuel Fourcade, Babaud-Lacroze, *Rapporteur*; Marx Dormoy, *Ministre de l'Intérieur*; Farjon. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1505, 1507.

13 — **Crédit de 200.000 fr. — Funérailles nationales de M. Gaston Doumergue.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de deux cent mille francs pour les funérailles nationales de M. Gaston Doumergue. Renvoi à la Commission des finances, N° 385. Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 389. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 juin], p. 698, 703. — Promulgation: Loi du 21 juin 1937 (J. O. des 21 et 22 juin, p. 6939).

14 — **Crédit de 75.000 fr. — Société nationale d'acclimation de France.** — Transmis-

sion d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au budget du ministère de l'agriculture un crédit extraordinaire de 75.000 fr. à inscrire à un chapitre 115 bis : « Subventions à la société nationale d'acclimatation de France pour ses réserves naturelles de la Camargue, du Lauzanier et de Nèouvielle ». Renvoi à la Commission des finances, N° 437 [6 juillet], p. 778. — M. Chauveau dépose le rapport N° 580 [9 décembre], p. 1050. — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [16 décembre], p. 1076.

15 — **Exposition d'art français au Caire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits pour l'organisation d'une exposition d'art français au Caire. Renvoi à la Commission des finances, N° 459 [6 juillet], p. 792. — Demande de discussion immédiate. M. Fourcade dépose et lit le rapport N° 490. Discussion. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Observations de MM. Mauger, Manuel Fourcade, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 835, 856. — Promulgation: Loi du 5 août 1937 (*J. O.* du 6 août, p. 8850).

16 — Fête nationale du 14 juillet.

1^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit exceptionnel d'un million de francs au ministère de l'éducation nationale (section beaux-arts) pour la célébration de la fête nationale du 14 juillet à Paris. Renvoi à la Commission des finances, N° 461 [6 juillet], p. 792. — Demande de discussion immédiate [7 juillet], p. 867. — La proposition de loi a été remplacée par le projet de loi ci-dessous.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit exceptionnel de 700.000 francs au ministère de l'éducation nationale (section beaux-arts) pour la célébration de la fête nationale du 14 juillet à Paris. Renvoi à la Commission des finances, N° 506 [7 juillet], p. 878. — M. Manuel Fourcade dépose et lit le rapport N° 513. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 879. — Promulgation: Loi du 13 juillet 1937 (*J. O.* du 18 juillet, p. 8115).

17 — **Composition du Gouvernement.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1937 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement. Renvoi à la Commission des finances, N° 472 [7 juillet], p. 819. — Demande de discussion immédiate. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 493. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Observation de M. Joseph Cailiaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 842, 859. — Promulgation: Loi du 8 juillet 1937 (*J. O.* du 9 juillet, p. 7746).

18 — **Monument franco-tchécoslovaque.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour l'érection d'un monument franco-tchécoslovaque, à Darnéy (Vosges). Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 597 [14 décembre], p. 1054.

19 — **Monument à la gloire des forces expéditionnaires américaines.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire pour « subvention au comité national pour l'érection à Versailles d'un monument à la gloire des forces expéditionnaires américaines et de leur chef, le général John J. Pershing ». Renvoi à la Commission des finances, N° 641 [23 décembre], p. 1199. — Renvoi, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [24 décembre], p. 1204. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 702. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion générale ordonnée. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. Henry-Haye. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [31 décembre], p. 1492, 1505.

20 — **Dépenses administratives de la Chambre des Députés.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 659 [28 décembre], p. 1341. — Demande de discussion immédiate. M. Dentu dépose et lit le rapport N° 689. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [31 décembre], p. 1437, 1454.

21 — Fixation des crédits de l'Exercice 1938 (art. 1^{er}) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 4).

Voir **RADIODIFFUSION**, 2.

CRIMES ET DELITS COMMIS DANS LES ECHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la poursuite et au jugement des contraventions, délits et crimes commis par des Français dans les Echelles du Levant et de Barbarie. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 399 [30 juin], p. 716. — M. Georges Maurice dépose le rapport N° 612 [16 décembre], p. 1077.

— **CRISE AGRICOLE.** — Voir **INTERPELLATIONS**, 34.

— **CROISIERE D'ESPAGNE.** — Voir **MARINE**.

— **CRUSTACES.** — Voir **DOUANES**, 29.

D

— **DAMES STENOACTYLOGRAPHES DES LYCEES.** — Voir **STATUTS**, 4.

— **DANEMARK.** — Voir **DOUANES**, 23.

DEBITEURS

— **d'une dette garantie.** — Voir **PROCÉDURES D'EXÉCUTION**.

— **de dettes agricoles.** — Voir **DÉLAIS**.

— **étrangers.** — Voir **EMPRUNTS ÉTRANGERS**.

— **malheureux.** — Voir **DÉLAIS**.

DEBITEURS COMMERÇANTS ET ARTISANS.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant en faveur des débiteurs commerçants et artisans le règlement amiable homologué. Renvoi à la Commission du commerce, N° 431 [2 juillet], p. 768.

— **DEBITS DE BOISSONS.** — Dépôt par M. Henri Sellier et plusieurs de ses collègues d'une proposition de loi relative à la réglementation de l'ouverture des débits de boissons. Renvoi à la Commission d'administration, N° 426 [2 juillet], p. 768. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène [7 juillet], p. 856.

— **DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, abrogeant les paragraphes 18 et 19 de l'article 5 du décret-loi du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 105 [9 mars], p. 234.

— **DECORATIONS.** — Voir **RÉCOMPENSES NATIONALES**.

— **DECRETS DES 25 JUIN 1934 ET 6 NOVEMBRE 1936.** — Voir **DÉFENSE NATIONALE**, 3.

— **DÉFENSE ANTIAÉRIENNE.** — Voir **INTERPELLATIONS**, 38.

DÉFENSE NATIONALE.

1 — **Engagement de dépenses.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'autorisation d'engagement de dépenses pour les besoins de la défense nationale. Voir **Table de 1936**, p. 77. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 12 [21 janvier], p. 22. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [4 février], p. 96. — Promulgation: Loi du 5 février 1937 (*J. O.* du 6 février, p. 1570).

2 — **Attributions du Gouvernement et du commandement militaire.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Jacquy et d'un certain nombre de ses collègues tendant à définir les attributions du Gouvernement et du commandement militaire en ce qui concerne la défense nationale pendant le temps de paix et le temps de guerre. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission de la marine et à la Commission de l'air, N° 30 [4 mars], p. 224.

3 — **Ratification de dépenses.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier des dépenses autorisées par le décret du 6 novembre 1936 pris en application de l'article 4 du décret du 25 juin 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 276 [25 mai], p. 469. — M. Laudier dépose le rapport N° 567 [1^{er} décembre], p. 1000. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [14 décembre], p. 1054.

Voir **INTERPELLATIONS**, 28.

— **DÉFENSE PASSIVE.** — Ouverture de crédits pour la réalisation d'une deuxième tranche de travaux pour la défense passive du territoire (art. 94) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11).

— **DEGENERESCENCE PHYSIQUE ET MENTALE.** — Dépôt, par M. Henri Sellier, d'une proposition de loi, relative aux mesures à prendre pour défendre la race contre la dégénérescence physique et mentale. Renvoi à la Commission de l'hygiène N° 419 [2 juillet], p. 767.

DÉLAIS AUX COMMERÇANTS, INDUSTRIELS ET ARTISANS.

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger les dispositions de la

loi du 21 août 1936 permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 196 [23 mars], p. 366. — Demande de discussion immédiate. M. Coucoureux dépose et lit le rapport N° 224. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Article unique: MM. Robert Belmont, Coucoureux, *Rapporteur*; Charles Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à proroger à nouveau les dispositions de la loi du 21 août 1936 permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. » [24 mars], p. 378. — Promulgation: Loi du 31 mars 1937 (*J. O.* du 1^{er} avril, p. 3721).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les dispositions des lois des 21 août 1936, 24 décembre 1936 et 31 mars 1937 permettant l'octroi de délais aux commerçants, industriels et artisans. Renvoi à la Commission de législation, N° 398. — Demande de discussion immédiate [30 juin], p. 716. — M. Clément Raynaud dépose et lit le rapport N° 406. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 726. — Promulgation: Loi du 30 juin 1937 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 7429).

Voir RÉSOLUTIONS, 11.

DELAIS AUX DEBITEURS DE DETTES AGRICOLES.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à permettre l'octroi de délais aux débiteurs de bonne foi et à favoriser le règlement des dettes agricoles. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 454 [6 juillet], p. 780. — Demande de discussion immédiate. M. Borgeot dépose et lit le rapport N° 507. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: amendement de M. Georges Pernot: MM. Georges Pernot, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption. Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, Georges Monnet, *Ministre de l'agriculture*; Raynaldy, Marcel Donon, *Président de la Commission*; Georges Pernot, Leblanc. Adoption. Amendement de M. Georges Pernot. Adoption. Amendement de MM. Georges Pernot et Veyssiére: MM. Georges Pernot, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption. Amendement de MM. Georges Pernot et Veyssiére: MM. Georges Pernot, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption. Art. 2 à 5: adoption. Art. 6: amendement de M. Hachette: MM. Hachette, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'agriculture*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 7: amendement de M. Hachette: MM. Hachette, Georges Monnet, *Ministre de l'agriculture*; Eugène Millès-Lacroix. Adoption. Adoption de l'article modifié. Adoption des articles suivants et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 835, 870. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1937 (*J. O.* du 14 juillet, p. 7955).

2 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire l'octroi de délais aux débiteurs de bonne foi et à

favoriser le règlement des dettes agricoles. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 525 [16 novembre], p. 899. — Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [26 novembre], p. 981.

DELAIS AUX DEBITEURS MALHEUREUX. — Proposition de loi ayant pour objet de donner aux tribunaux civils la faculté d'accorder des délais de grâce aux débiteurs malheureux sous le coup de poursuites. Voir Table de 1935, p. 54. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

DELEGUES OUVRIERS A LA SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DE LA GUERRE. — Voir ARMÉE, 7.

DELINQUANTS MENTALEMENT ANORMAUX. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Lisbonne et Camboulives relative aux délinquants mentalement anormaux (loi française de protection sociale). Renvoi à la Commission de législation, N° 341 [8 juin], p. 576.

DELITS ET CRIMES COMMIS DANS LES ECHELLES DU LEVANT. — Voir CRIMES.

DEMARCHAGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réglementation du démarchage (n° 453, année 1931). Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

DENATALITE. — Voir INTERPELLATIONS, 37.

DENREES AGRICOLES REGLEMENTEES. — Proposition de loi tendant à proroger le délai de revision des prix des denrées agricoles réglementées. Voir Table de 1936, p. 78. — M. Borgeot dépose le rapport supplémentaire N° 75 [18 février], p. 168. — Ajournement de la délibération [25 février], p. 206. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Veyssiére, Georges Monnet, *Ministre de l'agriculture*; Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Mauger, Albert Thibault, Desjardins. Art. 1^{er}: Amendement de M. Maurice Dormann et plusieurs de ses collègues: MM. Maurice Dormann, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption. au scrutin. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'article 2 et de l'ensemble de la proposition de loi [2 mars], p. 212.

DENTISTES. — Voir CHIRURGIENS-DENTISTES.

— aspirants de réserve. — Voir ARMÉE, 5.

— dans les départements recouverts. — Voir ART DENTAIRE.

DEPARTEMENTS. — Voir COMMISSIONS PARITAIRES DÉPARTEMENTALES. — FONDS DE SURVENTION. — INTERPELLATIONS, 24, 35. — LANDES. — REBOISEMENT. — RÉSOLUTIONS, 3. — STATUTS, 6.

DEPARTEMENTS RECOUVRES. — Voir APPRENTISSAGE AGRICOLE. — ART DENTAIRE. — ASSURANCES SOCIALES, 3. — CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — CONGÉ ANNUEL PAYÉ. — DOMMAGES DE GUERRE. — ILL, A STRASBOURG.

DEPENSES PUBLIQUES (Abrogation du prélèvement de 10 0/0). — Voir RÉSOLUTIONS, 3.

DETOURNEMENT DE MINEUR. — Voir CODE PÉNAL, 1.

DETTE PUBLIQUE. — Approbation de la convention passée le 21 septembre 1937 avec la caisse autonome d'amortissement et relative à l'amortissement de la dette publique (art. 60). (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier, p. 9).

DETTES AGRICOLES. — Voir DELAIS AUX DEBITEURS.

DEVICES ETRANGERES. — Fixation d'un délai pour la présentation des attestations de cession de devises étrangères (art. 63). (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

DIFFAMATION. — Proposition de loi tendant à réprimer la diffamation par des réparations civiles. Voir Table de 1934, p. 73. Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

DISSOLUTION DES ASSOCIATIONS POUR INFRACTION DE PORT D'ARMES. — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1934 et à permettre la dissolution des associations lorsque les dirigeants ont provoqué leurs adhérents à commettre l'infraction de port d'armes ou tout autre crime ou délit. Voir Table de 1934, p. 73. Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

DISSOLUTION DES GROUPES DE COMBAT ET MILICES PRIVEES. — Proposition de loi tendant à la dissolution des groupes de combat et milices privées. Voir Table de 1934, p. 73. Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

DISTRIBUTION DES OBJETS CHARGES ET DES LETTRES RECOMMANDEES. — Voir OBJETS CHARGÉS.

DOMMAGES DE GUERRE (Départements recouverts). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 juillet 1926 déclarant applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle l'article 1^{er} de la loi du 7 janvier 1926 prorogeant le délai fixé pour l'examen, par le comité central de préconciliation, des dossiers de dommages de guerre en exécution de la loi du 2 mai 1924. Voir Table de 1929, p. 335. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

DONATIONS ENTRE EPOUX. — Voir CODE CIVIL, 2.

DOUANES.

ADMISSION EN FRANCHISE

1 — Peaux de lézards tannées de Chandernagor. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 3 novembre 1934 accordant le bénéfice de l'admission en franchise aux peaux de lézards tannées originaires de Chandernagor, importées en France ou en Algérie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 145 [16 mars], p. 294. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 327 [3 juin], p. 531. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 739. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 31 juillet, p. 8659).

ADMISSION TEMPORAIRE

2 — Noyaux. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant le régime de l'admission temporaire en franchise aux noyaux doux ou amers d'abricots décortiqués, aux noix d'anarcades décortiquées et aux pistaches en coques ou décortiquées, destinés à être appropriés, calibrés ou triés en vue de l'exportation. Voir Table de 1936, p. 78. — M. Turbat dépose le rapport de la Commission des douanes N° 69 [16 février], p. 158. —

1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 mars], p. 219. — Promulgation: Loi du 16 mars 1937 (*J. O.* du 17 mars, p. 3178).

3 — **Tissus de soie et de rayonne.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'admission temporaire des tissus de soie et de rayonne. Renvoi à la Commission des douanes, N° 526 [16 novembre], p. 899.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

4 — **Prohibitions et droits de sortie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier divers décrets concernant les prohibitions de sortie et les droits de sortie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 20 [29 janvier], p. 62. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 647 [28 décembre], p. 1310.

5 — **Importation de marchandises étrangères.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 décembre 1933 qui a réglementé l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 68 [16 février], p. 155. — M. Viellard dépose le rapport N° 558 [26 novembre], p. 981. — Discussion. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 décembre], p. 1035. — Promulgation: Loi du 17 décembre 1937 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13810).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 30 juin 1936 réglementant l'importation de certaines marchandises étrangères. Renvoi à la Commission des douanes, N° 455 [6 juillet], p. 780. — M. Beaumont dépose le rapport N° 658 [28 décembre], p. 1322.

6 — **Importations et exportations faites sans autorisation.** — Dépôt, par M. Joseph Faure, d'une proposition de loi relative à la répression des importations faites en sus des contingents autorisés. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 499 [26 mars], p. 366. — M. Jean Bosc dépose le rapport N° 255 [29 avril], p. 436. — M. Borgeot dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 282 [25 mai], p. 469. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi relative à la répression des importations et des exportations faites sans autorisation. » [27 mai], p. 485. — Promulgation: Loi du 13 juillet 1937 (*J. O.* du 14 juillet, p. 7954).

7 — **Importations de certaines conserves de poissons.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 19 janvier 1936 rapportant les dispositions du décret du 20 septembre 1932 en ce qui concerne les importations de certaines conserves de poissons. Renvoi à la Commission des douanes, N° 314 [1^{er} juin], p. 515.

8 — **Importations de crustacés de provenance étrangère.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du

26 janvier 1934 ayant pour objet le contingentement des importations de crustacés de provenance étrangère. Renvoi à la Commission des douanes, N° 569 [2 décembre], p. 1003.

SURTAXE DE CHANGE

9 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification de divers décrets relatifs à la surtaxe compensatrice de l'écart des changes. Renvoi à la Commission des douanes, N° 25 [29 janvier], p. 62. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 176 [18 mars], p. 319. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 décembre], p. 1035. Promulgation: Loi du 17 décembre 1937 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13811).

TARIF

10 — **Tissus dits « entretoiles ».** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1936 qui a modifié la tarification douanière des tissus dits entretoiles. Renvoi à la Commission des douanes, N° 23 [29 janvier], p. 62. — M. Néron dépose le rapport N° 168 [18 mars], p. 319. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 novembre], p. 943. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1937 (*J. O.* du 16 décembre, p. 13715).

11 — **Capsules de poudre fulminante.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1936 qui a modifié le régime douanier des capsules de poudre fulminante de guerre. Renvoi à la Commission des douanes, N° 24 [29 janvier], p. 62. — M. Eugène Chanal dépose le rapport N° 253 [29 avril], p. 436. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 novembre], p. 943. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1937 (*J. O.* du 16 décembre, p. 13714).

12 — **Truites et salmonidés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 13 novembre 1935 modifiant les droits de douane applicables aux truites mesurant de longueur jusqu'à 30 centimètres et aux salmonidés autres. Renvoi à la Commission des douanes, N° 59 [11 février], p. 149. — M. Paul Bachelet dépose le rapport N° 177 [18 mars], p. 319. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 novembre], p. 943. — Promulgation: Loi du 16 décembre 1937 (*J. O.* du 25 décembre, p. 14155).

13 — **Compteurs électriques. — Suisse.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant: 1^o à approuver l'échange de lettres intervenu le 23 avril 1936 entre la France et la Suisse au sujet de la tarification douanière de certains compteurs électriques; 2^o à ratifier le décret du 19 juin 1936, modifiant la tarification douanière de certains compteurs électriques. Renvoi à la Commission des douanes, N° 66 [16 février], p. 155. — M. Maurice Baufle dépose le rapport N° 589 [9 décembre], p. 1050.

14 — **Pleins pouvoirs douaniers. — Dumping.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Gouvernement le pouvoir de modifier par décrets le tarif douanier et à renforcer les mesures contre le dumping. Renvoi à la Commission des douanes, N° 72. [16 février], p. 164. — M. Néron

dépôt le rapport N° 73 [16 février], p. 164. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Edouard Néron, *Rapporteur de la Commission des douanes*. Art. 1^{er}: M. Desjardins. Amendement de M. Borgeot et plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, Guillemot, Edouard Néron, *Rapporteur*; Paul Bastid, *Ministre du Commerce*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 2 à 8 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: MM. Chapsal, *Président de la Commission des douanes*; Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Paul Bastid, *Ministre du Commerce*; Desjardins. Rejet de l'ensemble du projet de loi [25 février], p. 198.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Gouvernement le pouvoir de modifier par décrets le tarif douanier, à renforcer les mesures contre le dumping et à garantir la protection de la production agricole. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des finances, N° 386 [20 juin], p. 698. — Demande de discussion immédiate. M. Jean Bosc dépose et lit le rapport N° 427. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Gaston Rogé, Lefas, Chapsal, *Ministre du Commerce*; Desjardins, Abel Lefèvre, Edouard Néron, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Victor Lourties, Harent, Jean Bosc, *Rapporteur*; Damecour, Lesaché, André Liauley, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture*; Charles Reibel, Abel Lefèvre. Art. 1^{er}. Amendement de M. Charles Reibel: MM. Charles Reibel, Jean Bosc, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. Nouvel amendement de M. Charles Reibel: MM. Charles Reibel, Chapsal, *Ministre du Commerce*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 1^{er} bis, 2 à 8 et dernier: adoption. Sur l'ensemble: M. Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [2 juillet], p. 746, 754. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1937 (*J. O.* du 10 juillet, p. 7802).

15 — **Peaux de lapin.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 24 avril 1936 qui a modifié la tarification douanière des peaux de lapin teintées et lustrées. Renvoi à la Commission des douanes, N° 188 [19 mars], p. 342. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 281 [25 mai], p. 469. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 novembre], p. 943. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1937 (*J. O.* du 16 décembre, p. 13714).

16 — **Fourches et crocs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1936 qui a modifié la tarification douanière afférente aux fourches et aux crocs. Renvoi à la Commission des douanes, N° 346 [10 juin], p. 586. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 588 [9 décembre], p. 1050. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 décembre], p. 1256.

17 — **Instruments de musique.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1936 portant modification des droits de douane applicables à certains instruments de musique. Renvoi à la Commission des douanes, N° 347 [10 juin], p. 586. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 587 [9 décembre], p. 1050.

18 — **Lièges, malts et pains d'épice.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier des décrets qui ont modifié les droits de douane applicables aux lièges bruts en planches et ouvrés, aux malts et aux pains d'épice ordinaires. Renvoi à la Commission des douanes, N° 382 [19 juin], p. 682. — M. Victor Lourties dépose le rapport N° 661 [29 décembre], p. 1360.

19 — **Bananes et farines.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, supprimant la taxe spéciale sur les bananes desséchées ou farines de bananes, créée par la loi du 7 janvier 1932 et établissant un droit de douane sur ces mêmes produits. Renvoi à la Commission des douanes, N° 475 [7 juillet], p. 835. — Demande de discussion immédiate. M. Edouard Néron dépose et lit le rapport N° 500. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 852, 866. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 6 août, p. 8850).

Voir DOUANES, 30.

20 — **Accélérateurs de vulcanisation.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1936 portant modification du régime douanier des accélérateurs de vulcanisation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 539 [18 novembre], p. 934. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 557 [26 novembre], p. 981. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 décembre], p. 1035. — Promulgation: Loi du 17 décembre 1937 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13810).

21 — **Matériel de reproduction de photogravure.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1936 qui a modifié le régime douanier du matériel de reproduction de photogravure. Renvoi à la Commission des douanes, N° 615 [17 décembre], p. 1096.

TAXES

22 — **Produits de divers pays.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 8 mars 1936 exonérant des majorations de taux de la taxe à l'importation les produits originaires et en provenance de divers pays. Renvoi à la Commission des douanes, N° 21 [29 janvier], p. 62. — M. Naudin dépose le rapport N° 162 [18 mars], p. 319. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 480. — Promulgation: Loi du 12 juin 1937 (*J. O.* du 13 juin, p. 6586).

23 — **Marchandises danoises.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 19 juin 1936 exonérant des majorations de la taxe à l'importation, les marchandises d'origine et de provenance danoises. Renvoi à la Commission des douanes, N° 22 [29 janvier], p. 62. — M. Beaumont dépose le rapport N° 175 [18 mars], p. 319. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 décembre], p. 1034. — Promulgation: Loi du 17 décembre 1937 (*J. O.* du 18 décembre, p. 13810).

24 — **Marchandises originaires d'Estonie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 3 juin 1936 exonérant

les marchandises originaires et en provenance d'Estonie des majorations du taux de la taxe à l'importation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 65 [16 février], p. 155. — M. Naudin dépose le rapport N° 163 [18 mars], p. 319. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 480. — Promulgation: Loi du 11 juin 1937 (*J. O.* du 12 juin, p. 6539).

25 — **Marchandises originaires de Roumanie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 22 mai 1936 exonérant les marchandises originaires et en provenance de Roumanie, des majorations du taux de la taxe à l'importation. Renvoi à la Commission des douanes, N° 67 [16 février], p. 155. — M. Naudin dépose le rapport N° 164 [18 mars], p. 319. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 480. — Promulgation: Loi du 11 juin 1937 (*J. O.* du 12 juin, p. 6539).

26 — **Importateurs de produits d'œufs séchés et congelés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 31 juillet 1936 relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de produits d'œufs séchés et congelés. Renvoi à la Commission des douanes, N° 117 [10 mars], p. 256.

27 — **Importateurs d'oignons frais.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 31 mars 1936 modifiant la taxe à laquelle sont assujettis les bénéficiaires d'autorisations d'importation d'oignons frais. Renvoi à la Commission des douanes, N° 216 [24 mars], p. 374. — M. Turbat dépose le rapport N° 256 [29 avril], p. 443. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Turbat, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 décembre], p. 1035.

28 — **Conserves de poissons.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 mars 1934 ayant pour objet la diminution des taux des taxes frappant les autorisations d'importation et les certificats de contingentement de conserves de poissons. Renvoi à la Commission des douanes, N° 313 [1^{er} juin], p. 515.

29 — **Conserves de sardines et crustacés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars 1935 instituant une taxe de licences sur les conserves de sardines et les crustacés conservés et modifiant le taux de la taxe applicable aux conserves de poissons « autres ». Renvoi à la Commission des douanes, N° 315 [1^{er} juin], p. 515.

30 — **Bananes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 7 janvier 1932 tendant à assurer la sauvegarde de la production des bananes dans les colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat français. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 476 [7 juillet], p. 835. — Demande de discussion immédiate. M. Edouard Néron dépose et lit le rapport N° 561. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 852, 866. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 6 août, p. 8850).

Voir DOUANES, 19.

DOUANES COLONIALES

31 — **Régime douanier colonial.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier quatre délibérations prises par les assemblées locales des colonies en application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 135 [16 mars], p. 294. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 657 [28 décembre], p. 1322.

32 — **Afrique occidentale française. — Métaux précieux, monnaies.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 23 octobre 1933 approuvant la délibération du 31 juillet 1933 par laquelle la Commission permanente du Conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française a demandé l'abrogation, pour la colonie, des décrets des 9 juillet 1921 et 28 mai 1925 prohibant la sortie de certaines marchandises (métaux précieux, monnaies, papiers représentatifs de la monnaie). Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 136 [16 mars], p. 294. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 326 [3 juin], p. 531. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 739. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 31 juillet, p. 8659).

33 — **Guadeloupe. — Viandes de porc salées et charcuterie fabriquée.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1932 portant approbation de la délibération de la Commission coloniale du Conseil général de la Guadeloupe, du 8 septembre 1932, demandant, par dérogation aux dispositions du décret du 7 juillet 1932, le maintien des droits actuels sur les viandes de porc salées et la charcuterie fabriquée. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 150 [16 mars], p. 294. — M. Beaumont dépose le rapport N° 329 [3 juin], p. 531. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 739. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 31 juillet, p. 8659).

34 — **Guyane. — Dérivés du pétrole.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 18 mars 1935 qui a approuvé une délibération du 4 octobre 1934 de la Commission coloniale du Conseil général de la Guyane relative au régime douanier des dérivés du pétrole provenant des usines exercées de la métropole. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 144 [16 mars], p. 294. — M. Néron dépose le rapport N° 170 [18 mars], p. 319. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 683. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7851).

35 — **Guyane. — Récipients métalliques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier une délibération du Conseil général de la Guyane relative à l'inscription au tarif spécial de la colonie des récipients métalliques importés pleins d'huiles minérales, dérivés et résidus. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 147 [16 mars], p. 294. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 254 [29 avril], p. 436. — 1^{re} dé-

libération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 684. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7850).

36 — Indochine. — Plantes sélectionnées. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 17 avril 1935 qui a interdit en Indochine l'exportation à l'étranger des plants et semences de certaines plantes sélectionnées. Voir Table de 1936, p. 82. Promulgation: Loi du 30 janvier 1937 (*J. O.* du 7 février, p. 1002).

37 — Indochine. — Tarif douanier. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la délibération du 5 juillet 1935 de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine relative à la modification des droits affectant certains articles du tarif douanier indochinois. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 138 [16 mars], p. 294. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 560 [26 novembre], p. 981.

38 — Indochine. — Livres et publications de propagande. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 20 juin 1936 relatif au régime douanier des livres et publications de propagande en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 139 [16 mars], p. 294. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 284 [25 mai], p. 469. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 739. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 31 juillet, p. 8660).

39 — Indochine. — Graisses et bitumes. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la délibération du 17 juillet 1934 de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine relative à l'application de la loi du 17 mars 1934 portant relèvement des droits de douane sur les graisses de suint, les bitumes et asphaltes et les graisses industrielles. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 140 [16 mars], p. 294. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 167 [18 mars], p. 319. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des colonies, par M. Gaston Rogé. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 683. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7850).

40 — Indochine. — Gas oils. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine du 27 juillet 1934 demandant dérogation à l'application du décret du 30 mars 1934 qui a relevé les droits de douane sur les gas oils. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission de législation, N° 142 [16 mars], p. 294. — M. Néron dépose le rapport N° 192 [19 mars], p. 353. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 684. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7851).

41 — Indochine. — Fleurs de tilleul. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 25 novembre 1932 approuvant la délibération de la Commission perma-

nente du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 5 août 1932, demandant la non-application dans cette colonie, de la loi du 20 avril 1932 portant relèvement des droits de douane applicables aux fleurs de tilleul. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 151 [16 mars], p. 294. — M. Eugène Chanal dépose le rapport N° 280 [25 mai], p. 469. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 738. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 31 juillet, p. 8659).

42 — Indochine. — Produits dérivés du pétrole. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 24 mars 1935 approuvant la délibération du 5 novembre 1934 de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine qui a demandé dérogation à l'application dans la colonie de la loi du 19 juillet 1934 modifiant le tarif douanier des produits dérivés du pétrole (N° 197 bis, 198 et 198 ter du tarif). Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 152 [16 mars], p. 294. — M. Néron dépose le rapport N° 171 [18 mars], p. 319. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 683. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7850).

43 — Indochine. — Avoine, seigle, maïs et dérivés. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 19 mai 1933 rejetant la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine du 6 janvier 1933, par laquelle cette assemblée a demandé l'application partielle à la colonie du décret du 16 septembre 1932 portant relèvement des droits de douane sur l'avoine, le seigle, le maïs et leurs dérivés. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 154 [16 mars], p. 294. — M. Thureau-Dangin dépose le rapport N° 279 [25 mai], p. 469. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet [2 juillet], p. 738. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 31 juillet, p. 8659).

44 — Indochine. — Articles de verrerie. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 21 juillet 1936 approuvant une délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine relative à l'indication d'origine de certains articles de verrerie. Renvoi à la Commission des douanes, N° 413 [2 juillet], p. 737. — M. Achille Naudin dépose le rapport N° 579 [9 décembre], p. 1050. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 1173.

45 — Indochine. — Cafés. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 7 octobre 1936 relatif au régime douanier des cafés en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 534 [16 novembre], p. 899.

46 — Indochine. — Animaux et viandes. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 18 mars 1935 approuvant la délibération de la Commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine du 5 novembre 1934 relative au régime douanier de certains animaux et des viandes fraîches, réfrigérées et congelées. Voir Table de 1936, p. 82. — M. Léonus Bénard, dépose,

au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 559 [26 novembre], p. 981. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 décembre], p. 1035. — Promulgation: Loi du 10 décembre 1937 (*J. O.*, du 16 décembre, p. 13715).

47 — Indochine. — Limonades — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 10 juillet 1936 relatif au régime douanier des limonades en Indochine. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 667 [30 décembre], p. 1423.

48 — Madagascar. — Produits du pétrole et dérivés. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la délibération du 24 octobre 1934 des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances, qui a demandé la modification du régime douanier des produits du pétrole et leurs dérivés importés dans la colonie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 143 [16 mars], p. 294. — M. Néron dépose le rapport N° 172 [18 mars], p. 319. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 683. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7851).

49 — Martinique. — Produits dérivés du pétrole. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 21 avril 1935 fixant à la Martinique le régime douanier des produits dérivés du pétrole provenant des usines exercées de la métropole et importés dans la colonie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 141 [16 mars], p. 294. — M. Néron dépose le rapport N° 169 [18 mars], p. 319. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 683. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (*J. O.* du 11 juillet, p. 7851).

50 — Martinique. — Machines à coudre. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 28 janvier 1936 rejetant la délibération de la commission coloniale du conseil général de la Martinique du 8 août 1935 relative au régime douanier des machines à coudre importées dans la colonie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 333 [4 juin], p. 552. — M. Achille Naudin dépose le rapport N° 578 [9 décembre], p. 1050. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 1173.

51 — Nouvelle-Calédonie. — Produits et machines. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier la délibération du 1^{er} août 1934, de la commission coloniale du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ayant pour objet de modifier le tarif des douanes de cette colonie en ce qui concerne les produits et machines utilisés pour la fabrication des conserves de viande et les appareils employés pour le traitement du café. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 137 [16 mars], p. 294.

52 — Nouvelle-Calédonie. — Pommes de terre.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 10 mai 1933 approuvant la

délibération du conseil général de la Nouvelle-Calédonie du 27 décembre 1932 tendant à instituer une surtaxe douanière temporaire sur les pommes de terre importées dans cette colonie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 149 [16 mars], p. 294. — M. Thureau-Dangin dépose le rapport N° 259 [29 avril], p. 444. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 738. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (J. O. du 31 juillet, p. 8.660).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 8 septembre 1936 modifiant, pour une durée temporaire, le régime douanier des pommes de terre d'origine étrangère importées en Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 444 [6 juillet], p. 779. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 656 [28 décembre], p. 1322.

53 — **Nouvelle-Calédonie. — Peaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 22 juillet 1936 relatif aux droits de sortie sur les peaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la Commission des colonies, N° 246 [27 avril], p. 418. — M. Achille Naudin dépose le rapport N° 325 [3 juin], p. 531. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 738. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (J. O. du 31 juillet, p. 8660).

54 — **Nouvelle-Calédonie. — Produits et dépouilles d'animaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 10 juillet 1936 prorogeant pour un an les dispositions du décret du 30 avril 1935 fixant les surtaxes douanières temporaires sur certains produits et dépouilles d'animaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 666 [30 décembre], p. 1423.

55 — **Océanie. — Marchandises d'origine étrangère.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 9 juin 1933 rejetant la délibération du conseil d'administration des établissements français de l'Océanie, en date du 17 février 1933, tendant à réviser les droits de douane sur les marchandises d'origine étrangère importées dans cette colonie. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 148 [16 mars], p. 294. — M. Paul Bachelet dépose le rapport N° 257 [29 avril], p. 443. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 juin], p. 684. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (J. O. du 11 juillet, p. 7851).

56 — **Océanie. — Exportation de produits de la colonie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 6 avril 1933 portant approbation de la délibération du conseil d'administration des établissements français de l'Océanie, en date du 16 décembre 1932, tendant à modifier le tarif des droits de sortie appliqués aux produits originaires de la colonie, exportés à destination de la France, de ses colonies et des pays étrangers. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 153 [16 mars], p. 294. — M. Paul Bachelet dépose le rapport N° 258 [29 avril], p. 443. — 1^{re} Délibération.

Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi, [19 juin], p. 684. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1937 (J. O. du 11 juillet, p. 7851).

57 — **La Réunion. — Farines de froment.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 11 février 1935 modifiant le tarif douanier applicable aux farines de froment importées à la Réunion. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 146 [16 mars], p. 294. — M. Thureau-Dangin dépose le rapport N° 260 [29 avril], p. 444. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 738. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (J. O. du 31 juillet, p. 8659).

58 — **La Réunion. — Importation de marchandises étrangères.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1935 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères à la Réunion. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 668 [30 décembre], p. 1423.

Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 2, 3. — RÉSOLUTIONS, 6.

DOUBLES IMPOSITIONS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 7.

Gaston DOUMERGUE, ancien Président de la République. — M. le Président rend hommage à sa mémoire. M. Maurice Viollette, *Ministre d'Etat*, associe le Gouvernement à l'hommage rendu. — Séance levée en signe de deuil [18 juin], p. 677.

Voir CRÉDITS, 13.

DRIT DE CHASSE DANS LES FORETS DOMANIALES. — Voir CHASSE.

DRIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION. — Voir SOCIÉTÉS, 1.

DRIT A LA PROPRIÉTÉ DE LA VALEUR CULTURALE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer, en faveur des fermiers, le droit à la propriété de la valeur culturelle. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la commission de l'agriculture, N° 378 [17 juin], p. 672.

DRIT DE REPONSE. — Proposition de loi, tendant à réglementer le droit de réponse en matière d'affichage. Voir Table de 1934, p. 76. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

Voir PRESSE.

DRITS D'AUTEUR. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux Français les dispositions des conventions internationales qui seraient plus favorables que la loi française pour protéger les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques (n° 458, année 1936), N° 14. Voir Table de 1936, p. 82. — Retrait du projet de loi [26 janvier], p. 32.

DRITS D'ENREGISTREMENT (Mutations d'immeubles et de fonds de commerce). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 25 mars 1936 tendant à proroger le décret-loi du 28 août 1935 instituant une réduction temporaire des droits d'enregistrement sur les mutations d'immeubles et de fonds de commerce et à exonérer sous certaines conditions, des droits de mutations, les immeubles construits spé-

cialement pour la vente. Renvoi à la Commission des finances. N° 197 [23 mars], p. 366.

DRITS DE STATIONNEMENT. — Remise des droits de stationnement à certains loueurs d'automobiles de la ville de Paris (Art. 92) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 11).

DRITS DE SUCCESSION. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 7.

DRITS DE TIMBRE. — Relèvement du droit de timbre des quittances des contributions indirectes (art. 24). Droit de timbre sur les quittances de douane (art. 36). Exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les pièces relatives à l'institution de la caisse de retraite des clercs de notaires (art. 87) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 5, 6, 10).

DUMPING. — Voir DOUANES, 14.

E

EAUX ET FORETS (Agents des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à donner dorénavant aux gardes et aux brigadiers des eaux et forêts la dénomination d'agents techniques et agents techniques principaux des eaux et forêts (N° 88, année 1932). — M. de Monti de Rezé dépose au nom de la Commission de l'agriculture le rapport N° 449 [6 juillet], p. 779.

EAUX GAZEUSES. — Voir EMBALLAGES.

ECHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE. — Voir CRIMES.

ECOLE DU LOUVRE. — Droits d'immatriculation à percevoir des élèves et auditeurs (art. 35) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 6).

EDUCATION PHYSIQUE OBLIGATOIRE. — Dépôt, par M. Henri Sellier et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à organiser l'éducation physique obligatoire pour les jeunes gens de l'un et de l'autre sexe, depuis l'âge de l'obligation scolaire jusqu'à dix-huit ans. Renvoi à la Commission de l'hygiène N° 424 [2 juillet], p. 768. — Renvoi, pour examen au fond, à la Commission de l'enseignement, la Commission de l'hygiène restant saisie pour avis. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [23 novembre], p. 942.

EDUCATION SURVEILLÉE. — Voir ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE.

EFFETS DE COMMERCE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Bourdeaux tendant à compléter la loi du 7 juillet 1925, relative au report de l'échéance des effets de commerce. Renvoi à la Commission de législation, N° 38 [9 février], p. 105. Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [16 février], p. 158.

ELECTIONS. — M. Goré dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Aude. Admission de M. GUILHEM (JACQUES) [19 janvier], p. 17. — M. Alexandre Bachelet dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Meurthe-et-Moselle. Admission de M. COURNAULT (CHARLES-HENRI) [2 février], p. 83. — M. André Lebert dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de

l'Eure. Admission de M. JOIN-LAMBERT (ANDRÉ) [18 février], p. 168. — M. Hachette dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Finistère. Admission de M. QUEINNEC (JACQUES) [25 mai], p. 468. — M. des Rotours dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de la Creuse. Admission de M. FERRAND (CAMILLE). — M. Leblanc dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Puy-de-Dôme. Admission de M. ALBERT BUISSON. — M. Justin Godart dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de Saône-et-Loire. Admission de M. DESPRÈS (MARCEL). — M. Joseph Faure dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Jura. Admission de M. LÉCULIER (HENRI) [18 novembre], p. 934, 935. — M. Louis Linÿer dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département des Alpes-Maritimes. Admission de M. LOUIS-DREYFUS (LOUIS) [23 novembre], p. 942. — M. Delhoume dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Aube. Admission de M. RENÉ CONVERSE [2 décembre], p. 1010. — M. Caillier dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département des Pyrénées-Orientales. Admission de M. JOSEPH PARAYRE [30 décembre], p. 1424.

ELECTRICITE. — Avances consenties par la Caisse nationale de crédit agricole en vue de la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes (art. 126). Financement des frais de fonctionnement du fonds d'amortissement des charges d'électrification (art. 135). Extension de la distribution d'énergie électrique (art. 136). Maximum des fonds que le ministre des finances est autorisé à se procurer auprès de la Caisse des dépôts et consignations en vue de l'attribution d'avances pour l'électrification des campagnes (art. 196) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13, 14, 18).

ELECTRIFICATION RURALE. — Proposition de loi tendant à rectifier certains tarifs concernant l'électrification rurale (N° 163, année 1935). Voir Table de 1935, p. 60. — Vote de la question préalable [30 novembre], p. 986.

ELEVAGE HIPPIQUE. — Voir PARI MUTUEL.

EMBALLAGES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Philip tendant à rendre obligatoire la consignation des emballages en brasserie et en eaux gazeuses. Renvoi à la Commission du commerce, N° 18 [29 janvier], p. 54. — M. Amat dépose le rapport N° 205 [23 mars], p. 366. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Jean Amat, *Rapporteur*. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [29 avril], p. 436. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire la consignation des emballages en brasserie et en eaux gazeuses. Renvoi à la Commission du commerce, N° 677 [31 décembre], p. 1437. — Dépôt et lecture, par M. Jean Amat, du rapport N° 685. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 décembre], p. 1449.

EMPLOI OBLIGATOIRE DES MUTILES DE GUERRE. — Voir MUTILÉS DE GUERRE.

EMPLOYES COMMUNAUX. — Voir INTERPELLATIONS, 4, 14.

EMPLOYEURS. — Voir POURBOIRE. — VERSEMENTS, D'ARGENT.

EMPRUNT DE LA DEFENSE NATIONALE. — Voir INTERPELLATIONS, 36.

EMPRUNT AVEC GARANTIES OU OPTIONS DE CHANGE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'émission d'un emprunt comportant des garanties ou options de change et à abroger diverses dispositions de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936. Renvoi à la Commission des finances, N° 114 [10 mars], p. 256. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 115. Demande de discussion immédiate applicable aux conclusions de ce rapport [10 mars], p. 256. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Armbruster, James Hennessy, Mauger, Léon Blum, *Président du Conseil*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Desjardins. Art. 1^{er}: Amendement de M. Desjardins; MM. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Rejet, au scrutin. Sur l'article: MM. Jean Valadier, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Abel Lefèvre. Adoption de l'article 1^{er}. Art. 2 et 3 et dernier: adoption. Explications de vote: MM. Yves Le Troquer, le comte Louis de Blois. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 mars], p. 256. — Promulgation: Loi du 10 mars 1937 (*J. O.* du 11 mars, p. 2930).

EMPRUNTS ETRANGERS. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Caillaux tendant à interdire toute émission d'emprunt sur le marché français aux débiteurs étrangers qui sont en défaut pour paiement total d'une dette financière antérieurement contractée. Renvoi à la Commission des finances, N° 681 [31 décembre], p. 1439.

ENFANCE (Protection de l'). — Voir PROTECTION.

ENFANTS DES MORTS POUR LA FRANCE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maupoil tendant à accorder certains avantages administratifs aux enfants des morts pour la France. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 537 [16 novembre], p. 899.

ENLEVEMENT DE MINEUR. — Voir CODE PÉNAL, 1.

ENQUETE DANS LES COLONIES. — Voir COLONIES, 1.

ENSEIGNEMENT.

1 — **Professeurs français à l'étranger** — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger les effets de la loi du 5 août 1929 sur l'incorporation dans les cadres métropolitains des professeurs français à l'étranger. Renvoi à la Commission de l'enseignement, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 82 [23 février], p. 187. — M. Bouilly dépose le rapport N° 121 [11 mars], p. 272. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Avis de la Commission des finances, par M. Babaud-Lacroze, N° 236. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mars], p. 386, 406. — Promulgation: Loi du 5 avril 1937 (*J. O.* du 7 avril, p. 3946).

2 — **Responsabilité civile des instituteurs.** — Proposition de loi tendant à mo-

difier les règles de la preuve en ce qui concerne la responsabilité civile des instituteurs et le dernier alinéa de l'article 1384 du code civil relatif à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public. Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 73. — Promulgation: Loi du 5 avril 1937 (*J. O.* des 5 et 6 avril, p. 3923; *Rectificatif*: *J. O.* du 12 mai, p. 5178).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (Indemnité de logement des instituteurs.) — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'indemnité de logement des instituteurs exerçant dans les écoles annexées aux écoles normales d'instituteurs. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission des finances, N° 232 [25 mars], p. 401. — Renvoi à la Commission des finances, pour rapport au fond, la Commission de l'enseignement restant saisie pour avis [20 mai], p. 449. — M. Jean Philip dépose le rapport N° 592 [14 décembre], p. 1054. — M. Georges Bouilly dépose l'avis N° 639 [23 décembre], p. 1184. — Demande de discussion immédiate. Discussion des conclusions du rapport de M. Jean Philip. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de l'enseignement, par M. Jossot. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 décembre], p. 1439, 1459.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (Maîtres et maîtresses d'internat). — Voir STATUTS, 5.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIAL. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'abrogation de la loi du 21 juin 1865 sur l'enseignement secondaire spécial. Voir Table de 1934, p. 77. — M. Alexandre Bachelet dépose un rapport supplémentaire N° 165 [18 mars], p. 319. — M. Alexandre Bachelet dépose un 2^e rapport supplémentaire N° 384 [19 juin], p. 683. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Alexandre Bachelet, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Gautherot. Art. 1^{er}. Amendement de M. Louis Linÿer et plusieurs de ses collègues. Retrait. Art. 2. Amendement de M. Louis Linÿer et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de M. Gautherot et plusieurs de ses collègues. Retrait. Amendement de M. Bouilly. Non soutenu. Adoption de l'article 2. Art. 3 et 3 bis: adoption. Art. 4 et dernier: MM. Lefas, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Adoption de l'article et de l'ensemble de la proposition de loi [18 novembre], p. 935.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 38, 47 et 51 de la loi du 25 juillet 1919 relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 527 [16 novembre], p. 899

ENTREPRISES ARTISANALES. — Voir APPRENTISSAGE.

ENTREPRISES CONCESSIONNAIRES ASSURANT UN SERVICE PUBLIC. — Voir RÉSOLUTIONS, 3.

EPARGNE (Défense de l'). — Voir EMPRUNTS ÉTRANGERS. — SOCIÉTÉS, 1, 2.

EPERNAY (Tribunal de 1^{re} instance). — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 2.

EQUATEUR. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18.

EQUIHEN (Pas-de-Calais). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte la section de la plage d'Equihen qui dépend actuellement de la commune d'Outreau (département du Pas-de-Calais). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 630 [21 décembre], p. 1124.

ESPAGNE. — Voir CRÉDITS, 7. — MARINE, 2. — VOLONTAIRES.

ESPIONNAGE. — Proposition de loi aggravant la répression des actes d'espionnage. Voir Table de 1935, p. 61. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

ESTONIE. — Voir DOUANES, 24.

ETABLISSEMENT THERMAL D'AIX-LES-BAINS. — Modification des conditions de rémunération du personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains (art. 120) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES. — Voir SURVEILLANCE DES ENFANTS.

ETATS GENERAUX DE 1789 (Monument commémoratif à Versailles). — Voir RÉOLUTIONS, 1.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE. — Voir SÉNAT.

EXECUTIONS JUDICIAIRES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Odin tendant à suspendre les exécutions judiciaires jusqu'au 31 décembre 1937. Renvoi à la Commission de législation, N° 87 [2 mars], p. 212. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [20 mai], p. 449.

EXPERTISE EN MATIERE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'expertise en matière criminelle et correctionnelle. Voir Table de 1935, p. 61. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

EXPORTATIONS. — Voir DOUANES, 4, 6, 56.

EXPOSITION D'ART FRANÇAIS AU CAIRE. — Voir CRÉDITS, 15.

EXPOSITION INTERNATIONALE DE PARIS DE 1937

1 — M. le Président donne communication d'une lettre de M. le Ministre du Commerce relative à l'inauguration solennelle de l'Exposition internationale de Paris [20 mai], p. 449.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réouverture en 1938 de l'Exposition internationale des arts et techniques dans la vie moderne. Renvoi à la Commission des finances, N° 643 [24 décembre], p. 1204. — Demande de discussion immédiate. M. Joseph Caillaux dépose et lit le rapport, N° 682. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Chapsal, *Ministre du Commerce*; Camille Chautemps, *Président du Conseil*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, des conclusions de la Commission des finances. En conséquence, rejet du projet de loi [31 décembre], p. 1437, 1439.

Voir CRÉDITS, 10. — PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

EXPROPRIATION D'IMMEUBLES INSALUBRES. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne l'expropriation des immeubles insalubres, les dispositions de l'article 18 *quater* de la loi du 16 février 1902, modifiée par la loi du 17 juin 1915 et le décret-loi du 30 octo-

bre 1935, relatif aux procédures spéciales d'expropriation. Renvoi à la Commission de l'Administration et, pour avis, à la Commission des finances, n° 116 [10 mars], p. 256.

F

FAILLITE. — Voir CODE DE COMMERCE, 2. — COLONIES, 7. — SOCIÉTÉS, 2.

FARINES DE FROMENT. — Voir DOUANES, 57.

FAUNE ET FLORE EN AFRIQUE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 12.

FEMMES (Livret de capacité civile). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Portmann relative à la création d'un livret de capacité civile des femmes, n° 53. Renvoi à la Commission de législation civile et criminelle, N° 53 [10 février], p. 127.

Voir CODE CIVIL, 1. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 11, 16.

FERMIERS. — Voir DROIT A LA PROPRIÉTÉ DE LA VALEUR CULTURALE.

FETE NATIONALE DU 14 JUILLET. — Voir CRÉDITS 16.

FIÈVRE APHTEUSE (Prophylaxie de la). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prophylaxie de la fièvre aphteuse. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, n° 335 [4 juin], p. 560. — M. Beaumont dépose le rapport n° 374 [17 juin], p. 662. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Chauveau, n° 484. Discussion générale : MM. Beaumont, *Rapporteur*; le comte d'Harcourt, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er} : Amendement de M. Chauveau. Adoption (devenant l'art. 3). Art. 2 : adoption. Art. 3 : Amendement de M. Chauveau : MM. Beaumont, *Rapporteur*; Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption (devenant l'art. 3). Art. 4 et 5 et dernier : adoption. Observations de MM. Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 819, 842.

Voir INTERPELLATIONS, 32. — RÉOLUTIONS, 16.

FILOUTERIES ALIMENTAIRES. — Voir CODE PÉNAL, 2.

FLEURS DE TILLEUL. — Voir DOUANES, 41.

FLEURS ET PLANTES A PARFUM. — Voir FONDS DE COMPENSATION.

FLOT DE WINGLES (Commune de Bauvin) (Nord). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la délimitation définitive de la part revenant à la commune de Bauvin (Nord) du territoire de l'ancien Marais, dit « Flot de Wingles ». Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 187 [19 mars], p. 342.

FLOTTE DE CHARGE. — Voir MARINE MARCHANDE, 2.

FONCTIONNAIRES. — Rajustement des indemnités représentatives de frais des fonctionnaires (art. 67). Modification des règles de détachement des fonctionnaires (art. 70). Nomination des fonctionnaires à d'autres fonctions publiques (art. 75). Répartition par décrets des crédits ouverts au budget en vue de l'amélioration de la situation des divers personnels de l'Etat (art. 77) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9, 10)

Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 1. — PERSONNEL DE L'ÉTAT. — RÉCOMPENSES NATIONALES.

FONDS COLONIAL. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création d'un fonds colonial. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 429 [2 juillet], p. 768.

FONDS DE COMMERCE (Règlement du prix de vente). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation, N° 64 [16 février], p. 155. — M. Caillier dépose le rapport n° 219 [24 mars], p. 375. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [20 mai], p. 449. — M. Caillier dépose le rapport supplémentaire n° 338 [4 juin], p. 572. — M. Caillier dépose un 2^e rapport supplémentaire n° 408 [30 juin], p. 728. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la commission de législation, par M. Armand Calmel, N° 416. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Caillier, *Rapporteur*. Article 1^{er} : contre-projet de M. Albert Thibault et plusieurs de ses collègues : MM. Albert Thibault, Caillier, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. Amendement de M. René Coty : MM. René Coty, Caillier, *Rapporteur*. Adoption (devenant l'art. 1^{er}). Amendement de M. Lesaché : M. Lesaché. Réservé. Art. 2 : amendement de M. Manuel Fourcade : MM. Manuel Fourcade, Lesaché, Caillier, *Rapporteur*; James Hennessy. Observations de M. le Président et de MM. Raynaldy, James Hennessy, Manuel Fourcade, Duroux, *Président de la Commission du commerce*. Adoption du premier alinéa de l'amendement de M. Manuel Fourcade. Renvoi du projet à la commission [2 juillet], p. 740, 746. — Suite de la discussion. Article 1^{er}, précédemment adopté. Art. 2 (nouvelle rédaction) : 1^{er} alinéa précédemment adopté. Sur l'article : MM. Caillier, *Rapporteur*; Manuel Fourcade. Amendement de M. Perreau. Non soutenu. Amendement de M. Lesaché. Non soutenu. Adoption de l'ensemble de l'article. Art. 3 (nouvelle rédaction) (articles 9 bis à 9 octies de la loi du 29 juin 1935) : Art. 9 bis : adoption. Art. 9 ter : M. Manuel Fourcade. Adoption de l'article modifié. Art. 9 quater : adoption. Article additionnel 9 quater bis, proposé par M. René Coty : MM. René Coty, Caillier, *Rapporteur*. Adoption. Art. 9 quinquies à 9 octies : adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Amendement de M. René Coty : MM. René Coty, Caillier, *Rapporteur*; Georges Pernot. Adoption (devenant l'article 4). Art. 4 à 13 : retirés par la commission. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé : « *Projet de loi tendant à modifier les lois du 29 juin 1935 et du 9 janvier 1936 relatives au règlement du prix de vente des fonds de commerce.* » [7 juillet], p. 824. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à modifier les lois du 29 juin 1935 et du 9 janvier 1936 relatives au règlement du prix de vente des fonds de commerce. Renvoi à la Commission du commerce, N° 508 [7 juillet], p. 877. — M. Caillier dépose et lit le rapport N° 515. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: MM. Belmont, Caillier, *Rapporteur*; Manuel Fourcade. Adoption. Art. 3 et 4 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 880. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1937 (*J. O.* du 18 juillet, p. 8114).

— Amnistie en matière de dissimulation du prix de vente de fonds de commerce (art. 14) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

FONDS DE COMPENSATION DES FLEURS ET PLANTES A PARFUM. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant un « fonds de compensation des fleurs et plantes à parfums ». Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, n° 10 [21 janvier], p. 22.

FONDS DE PREVOYANCE DE L'AERONAUTIQUE COMMERCIALE. — Voir AERONAUTIQUE COMMERCIALE.

FONDS DE SUBVENTION (Exercice 1937). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1937). Renvoi à la Commission des finances, n° 669 [30 décembre], p. 1423. — Demande de discussion immédiate. M. Babaud-Lacroze dépose et lit le rapport n° 688. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 décembre], p. 1437, 1453.

FORCES EXPEDITIONNAIRES AMERICAINES (Monument à la gloire des). — Voir CRÉDITS, 19.

FORETS. — Voir CHASSE. — INTERPELLATIONS, 16, 39.

FOURCHES ET CROCS. — Voir DOUANES, 16.

FRAIS DE REPRESENTATION AUX MEMBRES DES MUNICIPALITES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Sellier, relative: 1° à l'attribution de frais de représentation aux membres des municipalités, et d'allocations de vieillesse aux anciens maires; 2° à la fixation des indemnités légales des conseillers municipaux de Paris et des conseillers généraux de la Seine, et à l'attribution d'allocations de vieillesse aux anciens conseillers. Renvoi à la Commission de l'administration et, pour avis, à la Commission des finances, n° 528 [16 novembre], p. 899.

FRAÇAIS D'ESPAGNE (Rapatriement). — Voir CRÉDITS, 7.

FUNERAILLES NATIONALES DE M. GASTON DOUMERGUE. — Voir CRÉDITS, 13.

G

GARDES CHAMPETRES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer, dans certains cas, la formalité de l'affirmation pour les procès-verbaux des gardes champêtres. Renvoi à la Commission de législation, N° 111 [9 mars], p. 247.

GAS OILS. — Voir DOUANES, 40.

GENDARMERIE. — Relèvement des taux des majorations spéciales de la gendarmerie et délivrance d'un livret spécial (art. 103). Attribution aux militaires de la gendarmerie d'une bonification de pension (art. 104) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11).

VOIR POLICE JUDICIAIRE.

GRAISSES. — Voir DOUANES, 39.

GRECE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 3.

GRELE. — Dédommagement aux agriculteurs dont les récoltes ont subi les méfaits de la grêle (art. 122 et 123) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

GUADELOUPE. — Voir COLONIES, 7. — DOUANES, 33.

GUYANE. — Voir DOUANES, 34, 35.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ.

1 — Proposition de loi tendant à harmoniser le régime successoral des habitations à bon marché et du bien de famille. Voir Table de 1929, p. 396. — Promulgation: Loi du 13 février 1937 (*J. O.* du 14 février, p. 1914).

2 — Proposition de loi tendant à établir un privilège au profit des communes et des départements qui ont accordé leur garantie d'intérêts aux organismes de construction d'habitations à bon marché. Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 74. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

3 — Prorogation de la législation sur les habitations à bon marché (art. 117) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 12).

HAITI. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18.

HALLES CENTRALES DE PARIS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter le paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des Halles centrales de Paris. Voir Table de 1935, p. 63. — M. Maulion dépose le rapport n° 107 [9 mars], p. 234. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce et à la Commission des finances des conclusions du rapport ci-dessus [29 juin], p. 711. — M. Beaumont dépose l'avis de la commission de l'agriculture. N° 546. [23 novembre], p. 942. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale. MM. Maulion, *Rapporteur*; Beaumont, *Rapporteur*, pour avis, de la Commission de l'agriculture; Caillier, *Rapporteur*, pour avis, de la Commission du commerce. Observations de MM. Maulion, *Rapporteur* de la Commission de l'administration; Brasseur, Beaumont, *Rapporteur*, pour avis, de la Commission de l'agriculture; Clamamus, Caillier, *Rapporteur*, pour avis, de la Commission du commerce; Ulysse Fabre. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [30 novembre], p. 986, 994. — Suite de la discussion. Avis de la Commission des finances, par M. Babaud-Lacroze. N° 571. Avis de la Commission du commerce, par M. Caillier. N° 572. Suite de la discussion générale: MM. Brasseur,

Beaumont, Clamamus; le comte Louis de Blois, Maulion, *Rapporteur* de la Commission de l'administration. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [2 décembre], p. 1010. — Suite de la discussion. Suite de la discussion générale: MM. Fiancette, Marx Dormoy, *Ministre de l'intérieur*; Paul Fleurot, Maulion, *Rapporteur*; Perreau, Auguste Mounié, Brasseur, Clamamus, Beaumont. Vote du passage à la discussion des articles. Observations de M. Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; M. Maulion, *Rapporteur*. Fixation au jeudi 16 décembre de la suite de la discussion [7 décembre], p. 1038. — Suite de la discussion. Discussion des articles (2^e nouvelle rédaction de la Commission). Article 1^{er}: contre-projet de M. Brasseur: MM. Brasseur, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Demande d'ajournement de la discussion, par M. Clamamus: MM. Clamamus, Maulion, *Rapporteur*; Fiancette, Lémery, Caillier, *Rapporteur* de la Commission du commerce. Rejet, au scrutin. Adoption des deux premiers alinéas. 3^e alinéa: Demande de suppression, par M. Fiancette: MM. Fiancette, Maulion, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'alinéa. 4^e alinéa: Amendement de M. Beaumont: MM. Beaumont, Maulion, *Rapporteur*. Adoption, au scrutin. Amendement de M. Clamamus: MM. Clamamus, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption du 5^e et dernier alinéa. Sur l'ensemble de l'article 1^{er}: MM. Marx Dormoy, *Ministre de l'intérieur*; Charles Reibel, Maulion, *Rapporteur*; Join-Lambert, Guérin, Henry Merlin, *Président de la Commission de l'administration*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article modifié. Article 2: MM. Marx Dormoy, *Ministre de l'intérieur*; Maulion, *Rapporteur*; Beaumont, Yves Le Trocquer, Clamamus. Adoption des huit premiers alinéas. Amendement de M. Paul Fleurot: MM. Paul Fleurot, Maulion, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. Adoption du 9^e et dernier alinéa. Amendement de M. Beaumont. Adoption. Amendement de M. Clamamus: MM. Clamamus, Maulion, *Rapporteur*. Rejet, au scrutin. Amendement de M. Babaud-Lacroze. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 2 modifié. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [16 décembre], p. 1077. — Suite de la discussion. Articles 1^{er} et 2 précédemment adoptés. Art. 3: MM. Fiancette, Maulion, *Rapporteur*. Amendement de M. Fiancette. Adoption. Amendement de M. Raynaldy. Retrait. Adoption de l'article modifié. Art. 4. Amendement de M. Fiancette: MM. Fiancette, Turbat, le comte Louis de Blois, Maulion, *Rapporteur*; Clamamus. Retrait. Observations de MM. Clamamus, Maulion, *Rapporteur*. Amendement de M. Babaud-Lacroze. Retrait. Observations de MM. Eugène Milliès-Lacroix, Maulion; *Rapporteur*. Adoption de l'article. Art. 5. Amendement de M. Raynaldy: MM. Raynaldy, Maulion, *Rapporteur*, Clamamus. Observation de M. Maulion, *Rapporteur*. Retrait de l'amendement de M. Raynaldy. Amendement de M. Beaumont: MM. Beaumont, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Maulion, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article modifié. Art. 6. Amendement de M. Beaumont: MM. Beaumont, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 7. Amendement de M. Beaumont: M. Beaumont. Adoption. Nouvel amendement de M. Beaumont. Adoption. Amendement de MM. Turbat et Marcel Donon: MM. Turbat, Maulion, *Rapporteur*.

teur. Retrait. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin : MM. Clamamus, Maulion, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article modifié. Art. 8 à 10 : adoption. Art. 11. Amendement de M. Beaumont. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 12, 12 bis : adoption. Art. 13. Amendement de M. Fiancette : MM. Fiancette, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Amendement de M. Beaumont : M. Beaumont. Retrait. Art. 13 bis. Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [21 décembre], p. 1155, 1163. — Suite de la discussion des articles. Art. 14. Amendement de M. Brasseur : MM. Brasseur, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Amendement de MM. Sénès, Fourment et René Renoult : MM. Sénès, Turbat, Alexandre Bachelet, Maulion, *Rapporteur*; Clamamus. Rejet au scrutin. Amendement de MM. Auguste Mounié et T. Steeg. Adoption. Amendement de MM. Turbat et Marcel Donon. Adoption. Observations de M. Turbat. Adoption de l'article modifié. Art. 15. Amendement de MM. Brasseur et René Courtier. Adoption. Amendement de M. René Courtier : MM. René Courtier, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 16. Amendement de M. Ulysse Fabre. Adoption. Amendement de M. Brasseur : MM. Brasseur, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Amendement de M. Ulysse Fabre : MM. Ulysse Fabre, Maulion, *Rapporteur*. Amendement de M. Fiancette : MM. Fiancette, Ulysse Fabre, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Adoption, après modifications, de l'amendement de M. Ulysse Fabre. Adoption de l'article modifié. Art. 17. Amendement de M. Ulysse Fabre : MM. Ulysse Fabre, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 18 et 19 : adoption. Art. 20. Amendement de MM. Turbat et Marcel Donon : MM. Maulion, *Rapporteur*; Turbat. Retrait. Adoption de l'article. Art. 21. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin : MM. Clamamus, Maulion, *Rapporteur*. Rejet. Sur l'article : M. Charles Reibel. Adoption de l'article. Art. 22 et 23 : adoption. Art. 24 : MM. Eugène Milliès-Lacroix, Maulion, *Rapporteur*. Amendement de M. Caillier : MM. Caillier, Maulion, *Rapporteur*; Raynaldy, Beaumont, Eugène Milliès-Lacroix. Demande de suppression de l'article, par MM. Raynaldy, Caillier et Eugène Milliès-Lacroix. Rejet, au scrutin. Adoption de l'amendement de M. Caillier. Amendement de M. Charles Reibel : MM. Charles Reibel, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Amendement de MM. Turbat et Marcel Donon : MM. Maulion, *Rapporteur*; Turbat. Retrait. Adoption de l'article. Art. 25 : M. Maulion, *Rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'article 26. Article 27. Amendement de M. Beaumont. Adoption. Amendement de M. Ulysse Fabre : M. Ulysse Fabre. Adoption. Nouvel amendement de M. Beaumont. Retrait. Nouvel amendement de M. Ulysse Fabre : MM. Ulysse Fabre, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Sur l'article : MM. Eugène Milliès-Lacroix, Maulion, *Rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Articles 28 et 29 : adoption. Article 30. Amendement de M. Ulysse Fabre. Adoption. Adoption de l'article modifié. Article 31 : M. Turbat. Adoption de l'article modifié. Article 32 : adoption. Article 33 : MM. Ulysse Fabre, Maulion, *Rapporteur*; Join-Lambert. Amendement de M. Ulysse Fabre. Adoption. Adoption de l'article modifié. Article 34. Amendement de M. Beaumont. Adoption. Adoption de l'article modifié. Article 35 : MM. Eugène Milliès-Lacroix, Maulion, *Rapporteur*. Adop-

tion. Articles 36 à 39 : adoption. Article 40. Amendement de M. Clamamus : MM. Clamamus, Maulion, *Rapporteur*. Rejet. Nouvel amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Retrait. Adoption de l'article. Articles 41 à 43 : adoption. Article 44. Amendement de MM. Sénès, Fourment et René Renoult : MM. René Renoult, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'article 45. Article 46. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Adoption. Adoption de l'article modifié. Article 47 et dernier : adoption. Observations de M. Maulion, *Rapporteur*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé : « Proposition de loi sur la réglementation des Halles centrales » [23 décembre], p. 1174, 1184.

HAUSSE INJUSTIFIÉE DES PRIX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 19 août 1936 tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix en vue d'assurer la stabilisation des prix. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 132 [16 mars], p. 294. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [18 mars], p. 337. — M. Georges Pernot dépose le rapport N° 328 [3 juin], p. 531. — M. Toy-Riont dépose l'avis de la Commission du Commerce, N° 395 [29 juin], p. 711.

Voir COMITE NATIONAL DE SURVEILLANCE DES PRIX.

HEURES DE TRAVAIL DANS LES HOTELS. — Voir RÉSOLUTIONS, 5.

HONORARIAT (Retrait d'). — Voir INTERPELLATIONS, 23.

HORTICULTURE. — Voir TRAVAIL NOIR, 1.

HOTELS, PENSIONS DE FAMILLE. — Voir PRIX DES HOTELS. — RÉSOLUTIONS, 5.

HYMNE NATIONAL. — Voir INTERPELLATIONS, 20.

I

ILL, A STRASBOURG. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique des travaux de comblement d'un bras de l'Ill, à Strasbourg, et de prononcer la distraction des terrains correspondants du domaine public fluvial. Voir Table de 1928, p. 399. — Promulgation : Loi du 27 mars 1937 (J. O. du 9 avril, p. 4050).

IMMEUBLES INSALUBRES. — Voir EXPROPRIATION.

IMPORTATEURS. — Voir DOUANES, 26, 27.

IMPORTATIONS. — Voir DOUANES, 4, 5, 6, 7, 8, 58.

IMPOTS. — Autorisation de perception (art. 2). Déduction pour entretien et amortissement en ce qui concerne la contribution foncière des propriétés bâties (art. 3). Fixation d'un pourcentage maximum pour le total des contributions et taxes perçues par l'Etat et les collectivités sur la propriété foncière (art. 4). Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Composition des commissions consultatives (art. 5). Suppression de la discrimination des revenus pour l'imposition de certaines entreprises en ce qui concerne l'impôt général sur le revenu (art. 7). Impôt sur les bénéfices agricoles. Modification du forfait

(art. 10). Impôt cédulaire. Compétence des commissions consultatives en ce qui concerne les impositions supplémentaires (art. 11). Impôt cédulaire. Modification des articles 158 et 273 du code des impôts directs (art. 12). Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Exonération en faveur de certains emprunteurs (art. 16) (Loi de Finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 4, 5).

IMPRIMES. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18.

INCIDENT. — M. Caillaux (discussion immédiate de certains projets de loi notamment ceux ayant trait à l'Exposition et aux subventions aux communes) [31 décembre], p. 1437.

INDEMNITE.

— de charges militaires. — Voir RÉSOLUTIONS, 20.

— des conseillers généraux de la Seine. — Voir CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE.

— des conseillers municipaux de Paris et des conseillers généraux de la Seine. — Voir FRAIS DE REPRÉSENTATION.

— de logement des instituteurs. — Voir ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

INDIGENES DU TOGO ET DU CAMEROUN (Naturalisation des). — Voir COLONIES, 9.

INDOCHINE. — Voir COLONIES, 5, 6. — DOUANES, 36 à 47.

INDUSTRIELS. — Voir DÉLAIS.

INFIRMIERS ET INFIRMIERES. — Voir STATUTS, 1.

INFRACTION DE PORT D'ARMES. — Voir DISSOLUTION DES ASSOCIATIONS.

INONDATIONS EN INDOCHINE. — Voir COLONIES, 6.

INSCRIPTION MARITIME.

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à fixer la limite de l'inscription maritime dans les eaux maritimes des estuaires, fleuves, rivières et canaux fréquentés par les navires de mer. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des travaux publics, N° 83 [25 février], p. 198. — M. Leblanc dépose le rapport n° 155 [16 mars], p. 294. — M. Yves Le Trocquer dépose l'avis de la Commission des travaux publics N° 225 [24 mars], p. 375.

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à reclasser les agents de l'inscription maritime rétrogradés par application du décret-loi du 30 juin 1934. Voir Table de 1936, p. 88. — M. Bringer dépose le rapport N° 294 [27 mai], p. 484. — M. Hachette dépose l'avis de la Commission des finances, N° 582 [9 décembre], p. 1050. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé : « *Projet de loi tendant à atténuer les conséquences des déclassements individuels opérés dans le personnel des commis de l'inscription maritime par le décret-loi du 30 juin 1934.* » [23 décembre], p. 1174.

INSCRITS MARITIMES. — Modification du régime des pensions des inscrits maritimes (art. 149) (Loi de finances du 31 dé-

cembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 15).

INSTITUT NATIONAL DES SOURDS-MUETS.

— Création de cinq emplois de professeur (art. 119) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

INSTRUCTION PUBLIQUE. — Voir CONSEIL SUPÉRIEUR.

INSTRUMENTS DE MUSIQUE. — Voir DOUANES, 17.

INTERPELLATIONS

1 — **Accord anglo-italien en Méditerranée.** — **Rapports de la France avec ses alliés.**

1^o Demande d'interpellation de M. Marcel Plaisant sur les conséquences de l'accord anglo-italien et singulièrement en face des positions permanentes de la France, grande puissance méditerranéenne et africaine. Fixation ultérieure de la date de discussion [19 janvier], p. 15.

2^o Interpellation de M. Ambruster sur la politique extérieure que M. le Président du Conseil compte poursuivre en vue de resserrer nos liens d'amitié avec tous les alliés qui ont combattu avec la France de 1914 jusqu'à la victoire finale. Voir Table de 1936, p. 90. Rappel de l'interpellation sur la date: M. Ambruster. Jonction de l'interpellation à celle de M. Marcel Plaisant. Fixation ultérieure de la date de la discussion [19 janvier], p. 15. — Fixation au mardi 23 février de la discussion des interpellations [4 février], p. 89. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Ambruster, Marcel Plaisant, Bergeon, Marcel Cachin, Hachette. MM. Yvon Delbos, *Ministre des Affaires étrangères*; Gasnier-Duparc, *Ministre de la Marine*; le comte Louis de Blois. Ordre du jour de M. Bienvenu-Martin et plusieurs de ses collègues. Adoption, au scrutin [23 février], p. 180, 188.

2 — **Infractions à la loi de 1867 sur les sociétés.**

1^o Demande d'interpellation de M. Lesaché: a) sur le concours que le Gouvernement est disposé à apporter pour hâter la mise à l'ordre du jour de la Chambre des Députés des trois propositions de loi votées au mois de juillet 1936 par le Sénat, modifiant sur des points importants la loi de 1867 dans l'intérêt de l'épargne; b) sur les lenteurs et les frais excessifs des actions intentées soit par les parties civiles, soit par le parquet de la Seine pour infraction à la loi sur les sociétés. Fixation ultérieure de la date de discussion [19 janvier], p. 15. — Fixation au jeudi 11 février de la discussion [4 février], p. 89. — Fixation au jeudi 18 février de la discussion [10 février], p. 132. — Ajournement de la discussion [16 février], p. 164. — Fixation au mardi 9 mars de la discussion [2 mars], p. 219. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Lesaché, Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Vote de l'ordre du jour pur et simple [9 mars], p. 237.

2^o Demande d'interpellation de M. Lesaché à M. le Garde des Sceaux sur les raisons qui l'ont amené, lors de la présentation du décret-loi du 31 août 1937, relatif à la réforme de la loi de 1867 sur les sociétés, à abandonner certaines dispositions tutélaires de l'épargne, dont il avait lui-même reconnu la nécessité. Observations de M. Lesaché. Retrait de la demande d'interpellation [16 novembre], p. 900.

3 — **Industrie aéronautique.** — Demande d'interpellation de M. A. de La Grange sur la réorganisation de l'industrie aéronau-

tique et la nationalisation des usines d'aviation. Fixation ultérieure de la date de discussion [19 janvier], p. 15.

4 — **Retraite des employés et ouvriers communaux.** — Demande d'interpellation de M. Edouard Néron sur le délai dans lequel le Gouvernement compte saisir le Parlement des mesures législatives destinées à assurer une pension de retraite aux employés et ouvriers communaux. Sur la date: M. Néron. Fixation ultérieure de date de discussion [19 janvier], p. 15. — Fixation au jeudi 18 mars de la discussion [4 mars], p. 230. — Fixation au mardi 25 mai de la discussion [20 mai], p. 450. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Edouard Néron, Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; Le Gorgeu. Ordre du jour de MM. Serlin et Brasseur. Adoption [25 mai], p. 470.

5 — **Politique coloniale du Gouvernement. — Troubles de l'Afrique du Nord.** — Interpellation de M. Gautherot, sur la politique coloniale du Gouvernement et sur les troubles de l'Afrique du Nord. Voir Table de 1936, p. 89. — Rappel de la demande d'interpellation. MM. Gautherot, Léon Blum, *Président du Conseil*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [19 janvier], p. 15, 16.

6 — **Licences d'importation.** — Interpellation de M. Gaston Rogé, sur les mesures que M. le Ministre de l'Economie nationale compte prendre pour mettre un terme aux abus auxquels donne droit la répartition de certaines licences d'importation. Voir Table de 1936, p. 89. — Rappel de la demande d'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [19 janvier], p. 15. — Fixation de la discussion au mardi 9 février [21 janvier], p. 22. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement: MM. Gaston Rogé, Charles Spinasse, *Ministre de l'Economie nationale*. Clôture de l'incident [9 février], p. 105.

7 — **Importation de l'iode.** — Interpellation de M. Le Bail, sur les mesures prises relativement à l'importation de l'iode. Voir Table de 1936, p. 89. — Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [19 janvier], p. 15.

8 — **Complot communiste.** — Interpellation de M. Gautherot, sur le complot communiste ourdi contre la sûreté de l'Etat, en violation des traités franco-soviétiques. Voir Table de 1936, p. 89. — Rappel de l'interpellation. Sur la date: MM. Gautherot et Léon Blum, *Président du Conseil*. Fixation de la discussion de l'interpellation au mardi 2 février [19 janvier], p. 15. — Discussion. MM. Gautherot, Léon Blum, *Président du Conseil*; Henry-Haye, Clamamus, Yves Le Trocquer, le comte Louis de Blois, Emile Roussel. Ordre du jour pur et simple proposé par M. Cuminal. Adoption [2 février], p. 73.

9 — **Agents des postes, télégraphes et téléphones.** — Interpellation de M. Jean Philip sur les mesures arbitraires dont viennent d'être victimes un grand nombre d'agents de tout grade des postes, télégraphes et téléphones (rétrogradations, déplacements, licenciements). Voir Table de 1936, p. 90. — Rappel de l'interpellation. Fixation au mardi 26 janvier de la date de discussion de cette interpellation [19 janvier], p. 15. — Discussion. MM. Jean Philip, Babaud-Lacroze, Paul Laffont, Albert Peyronnet, Robert Jardillier, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*; le comte Louis de Blois. Ordre du jour de MM. Jean Philip, Babaud-Lacroze et plu-

sieurs de leurs collègues: MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Babaud-Lacroze. Retrait. Vote de l'ordre du jour pur et simple [26 janvier], p. 92.

10 — **Stations de radiodiffusion.** — Interpellation de M. Betoulle sur l'état d'avancement des travaux des stations de radiodiffusion, prévues en 1931 par la commission Ferrié, et spécialement sur les lenteurs apportées à l'édification de certaines de ces stations. Voir Table de 1936, p. 90. — Rappel de l'interpellation. Fixation au mardi 26 janvier de la date de discussion de cette interpellation [19 janvier], p. 15. — Discussion. MM. Betoulle, Albert Peyronnet, Robert Jardillier, *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*. Clôture de l'incident [26 janvier], p. 44.

11 — **Menées antifrancaises en Algérie.** — Interpellation de M. Roux-Fressineng sur les menées antifrancaises qui ne cessent de s'accroître en Algérie. Voir Table de 1936, p. 90. — Rappel de l'interpellation. Sur la date: MM. Roux-Fressineng et Léon Blum, *Président du Conseil*. Fixation au vendredi 29 janvier de la date de la discussion [19 janvier], p. 15, 16. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Roux-Fressineng, Cuttoli, Clamamus, Thibault, Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Ordre du jour de MM. Roux-Fressineng, Mauger, Marcel Régnier et Yves Le Trocquer: MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Roux-Fressineng. Retrait. Vote de l'ordre du jour pur et simple [29 janvier], p. 54, 62.

12 — **Agressions de Sartrouville.** — Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le Ministre de la Justice pour lui demander, à l'occasion de la double et odieuse agression de Sartrouville, quelles instructions il a données aux procureurs généraux en vue d'assurer la répression rapide et énergique d'attentats de ce genre et de quelle façon les procureurs généraux ont exécuté ces instructions, notamment en ce qui concerne l'agression dont M. Formysin a été victime à Soissons au mois de septembre dernier. Fixation ultérieure de la date de la discussion [21 janvier], p. 22. — Fixation au mardi 16 février de la discussion [4 février], p. 89. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Charles Reibel, Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Clôture de l'incident [16 février], p. 155.

13 — **Main-d'œuvre agricole et loi de quarante heures.** — Demande d'interpellation de M. Albert Ouvré à M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures qu'il compte prendre avec M. le Ministre du Travail pour parer au drainage intensif de la main-d'œuvre agricole qui se fait actuellement par suite de l'application brusquée de la loi de quarante heures et notamment pour assurer à l'agriculture tout son besoin de main-d'œuvre spécialisée lors des prochains travaux de binage des betteraves. Fixation ultérieure de la date de la discussion [10 février], p. 127. — Fixation au jeudi 11 mars de la discussion [25 février], p. 206. — Discussion. MM. Albert Ouvré, Edouard Néron, Hachette, Eugène Millès-Lacroix, Beaumont, de La Grandière, Viellard, Veysière, Charles Dumont, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Lebas, *Ministre du Travail*; Harent, Martin-Binachon, Borgeot. Ordre du jour de M. Albert Ouvré et de plusieurs de ses collègues: M. Albert Ouvré. Adoption [11 mars], p. 272.

14 — **Libertés communales et indépendance des employés communaux.** — De-

mande d'interpellation de M. Louis Linÿer à M. le Ministre de l'Intérieur sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement entend sauvegarder dans les mesures envisagées pour l'amélioration légitime de la situation du personnel municipal, et particulièrement des secrétaires de mairie, les libertés communales et l'indépendance des employés communaux. Fixation ultérieure de la date de la discussion [23 février], p. 178. — Fixation de la discussion au jeudi 18 mars [4 mars], p. 230. — Fixation de la discussion au mardi 25 mai [20 mai], p. 450. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Louis Linÿer, Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*; Raoul Aubaud, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Ordre du jour de M. Eugène Millières-Lacroix: M. Eugène Millières-Lacroix. Ordre du jour pur et simple, proposé par M. Clamamus: M. Clamamus. Observation de M. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*. Retrait de l'ordre du jour pur et simple. Adoption de l'ordre du jour de M. Eugène Millières-Lacroix [25 mai], p. 475.

15 — Politique économique du Gouvernement. — Accords commerciaux.

1° Demande d'interpellation de M. Tournan à M. le Président du Conseil sur la politique économique du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 mars], p. 293. — Demande d'interpellation de M. Tournan à M. le Président du Conseil sur la politique économique du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de discussion [18 novembre], p. 934. — Fixation au mardi 14 décembre de la discussion de l'interpellation [2 décembre], p. 1004. — Jonction de l'interpellation à celle de M. Jean Bosc [14 décembre], p. 1055.

2° Demande d'interpellation de M. Jean Bosc à M. le Ministre du Commerce et à M. le Ministre de l'Economie nationale sur leur politique économique et leur doctrine en matière d'accords commerciaux. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 mars], p. 293. — Demande d'interpellation de M. Jean Bosc à M. le Ministre du Commerce sur sa politique économique et sa doctrine en matière d'accords commerciaux. Observations de M. Jean Bosc. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 novembre], p. 900, 901. — Fixation au mardi 14 décembre de la discussion de l'interpellation [7 décembre], p. 1034. — Discussion des interpellations. Désignation de commissaires du Gouvernement. M. Jean Bosc. MM. Tournan, Edouard Néron. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [14 décembre], p. 1055, 1062. — Suite de la discussion: MM. Farjon, Ulysse Fabre, Maulion, Pierre Chaumié, Roux-Freissineng, Charles Reibel, Chapsal, *Ministre du Commerce*. Ordre du jour de M. Jean Bosc et plusieurs de ses collègues. Adoption [17 décembre], p. 1097, 1105.

16 — **Accord franco-autrichien. Produits forestiers.** — Demande d'interpellation à M. le Ministre des Affaires étrangères de M. Edouard Néron sur les résultats et les suites de l'accord préférentiel franco-autrichien relatif aux produits forestiers. Fixation ultérieure de la date de discussion [18 mars], p. 319.

17 — **Evénements de Tunisie.** — Demande d'interpellation à M. le Ministre des Affaires étrangères de M. Desjardins sur les événements de Tunisie ainsi que sur les fautes qui en ont été la cause. Fixation ultérieure de la date de discussion [18 mars], p. 319. — Reprise de la

demande d'interpellation [29 juin], p. 711. — Rappel de la demande d'interpellation. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 novembre], p. 900.

18 — **Assurances sociales dans l'agriculture.** — Demande d'interpellation de M. Cassez à M. le Ministre du Travail sur les conditions d'application dans l'agriculture de la loi sur les assurances sociales. Observations de M. Cassez. Fixation au jeudi 29 avril de la discussion [27 avril], p. 419. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Cassez, Maurice Dormann, Joseph Faure, de La Grandière, Lebas, *Ministre du Travail*; le comte Louis de Blois. Ordre du jour de M. Cassez et de plusieurs de ses collègues. Adoption au scrutin [29 avril], p. 437.

19 — **Semaine de quarante-huit heures dans les campagnes.** — Demande d'interpellation de M. Albert Thibault à M. le Ministre du Travail sur les graves conséquences de l'application de la semaine de quarante-huit heures dans les corporations ouvrières de la campagne, pour la valable raison qu'elle portera à la fois un grand préjudice aux intérêts de l'agriculture et du petit commerce. Observations de M. Albert Thibault. Fixation au jeudi 20 mai de la discussion [27 avril], p. 419. Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Albert Thibault, Lebas, *Ministre du Travail*; Georges de Grandmaison, Delhoume. Ordre du jour de M. Albert Thibault et plusieurs de ses collègues: MM. Maurice Violette, *Ministre d'Etat*; Albert Thibault, Lebas, *Ministre du Travail*. Rejet, au scrutin, après pointage, de l'ordre du jour pur et simple. Ordre du jour de M. Babaud-Lacroze et plusieurs de ses collègues: MM. Lebas, *Ministre du Travail*; Albert Thibault. Adoption [20 mai], p. 451.

20 — **Hymne national et drapeau national.** — Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le Président du Conseil sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer le respect des emblèmes que la France s'est donnés et, en particulier, l'intégrité de l'hymne national et du drapeau national. Fixation ultérieure de la date de la discussion de l'interpellation [27 avril], p. 419. — Fixation de la discussion au mardi 8 juin [25 mai], p. 469. — Discussion. MM. Charles Reibel, Léon Blum, *Président du Conseil*. Clôture de l'incident [8 juin], p. 577.

21 — **Remplacement de magistrats mis à la retraite.** — Demande d'interpellation de M. Coucoureux à M. le Ministre de la Justice sur les retards apportés au remplacement des magistrats mis à la retraite le 1^{er} avril. Fixation ultérieure de la date de la discussion [29 avril], p. 443. — Sur la date: Observation de M. Léon Blum, *Président du Conseil*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [25 mai], p. 469. — Fixation au vendredi 4 juin de la discussion [27 mai], p. 485. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Coucoureux, Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*; Henry Merlin. Ordre du jour de M. Coucoureux. Adoption [4 juin], p. 553.

22 — **Fonctionnement de la justice et application des lois.** — Demande d'interpellation de M. Léon Bérard à M. le Ministre de la Justice sur les anomalies constatées dans le fonctionnement de la justice et l'application des lois. Fixation ultérieure de la date de la discussion [20 mai], p. 450. — Fixation au mardi 29 juin de la discussion [27 mai], p. 485.

23 — **Retrait d'honorariat.** — Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à

M. le Ministre de la Justice sur les raisons qui l'ont amené à retirer l'honorariat à M. Sihen, premier président honoraire de la cour de Colmar. Fixation au vendredi 4 juin de la discussion [27 mai], p. 485. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Charles Reibel, Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Ordres du jour: 1^o pur et simple, proposé par M. Lisbonne et plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Charles Reibel. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple [4 juin], p. 555.

24 — **Prérogatives départementales et communales.** — Demande d'interpellation de M. Paul Laffont à M. le Ministre de la Santé publique sur l'atteinte portée aux prérogatives départementales et communales par un décret statuant sur des matières qui demeurent de la compétence législative et qui sont en instance devant le Sénat. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 mai], p. 485. — Fixation au mardi 15 juin de la discussion [3 juin], p. 531. — Discussion. MM. Paul Laffont, Jean Bosc, Henri Sellier, *Ministre de la Santé publique*. Ordre du jour de MM. Paul Laffont et plusieurs de ses collègues: MM. Henri Sellier, *Ministre de la Santé publique*; Paul Laffont. Adoption de l'ordre du jour modifié [15 juin], p. 643.

25 — **Légion d'honneur et médaille militaire.** — Demande d'interpellation de M. Louis Linÿer à M. le Ministre des Finances sur les motifs graves pour lesquels les titulaires de la Légion d'honneur et de la médaille militaire se sont trouvés, le 1^{er} juin, devant des guichets fermés et sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à manquer à un engagement de l'Etat à l'égard de créanciers qui devraient avoir un caractère privilégié. Fixation ultérieure de la date de la discussion [3 juin], p. 531.

26 — **Propagande antifranaise en Algérie.** — Demande d'interpellation de M. Desjardins à M. le Ministre de la Justice sur les raisons pour lesquelles un individu condamné à un an de prison pour provocation des indigènes algériens à des manifestations contre la souveraineté française et dont la condamnation est devenue définitive depuis le 25 janvier 1936, n'a pas été incarcéré et continue librement en Algérie sa néfaste propagande antifranaise. Observations de MM. Desjardins et Marc Rucart, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [4 juin], p. 552. — Fixation au vendredi 25 juin de la date de discussion [4 juin], p. 560. — Fixation au mardi 29 juin de la date de discussion [15 juin], p. 642. — Reprise de la demande d'interpellation [29 juin], p. 711. — Rappel de la demande d'interpellation et fixation ultérieure de la date de discussion [16 novembre], p. 900.

27 — **Semaine de quarante heures.** — Demande d'interpellation de M. Marcel Régnier sur les modalités d'application de la loi de quarante heures [2 juillet], p. 768. Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 novembre], p. 900.

28 — **Défense nationale.** — Demande d'interpellation de M. Paul Bénazet sur l'état de la défense nationale. Observations de M. Paul Bénazet. Fixation de la discussion au vendredi 10 décembre [16 novembre], p. 900. — Ajournement de la discussion [7 décembre], p. 1034.

29 — **Loi du 15 août 1936. — Prix du blé.** — Demande d'interpellation de M. Hachette

à M. le Ministre de l'Agriculture sur les conditions dans lesquelles est appliquée la loi du 15 août 1936, notamment en ce qui concerne la fixation du prix du blé. Observations de M. Hachette. Fixation de la discussion au mardi 23 novembre [16 novembre], p. 900. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Hachette, Patizel, Jacques Benoist, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Abel Lefèvre, René Courtier, J. Loubet, J.-L. Duménil, de La Grandière. Ordre du jour de M. Hachette et d'un grand nombre de ses collègues. Ordre du jour pur et simple, proposé par M. Marcel Donon: MM. Marcel Donon, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption, au scrutin [23 novembre], p. 943.

30 — **Course aérienne Istres-Damas-Paris.** — Demande d'interpellation de M. Armbruster à M. le Ministre de l'Air sur les conditions dans lesquelles la course aérienne Istres-Damas-Paris a été préparée. Observations de M. Armbruster. Jonction de l'interpellation à celle de M. Paul Bénazet [16 novembre], p. 900. — Ajournement de la discussion [7 décembre], p. 1034. — Voir INTERPELLATIONS, 28.

31 — **Travaux d'intérêt agricole (Aménagements ruraux).** — Demande d'interpellation de M. Toy-Riont à M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture sur les conditions dans lesquelles sont exécutés les engagements pris par le Gouvernement, notamment par M. le Ministre des Finances dans sa déclaration publique du 7 août à Périgueux, en ce qui concerne la poursuite des travaux d'intérêt agricole (aménagements ruraux) entrepris par les collectivités locales, avant la constitution du cabinet. Fixation de la discussion au mardi 23 novembre [16 novembre], p. 900. — Ajournement de la discussion [23 novembre], p. 957.

32 — **Fièvre aphteuse.** — Demande d'interpellation de M. Toy-Riont à M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures prises par le Gouvernement pour empêcher la propagation de la fièvre aphteuse, sur les sanctions que comportent les négligences commises à cet égard et sur les mesures qu'il compte proposer au Parlement pour venir en aide aux nombreux éleveurs qui en ont été victimes. Fixation de la discussion au mardi 23 novembre [16 novembre], p. 900. — Ajournement de la discussion [23 novembre], p. 957.

33 — **Lycée et collège de jeunes filles de Rodez.** — Demande d'interpellation de M. Raynaldy à M. le Ministre de l'Éducation nationale sur les raisons pour lesquelles le personnel enseignant indispensable au lycée de Rodez et au collège de jeunes filles est obstinément refusé, et sur les mesures qu'il compte prendre pour rendre aux deux établissements d'enseignement secondaire de cette ville les éléments de prospérité dont ils sont privés. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 novembre], p. 900.

34 — **Crise agricole et abandon de la terre.** — Demande d'interpellation de M. Beaumont sur la crise agricole, plus spécialement en ce qui concerne l'abandon de la terre et la mévente du bétail, situation qui constitue un très gros danger national. Observations de M. Beaumont. Fixation de la discussion au mardi 23 novembre [16 novembre], p. 900. — Jonction de l'interpellation de M. Victor Judet (Produits agricoles). Ajournement de la discussion [23 novembre], p. 957. — Discussion. Désignation de commissaires du Gou-

vernement. MM. Beaumont, Victor Judet, Edouard Néron, Delhoume, Connevot, Joseph Faure, Pelletier, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Louis Linyer, Pierre Chaumié. Ordre du jour de M. Beaumont et de plusieurs de ses collègues. Adoption [26 novembre], p. 963.

35 — **Caisse de crédit aux départements et aux communes.** — Demande d'interpellation de M. Paul Laffont à M. le Ministre des Finances sur les mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour permettre à la caisse de crédit aux départements et aux communes de remplir la mission qui lui a été dévolue par la loi en ce qui concerne le financement des travaux départementaux et communaux et assurer l'indépendance de cet établissement à l'égard du Trésor public ou de toutes autres institutions. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 novembre], p. 900.

36 — **Emprunt de la défense nationale.** — Demande d'interpellation de M. Desjardins sur la nécessité d'établir le bilan exact de la politique financière du Ministère Blum-Auriol et, notamment, de contrôler l'emploi des fonds provenant de l'emprunt dit de la défense nationale. Observations de M. Desjardins. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 novembre], p. 900.

37 — **Crise de la dénatalité.** — Demande d'interpellation de M. Georges Pernot à M. le Président du Conseil sur la situation démographique révélée par les dernières statistiques du mouvement de la population et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour conjurer la crise de dénatalité qui met en péril les intérêts vitaux de la nation. Observations de M. Pernot. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 novembre], p. 900.

38 — **Défense anti-aérienne.** — Demande d'interpellation de M. J.-P. Rambaud à M. le Président du Conseil sur l'état de la défense anti-aérienne du territoire. Fixation ultérieure de la date de la discussion [23 novembre], p. 942.

39 — **Revalorisation du bois.** — Demande d'interpellation de M. Edouard Néron à M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures qu'il compte prendre en vue de maintenir les résultats acquis en ce qui concerne la revalorisation du bois et pour accentuer cette revalorisation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [23 novembre], p. 942. — Fixation au jeudi 2 décembre de la date de la discussion [26 novembre], p. 962. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Edouard Néron, André Liautey, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture*; le comte de Leusse, Pierre Chaumié, Gaston Bazile, Sigris, Charles Dumont. Ordre du jour de M. Edouard Néron et plusieurs de ses collègues. Adoption, au scrutin [2 décembre], p. 1004.

40 — **Produits agricoles et bétail. — Lois sociales dans l'agriculture.** — Demande d'interpellation de M. Victor Judet à M. le Ministre de l'Agriculture sur la revalorisation des produits agricoles et, en particulier, du bétail ainsi que sur les lois sociales dans leur application à l'agriculture. Jonction de l'interpellation à celle de M. Beaumont [23 novembre], p. 957. — Pour la discussion, voir INTERPELLATIONS, 34.

41 — **Vignerons de Saône-et-Loire.** — Demande d'interpellation de M. Maupoil à M. le Ministre de l'Agriculture au sujet des décrets des 11 août et 4 septembre 1937 et de leurs conséquences en ce qui concerne les vignerons de Saône-et-Loire.

Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 décembre], p. 1054.

42 — **Tarifs de chemins de fer.** — Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le Ministre des Travaux publics sur les conséquences injustes et funestes, notamment au point de vue du coût de la vie et pour l'économie générale du pays, qu'entraînerait une nouvelle élévation des tarifs de chemins de fer. Fixation ultérieure de la date de la discussion [21 décembre], p. 1124.

43 — **Exercice de la pharmacie.** — Dépôt, par M. Emile Vincent, d'une demande d'interpellation: 1° sur les graves difficultés qui vont résulter pour l'exercice de la pharmacie de l'application du décret du 9 novembre 1937 et de l'arrêté du 18 novembre 1937 sur le commerce des substances vénéneuses; 2° sur les charges qui vont découler de ces dispositions nouvelles pour les malades, pour les budgets d'assistance et sur les répercussions sérieuses qu'elles peuvent avoir sur une de nos plus importantes industries d'exportation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [23 décembre], p. 1184.

INVALIDES DE LA MARINE. — Subvention à l'établissement national des invalides de la marine (art. 195) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 18).

IODE. — Voir INTERPELLATIONS, 7.

ISTRES-DAMAS-PARIS (Course aérienne). — Voir INTERPELLATIONS, 30.

ITALIE (Assurances sociales). — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6.

J

JEUX. — Déduction forfaitaire sur le produit brut des jeux dans les casinos (art. 131) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

JOURNAUX ET PERIODIQUES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 69 de la loi de finances du 29 avril 1926 sur l'affranchissement des journaux et périodiques (n° 351, année 1936). Voir Table de 1936, p. 90. — Vote de la question préalable [21 décembre], p. 1125.

JUGEMENTS. — Fixation à 1 fr. 50 par jugement ou arrêt de la taxe destinée à la rétribution des greffiers (art. 33) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 6).

JUSTICE (Fonctionnement de la). — Voir INTERPELLATIONS, 22.

L

LAIT ET PRODUITS RESINEUX. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 2 juillet 1935 tendant à l'organisation et à l'assainissement des marchés du lait et des produits résineux. Renvoi à la Commission de l'agriculture, n° 157 [16 mars], p. 311.

LANDES (Département des) (Société minière). — Dépôt d'un projet de loi, por-

tant autorisation pour le département et les communes des Landes de souscrire aux actions d'une société minière. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 108 [9 mars], p. 236. — M. Coucoureux dépose le rapport n° 183 [18 mars], p. 330. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. — Adoption de l'article unique du projet de loi [19 mars], p. 342, 354. — Promulgation: Loi du 21 avril 1937 (*J. O.* du 22 avril, p. 4522).

LAVIT (Tarn-et-Garonne). — Voir BARDIGUES.

LEGION AMERICAINE (Séjour de la). — Voir CRÉDITS, 11.

LEGION D'HONNEUR. — Voir INTERPELLATIONS, 25. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 2 à 5.

LETTRES DE CHANGE. — Voir CODE DE COMMERCE, 1.

LETTRES RECOMMANDÉES. — Voir OBJETS CHARGÉS.

LIBERTES COMMUNALES. — Voir INTERPELLATIONS, 14.

LICENCE POUR LES AGENCES DE VOYAGES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer une licence pour les agences de voyages. Renvoi à la Commission du commerce, n° 134 [16 mars], p. 294. — M. Bender dépose le rapport n° 174 [18 mars], p. 319. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale. M. Emile Bender, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 342, 353. — Promulgation: Loi du 4 avril 1937 (*J. O.* du 8 avril, p. 4018).

LICENCES D'IMPORTATION. — Prorogation du délai de perception de la taxe spéciale sur les importateurs de produits contingentés (art. 19) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

Voir DOUANES, 22 à 30. — INTERPELLATIONS, 6. — RÉOLUTIONS, 6.

LIEGES. — Voir DOUANES, 18.

LILLE (Rattachement de terrains de la commune de Loos). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher à la commune de Lille (canton de Lille-Sud-Ouest, arrondissement de Lille) certaines parcelles de terrains appartenant à la commune de Loos (canton d'Haubourdin, arrondissement de Lille, département du Nord). Renvoi à la Commission de l'administration, n° 119. [11 mars], p. 272.

LIMONADES. — Voir DOUANES, 47.

LIN. — Encouragements à la culture du lin. — Prorogation de la date d'expiration des dispositions de la loi du 4 juillet 1931 (art. 128) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

LIVRES. — Extension aux livres des exonérations de taxe à la production prévues en faveur des journaux (art. 30) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 6).

LIVRES ET PUBLICATIONS DE PROPAGANDE EN INDOCHINE. — Voir DOUANES, 38.

LIVRET DE CAPACITE CIVILE DES FEMMES. — Voir FEMMES.

LOCAUX D'HABITATION. — Voir LOYERS, 5.

LOI DU 14 AVRIL 1832. — Voir ARMÉE, 3.

LOI DU 21 JUIN 1865. — Voir ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL.

LOI DU 22 JUILLET 1867. — Voir INTERPELLATIONS, 2.

LOI DU 29 JUILLET 1881. — Voir COLONIES, 2. — PRESSE.

LOI DU 29 JUIN 1894. — Voir MINES, 3.

LOI DU 15 FEVRIER 1902. — Voir SANTÉ PUBLIQUE. — SERVICES D'HYGIÈNE.

LOI DU 16 FEVRIER 1902. — Voir EXPROPRIATION.

LOI DU 21 DECEMBRE 1916. — Voir ARMÉE, 5.

LOI DE FINANCES DU 31 DECEMBRE 1917. — Voir COLONIES, 4.

LOI DU 23 AVRIL 1924. — Voir VEUVES DES MAITRES-OUVRIERS MILITAIRES RETRAITÉS.

LOI DU 7 JUILLET 1925. — Voir EFFETS DE COMMERCE.

LOI DU 26 JUILLET 1926. — Voir CHAMBRES DE MÉTIERS.

LOI DU 14 AOUT 1926. — Voir PARIS.

LOI DU 21 MARS 1928. — Voir PENSIONS, 6.

LOI DU 31 MARS 1928. — Voir ARMÉE, 1.

LOI DU 14 AVRIL 1932. — Voir ARMÉE, 3.

LOI DU 12 JUILLET 1934. — Voir MARINE MARCHANDE, 3.

LOI DU 26 JUILLET 1935. — Voir MÉDECINE.

LOI DU 22 MARS 1936. — Voir MAGASINS A PRIX UNIQUE.

LOI DU 25 MARS 1936. — Voir DROITS D'ENREGISTREMENT.

LOI DU 15 AOUT 1936. — Voir INTERPELLATIONS, 29.

LOI DU 19 AOUT 1936. — Voir COMITÉ NATIONAL DE SURVEILLANCE DES PRIX. — HAUSSE INJUSTIFIÉE DES PRIX.

LOI DU 21 AOUT 1936. — Voir DÉLAIS AUX COMMERÇANTS.

LOI DU 26 AOUT 1936. — Voir ASSURANCES SOCIALES.

LOI DU 13 AVRIL 1937. — Voir MINES, 2.

LOI DE « CADENAS ». — Voir RÉOLUTIONS, 6.

LOI MONÉTAIRE DU 1^{er} OCTOBRE 1936 (Modification de l'article 6). — Projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936. (Disjonction des articles 10 *quater* à 10 *septies* du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1936 au titre du Budget général et des budgets annexés; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921.) Demande de discussion immédiate. M. Gardey dépose et lit le rapport n° 70. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission de législation, par M. Clément Raynaud, n° 71. Art. 1^{er}: M. le comte Louis

de Blois. Adoption. Art. 2: amendement de M. Boivin-Champeaux: MM. Boivin-Champeaux, Vincent Aurio, *Ministre des Finances*. Adoption (devenant l'article 2). Art. 3: demande de suppression de l'article, par M. Brasseur: M. Brasseur. Adoption. Art. 4 et 5 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936.* » [16 février], p. 154, 158. — Promulgation: Loi du 18 février 1937 (*J. O.* du 19 février, p. 2274).

Voir EMPRUNT.

LOI DE QUARANTE HEURES. — Voir INTERPELLATIONS, 13. — RÉOLUTIONS, 5.

LOIS D'INTERET GENERAL. — Voir COLONIES, 8.

LOOS (Commune de). — Voir LILLE.

LOTISSEMENTS. — Autorisations d'engagements de dépenses pour l'aménagement des lotissements défectueux (art. 162) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 16).

LOUBET (Monument Emile). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder à la Ville de Montélimar une subvention de 100.000 francs pour l'érection d'un monument à la mémoire du Président Emile Loubet. Voir Table de 1936, p. 92. — M. Manuel Fourcade dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport n° 44 [9 février], p. 109. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi [11 février], p. 140. — Promulgation: Loi du 3 avril 1937 (*J. O.* des 5 et 6 avril, p. 3923).

LOUEURS DE LOCAUX ET D'INSTALLATIONS A USAGE COMMERCIAL. — Voir CODE DU TRAVAIL, 7.

LOYERS ET FERMAGES.

1 — **Baux à ferme.** — Réduction des prix. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 1^{er} et 3 de la loi du 8 avril 1933, modifiée par les lois des 22 mars 1934 et 2 juillet 1935, autorisant au profit du fermier la réduction des prix des baux à ferme. Voir Table de 1936, p. 56 (*Baux*). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport n° 173 [18 mars], p. 319.

2 — **Baux ruraux.** — Article 1769 du code civil. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 1769 du code civil relatif à la révision du prix des baux ruraux. Voir Table de 1935, p. 44. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport n° 173 [18 mars], p. 319.

3 — **Délais de libération des loyers arriérés.**

1° Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Odin tendant à accorder aux locataires des délais de libération des loyers arriérés. Renvoi à la Commission de législation, n° 158 [18 mars], p. 319.

2° Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant, en matière de loyers, à accorder des délais au locataire, nonobstant toutes clauses contraires ou résolutives. Voir Table de 1933 (Session extraordinaire), p. 29. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

4 — **Immeubles ou locaux à usage commercial ou industriel.**

1° Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la révision générale de la loi

du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933 et 2 février 1937, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Renvoi à la Commission de législation, N° 348 [3 juin], p. 530. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [19 juin], p. 682. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 628 [17 décembre], p. 1105. — M. Caillier dépose l'avis N° 635 [23 décembre], p. 1172. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Raynaldy. Contre-projet de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Clamamus, Georges Pernot, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Contre-projet de M. Louis Linÿer: M. Georges Pernot, Retrait. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [24 décembre], p. 1223. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la révision générale de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933 et 2 février 1937, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 664 [30 décembre], p. 1423. — Ajournement de la discussion [30 décembre], p. 1431.

2^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Renvoi à la Commission de législation, N° 676 [31 décembre], p. 1436. — Demande de discussion immédiate. M. Georges Pernot, dépose et lit le rapport N° 687. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission du commerce, par M. Caillier. Discussion générale: M. Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [31 décembre], p. 1437, 1452. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 124).

5 — Locaux d'habitation.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification de la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par les lois des 29 juin 1929, 30 juin 1933, 25 juin 1934, 4 avril 1935, 30 juin 1935 et 30 juin 1936, réglant les rapports des bailleurs et des locataires des locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation N° 397. Demande de discussion immédiate [30 juin], p. 716. — M. Pierre Chaumié dépose et lit le rapport N° 407. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Georges Pernot, Pierre Chaumié, *Rapporteur*; Clamamus, Charles Reibel. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juin], p. 726. — Promulgation: Loi du 30 juin (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 7429).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier ou à compléter certaines dispositions de la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, réglant les rapports entre

bailleurs et locataires de locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation, N° 566 [1^{er} décembre], p. 1000. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 627 [17 décembre], p. 1105. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Louis Linÿer. Art. 1^{er} (rejeté par la commission): Reprise, par MM. Clamamus et Marcel Cachin, avec modifications, du texte adopté par la Chambre des Députés: MM. Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Art. 2: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption de l'article. Art. 3: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Rejet. Adoption de l'article. Art. 4 (rejeté par la commission): Reprise, par MM. Clamamus et Marcel Cachin, avec modifications, du texte adopté par la Chambre des Députés: MM. Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Art. 5: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Georges Pernot, Babaud-Lacroze, de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Rejet. Adoption de l'article modifié. Art. 5 bis nouveau: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption. Art. 6: adoption. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Pierre Chaumié. Rejet. Art. 7: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Pointage. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Retrait. Vote sur l'ensemble de l'article réservé. Art. 7 bis: Demande de suppression de l'article, par MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article. Adoption de l'article 8. Art. 9: Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin. Retrait. Amendement de M. Georges Pernot: MM. Georges Pernot, de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Mauger. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 10 (rejeté par la commission): Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Rejet. Art. 10 ter: M. Boivin-Champeaux. Adoption. Art. 11 et dernier: M. Pierre Chaumié. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article. Résultat, après pointage, du scrutin sur l'amendement de M. Pelletier à l'article 7. Rejet. Amendement de M. Lefas. Adoption. Adoption de l'article 7 modifié. Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 décembre], p. 1206, 1216. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation, N° 663 (urgence déclarée) [29 décembre], p. 1416. — M. Boivin-Champeaux dépose et lit le rapport N° 675. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordon-

née. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er} (rejeté par la commission): Amendement de M. Alexandre Bachelet: MM. Alexandre Bachelet, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet. Art. 2: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Amendement de M. Alexandre Bachelet: M. Alexandre Bachelet. Rejet. Adoption de l'article. Art. 3 à 5: adoption. Art. 6: adoption. Art. 7: Amendement de M. Alexandre Bachelet: MM. Alexandre Bachelet, Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; de Courtois, président de la Commission de législation; Auguste Mounié. Retrait. Amendement de MM. Georges Maurice et Pierre Chaumié: MM. Georges Maurice, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Pierre Chaumié. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 7 bis et 8: adoption. Art. 9: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption. Art. 10 ter, 10 quater, 11: adoption. Article additionnel 12 proposé par M. Georges Pernot: M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 1428. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation, N° 683. Dépôt et lecture, par M. Boivin-Champeaux, du rapport N° 686. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 1^{er}: adoption. Art. 2: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption. Art. 3: adoption. Art. 7. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 9, 10 ter, 10 quater: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1437, 1450. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation, N° 696 [31 décembre], p. 1487. — Dépôt et lecture, par M. Boivin-Champeaux, du rapport N° 700. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 2 et 3: adoption. Art. 7: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*; Vincent Auriol, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Georges Pernot. Adoption, au scrutin. Art. 9: Amendement de M. Lefas: MM. Lefas, de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Adoption. Amendements de M. Lefas: M. Lefas. Retrait. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1492. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles mo-

difications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par la loi du 29 juin 1929, réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. Renvoi à la Commission de législation, N° 703. Dépôt et lecture, par M. Boivin-Champeaux, du rapport N° 705. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 2, 3 et 7: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1506. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (*J. O.* du 1^{er} janvier, p. 123).

6 — **Revision des baux à loyers.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moïse Lévy sur la revision des baux à loyers. Renvoi à la Commission de législation, N° 538 [18 novembre], p. 934.

Voir CODE DU TRAVAIL, 7.

LYCEE ET COLLEGE DE RODEZ. — Voir INTERPELLATIONS, 33.

LYON (Aliénation d'un immeuble, 47, rue Gaillon). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'aliénation d'un immeuble sis à Lyon, 47, rue Gaillon, et anciennement occupé par la manufacture des tabacs de cette ville. Renvoi à la Commission des finances, N° 92 [4 mars], p. 224. — M. Henri Roy dépose le rapport N° 317 [1^{er} juin], p. 515. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 juin], p. 577. — Promulgation: Loi du 16 juin 1937 (*J. O.* du 17 juin, p. 6768).

M

MACHINES

— à coudre. — Voir DOUANES, 50.

— pour la fabrication des conserves de viande. — Voir DOUANES, 51.

MADAGASCAR. — Voir DOUANES, 48.

MAGASINS A COMMERCES MULTIPLES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à interdire la création et le développement des magasins à commerces multiples. Renvoi à la Commission du commerce, N° 198 [23 mars], p. 366.

MAGASINS A PRIX UNIQUE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour effet de proroger la loi du 22 mars 1936 interdisant l'ouverture de nouveaux magasins à prix unique. Renvoi à la Commission du commerce, N° 80 [23 février], p. 178. — M. Caillier dépose un rapport N° 124 [11 mars], p. 287. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Caillier, *Rapporteur*; Paul Bastid, *Ministre du Commerce*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [19 mars], p. 345. — Promulgation: Loi du 31 mars 1937 (*J. O.* du 1^{er} avril, p. 3722).

MAGISTRATS. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 5.

MAGISTRATS MIS A LA RETRAITE. — Voir INTERPELLATIONS, 21.

MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE. — Voir INTERPELLATIONS, 13.

MAIRES (Allocations de vieillesse aux anciens). — Voir FRAIS DE REPRÉSENTATION.

MAIS. — Voir DOUANES, 43.

MAISON D'ARRET A VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE. — Voir RÉOLUTIONS, 8.

MAITRES ET MAITRESSES D'INTERNAT. — Voir STATUTS, 5.

MAITRES OUVRIERS MILITAIRES RETRAITÉS. — Voir VEUVES.

MALADIES CONTAGIEUSES DECIMANT LE CHEPTEL NATIONAL. — Voir RÉOLUTIONS, 16.

MALTS. — Voir DOUANES, 18.

MANIFESTATIONS SUR LA VOIE PUBLIQUE. — Proposition de loi tendant à régler les manifestations sur la voie publique. Voir Table de 1934, p. 84. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

MARCHANDISES.

— danoises. — Voir DOUANES, 23.

— étrangères. — Voir DOUANES, 5, 55, 58.

— originaires d'Estonie. — Voir DOUANES, 24.

— originaires de Roumanie. — Voir DOUANES, 25.

MARCHES. — Budget annexe des poudres. Autorisation d'engagements au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle (art. 54). Budget de la guerre. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisations d'engagement (art. 165). Budget de la marine. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisations d'engagement (art. 173). Budget de l'air. Marchés concernant la mobilisation industrielle. Autorisations d'engagement (art. 183) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 8, 16, 17, 18).

MARCHES DE LA GUERRE. — Dépôt du rapport annuel [3 juin], p. 930.

MARINE.

1 — **Postes électro-sémaphoriques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du tableau annexe de la loi du 18 juillet 1895, modifiée le 27 mai 1933, concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques. Voir Table de 1936, p. 93. — M. Bringer dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 412 [2 juillet], p. 737.

2 — **Solde de campagne. — Croisière d'Espagne.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer le solde de campagne au personnel des bâtiments affectés à la croisière d'Espagne. Renvoi à la Commission des finances, N° 499 [7 juillet], p. 866. — Demande de discussion immédiate [7 juillet], p. 867. — M. Farjon dépose le rapport N° 583 [9 décembre], p. 1050. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 décembre], p. 1097.

3 — **Loi de finances.** — Programme naval. Mise en chantier de la tranche 1938 (art. 105). Fixation de l'effectif des officiers de marine (art. 168). Fixation de l'effectif des marins des équipages de la flotte et des officiers marinières (art. 169). Fixation de l'effectif du personnel technique et ouvrier des services des constructions navales et de l'artillerie navale (art. 170). Fixation du nombre maximum des admissions à la retraite proportionnelle d'officiers des différents corps de la

marine et des congés spéciaux à accorder au personnel navigant de l'aéronautique maritime (art. 171). Autorisation d'imputer par anticipation sur les crédits de l'exercice 1939 les excédents de dépenses qui pourraient se produire en 1938 dans les constructions prévues par les programmes navals (art. 172). Maximum du produit de la vente du matériel en excédent ou inutilisable et des unités condamnées (art. 174). Etat des constructions neuves de la marine (art. 175). Aéronautique maritime. Autorisations d'engagements (art. 176). (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11, 17).

Voir CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 1, 2.

MARINE MARCHANDE.

1 — **Marins du commerce. — Indemnités pour pertes d'équipement.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les indemnités accordées aux marins du commerce pour pertes d'équipement. — Voir Table de 1933 (session extraordinaire), p. 29. — M. Abel Gardey dépose l'avis de la Commission des finances, N° 95 [4 mars], p. 225. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [9 mars], p. 237. — Promulgation: Loi du 26 mars 1937 (*J. O.* du 28 mars, p. 3658).

2 — **Flotte de charge et crédit maritime.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant reconstitution de la flotte de charge française et modification aux lois sur le crédit maritime. Renvoi à la Commission de la marine, N° 442 [6 juillet], p. 779. — M. Rio dépose le rapport N° 456 [6 juillet], p. 782. — Demande de discussion immédiate. — Discussion des conclusions du rapport ci-dessus. Exposé de M. Rio, *Président et Rapporteur de la Commission de la marine*. Avis de la Commission des finances, par M. Hachette, N° 502. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 852, 867. — Promulgation: Loi du 22 juillet 1937 (*J. O.* du 23 juillet, p. 8332).

3 — **Loi du 12 juillet 1934. — Armement libre.** — Dépôt d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, prorogeant jusqu'au 30 juin 1937 la loi du 26 août 1936 modifiant la loi du 12 juillet 1934 sur l'aide à l'armement libre. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 441 [6 juillet], p. 779. — M. Rio dépose le rapport N° 458 [6 juillet], p. 782.

4 — **Aide à l'armement libre (art. 148)** (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 15).

Voir MESSAGERIES MARITIMES. — MINISTÈRE DE LA MARINE MARCHANDE.

MARINS DU COMMERCE. — Voir MARINE MARCHANDE, 1. — PENSIONS, 5. — RÉOLUTIONS, 9, 14.

MARONITES (Patriarche des). — Voir BAIL.

MARQUE NATIONALE ARTISANALE OBLIGATOIRE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire l'apposition d'une marque nationale artisanale sur les objets, dessins et modèles fabriqués par les artisans et destinés à être revendus. Renvoi à la Commission du commerce, N° 436 [6 juillet], p. 778. — M. Fé-

vre dépose le rapport N° 544 [23 novembre], p. 942. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [3 décembre], p. 1021. — Promulgation: Loi du 25 décembre 1937 (*J. O.* des 26, 27 et 28 décembre, p. 14259).

MARQUE NATIONALE DE LA « QUALITE FRANÇAISE ». — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer une marque nationale de la « qualité française » pour les produits agricoles, industriels et commerciaux. Voir Table de 1936, p. 94. — M. Anatole Manceau dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport N° 576. [7 décembre], p. 1038.

MARTINIQUE. — Voir COLONIES, 7. — DOUANES, 49, 50.

MATERNITE (Protection de la). — Voir PROTECTION.

MAUVES (Ardèche). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher la commune de Mauves (département de l'Ardèche), la section dite des Pierrelles appartenant actuellement à la commune de la Roche-de-Glun (département de la Drôme). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 629 [21 décembre], p. 1124.

MEDAILLE.

— **d'honneur des sapeurs-pompiers.** — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 6.

— **militaire.** — Voir INTERPELLATIONS, 25. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 2.

— **d'Orient.** — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 7.

MEDECINE ET ART DENTAIRE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Brogly tendant à étendre le bénéfice de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1935 aux jeunes Français dont les parents résidaient à l'étranger et qui justifieraient de diplômes étrangers reconnus équivalents aux diplômes français. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 261 [20 mai], p. 449.

MEDECINS ASPIRANTS DE RESERVE. — Voir ARMÉE, 5.

MENEES ANTIFRANÇAISES EN ALGERIE. — Voir INTERPELLATIONS, 11, 26.

MESSAGERIES MARITIMES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un avenant à la convention et au cahier des charges annexé à la loi du 28 juillet 1921, ledit avenant intervenu le 10 décembre 1934 entre le ministre de la marine marchande et la société des services contractuels des Messageries maritimes. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 516 [7 juillet], p. 882. — M. Martin-Binachon dépose le rapport N° 549 [26 novembre], p. 962. — M. Hachette dépose l'avis de la Commission des finances N° 581 [9 décembre], p. 1050. — 1^{re} Délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [17 décembre], p. 1096. — Promulgation: Loi du 22 décembre 1937 (*J. O.* du 30 décembre, p. 14386).

METAUX PRECIEUX. — Voir DOUANES, 32.

METAYERS. — Voir ALLOCATIONS FAMILIALES.

MEXICO. — Voir AMBASSADES.

MINES

1 — Redevance communale.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la redevance communale des mines. Voir Table de 1936, p. 106. — Renvoi, pour avis, à la Commission des mines [11 février], p. 140. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [9 mars], p. 234. — M. Abel Gardey dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 211 [24 mars], p. 375. — M. Coucoureux dépose l'avis de la Commission des mines N° 220. — M. Victor Lourties dépose l'avis de la Commission du commerce N° 212 [24 mars], p. 375. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Art. 1^{er}: Amendement de M. Coucoureux: MM. Coucoureux, Paul Ramadier, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics*; Gaston Rogé, Pierre Chaumié. Adoption. Adoption de l'article modifié. Adoption de l'article 2 et de l'ensemble du projet de loi [25 mars], p. 387. — Promulgation: Loi du 13 avril 1937 (*J. O.* du 14 avril, p. 4218).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'application, pour 1937, de la loi du 13 avril 1937 sur la redevance communale des mines. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des mines, N° 305 [28 mai], p. 500. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 467. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juillet], p. 778, 795. — Promulgation: Loi du 21 juillet 1937 (*J. O.* du 23 juillet, p. 8330).

2 — **Sociétés de secours des ouvriers et employés des mines.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 sur les sociétés de secours des ouvriers et employés des mines, modifiée par les lois des 21 mars 1930, 15 juin 1931 et 13 juin 1934 et par le décret-loi du 8 août 1935. Renvoi à la Commission des mines, N° 483 [7 juillet], p. 835. — Demande de discussion immédiate. M. Jean Taurines dépose et lit le rapport N° 496. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 842, 862. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1937 (*J. O.* des 19 et 20 juillet, p. 8165).

Voir COMITÉ CONSULTATIF. — OUVRIERS MINEURS.

MINEUR (Détournement de). — Voir CODE PÉNAL, 1.

MINISTRE DU 4 JUIN 1936 (Cabinet Léon Blum). — M. Jules Moch, Député, est nommé sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil. — (*J. O.* du 27 mai 1937, p. 5762). — Cabinet démissionnaire le 21 juin 1937.

MINISTRE DU 22 JUIN 1937 (3^e Cabinet Camille Chautemps).

Président du Conseil: M. CAMILLE CHAUTEMPS, Sénateur.

Vice-président du Conseil: M. LÉON BLUM, Député.

Ministres d'Etat: MM. VIOLETTE, Sénateur, PAUL FAURE, ALBERT SARRAUT, Sénateur.

Justice: M. VINCENT AURIOL, Député.

Affaires étrangères: M. YVON DELBOS, Député.

Guerre: M. DALADIER, Député.

Marine: M. C. CAMPINCHI, Député.

Air: M. PIERRE COT, Député.

Intérieur: M. MARX DORMOY, Député.

Finances: M. GEORGES BONNET, Député.

Education nationale: M. JEAN ZAY, Député.

Commerce: M. FERNAND CHAPSAL, Sénateur.

Travail: M. ANDRÉ FÉVRIER, Député.

Travaux publics: M. QUEUILLE, Sénateur.

Agriculture: M. GEORGES MONNET, Député.

Colonies: M. MARIUS MOUTET, Député.

Pensions: M. A. RIVIÈRE, Député.

P. T. T.: M. J. LEBAS, Député.

Santé publique: M. MARC RUCART, Député.

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Présidence du conseil: MM. WILLIAM BERTRAND. *Affaires étrangères:* F. DE TESSAN; *Agriculture:* ANDRÉ LIAUTEY; *Air:* HENRY ANDRAUD; *Colonies:* GASTON MONNERVILLE; *Commerce:* MAX HYMANS; *Education Physique, Sports et Loisirs:* LÉO LAGRANGE; *Enseignement technique:* JULES JULIEN; *Finances:* RENÉ BRUNET; *Intérieur:* RAOUL AUBAUD; *Marine de guerre:* FRANÇOIS BLANCO; *Marine marchande:* HENRI TASSO; *Travail:* PHILIPPE SERRE; *Travaux publics:* PAUL RAMADIER (*J. O.* du 23 juin, p. 7002).

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Exposition de 1937). — Voir CRÉDITS, 10.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'administration centrale du ministère de l'agriculture. Voir Table de 1936, p. 95. — M. Dormann dépose au nom de la Commission de l'agriculture le rapport N° 481 [7 juillet], p. 835. — Retrait de l'ordre du jour de la 1^{re} délibération [30 novembre], p. 986.

2 — Affectation du personnel détaché au ministère de l'agriculture par application de la loi du 16 avril 1935 (art. 121). Détachement à l'administration centrale de l'agriculture de fonctionnaires chargés d'assurer la liquidation des contrats de stockage et de report (art. 129) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

Voir CRÉDITS, 14.

MINISTRE DE L'AIR. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier des dépenses autorisées par le décret du 29 octobre 1936 pris en application de l'article 4 du décret du 25 juin 1934. Voir Table de 1936, p. 95. M. le Général Hirschauer dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport N° 306 [28 mai], p. 500. — Discussion. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: *Projet de loi tendant à ratifier les dépenses autorisées par le décret du 29 octobre 1936 pris en application de l'article 4 du décret du 25 juin 1934 (Ministère de l'air)* [10 juin], p. 588.

MINISTRE DES COLONIES. — Maximum des dépenses à effectuer aux colonies, en 1938, sur le produit des aliénations d'immeubles et des ventes de matériel (art. 186). Nombre maximum des inspecteurs des colonies pouvant être admis à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1938 (art. 187) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 18).

MINISTRE DU COMMERCE (Propriété industrielle). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, por-

tant réorganisation des services de la direction de la propriété industrielle au ministère du Commerce et de l'office national de la propriété industrielle. Renvoi à la Commission du commerce, N° 13 [26 janvier], p. 32. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [29 janvier], p. 54. — M. Raynaldy dépose le rapport N° 76 [18 février], p. 168. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances, par M. Tournan, N° 487. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 819, 853. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1937 (J. O. du 14 juillet, p. 7954).

Voir PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE. — Marchés de la guerre. Dépôt du rapport annuel [3 juin], p. 530.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE (Fusion des personnels). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 octobre 1935 portant fusion des personnels de l'instruction publique et de l'enseignement technique de l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale. Voir Table de 1936, p. 95. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 mars], p. 212. — Promulgation: Loi du 17 mars 1937 (J. O. du 18 mars, p. 3218).

MINISTÈRE DES FINANCES. — Fixation du nombre des chargés d'études et agents des services extérieurs détachés à l'administration centrale; maintien du service des émissions (art. 79) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 10).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — Transformation d'emploi à la sûreté nationale (art. 88) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 10).

Voir CRÉDITS, 12.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — Organisation du service de législation étrangère et de droit international (art. 83 et 84) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 10).

MINISTÈRE DE LA MARINE. — Transferts de crédits et d'autorisations d'engagement du Ministère de la Marine au Ministère de l'Air (art. 177) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 17).

Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 1, 2.

MINISTÈRE DES PENSIONS. — Abrogation du décret du 30 octobre 1935 portant transfert de certains services de liquidation du Ministère des Pensions (art. 151). Suppression du cadre auxiliaire permanent de l'administration centrale (art. 153) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 15, 16).

Voir CRÉDITS, 11.

MINISTÈRE DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES (Câble sous-marin). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier une décision du Conseil des Ministres autorisant le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones à engager les dépenses nécessaires à l'établissement d'un câble sous-marin. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N° 17 [26 janvier], p. 48. — M. Escande dépose le rapport N° 207 [23 mars], p. 369. — M. Pierre-Robert dépose

l'avis de la Commission des finances N° 453 [6 juillet], p. 780. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 décembre], p. 1051. — Promulgation: Loi du 26 décembre 1937 (J. O. des 26, 27 et 28 décembre, p. 14259).

Voir COMMISSION D'ENQUÊTE. — RADIO-DIFFUSION.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (Charges d'assistance). — Voir ASSISTANCE.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

1 — **Création et suppression d'emplois.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création et suppression d'emplois au Ministère du Travail. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N° 61 [11 février], p. 150. — M. Escande dépose le rapport N° 209 [23 mars], p. 369. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'hygiène des conclusions du rapport ci-dessus [27 avril], p. 419. — M. Dormann dépose l'avis de la Commission de l'hygiène N° 320 [3 juin], p. 531. — Demande de discussion immédiate. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Valadier, N° 470. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Maurice Dormann. Art. 1^{er}: Amendement de M. Jean Valadier. Adoption (devenant l'article 1^{er}). Art. 2: Amendement de M. Jean Valadier. Adoption (devenant l'article 2). Art. 3: Amendement de M. Jean Valadier. Adoption (devenant l'article 3). Art. 4: adoption. Art. 5: Amendements de M. Jean Valadier. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 6: adoption. Article additionnel 7, proposé par M. Jean Valadier. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi portant création et suppression d'emplois au Ministère du Travail* » [6 juillet], p. 778, 797. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1937 (J. O. des 19 et 20 juillet, p. 8164).

2 — **Direction générale du travail et de la main-d'œuvre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création au Ministère du Travail d'une direction générale du travail et de la main-d'œuvre. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N° 62 [11 février], p. 150. — M. Escande dépose le rapport N° 208 [23 mars], p. 369. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la Commission des finances N° 307 [28 mai], p. 500. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 juin], p. 576. — Promulgation: Loi du 13 juin 1937 (J. O. du 16 juin, p. 6714).

Voir CODE DU TRAVAIL, 1. — CRÉDITS, 3.

MONNAIES. — Autorisation de modifier par décret les caractéristiques des monnaies de métal autre que l'or et l'argent (art. 53) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 8).

Voir DOUANES, 32.

MONUMENT

— **Aristide Briand.** — Voir CRÉDITS, 9.
— **commémoratif des Etats généraux de 1789.** — Voir RÉSOLUTIONS, 1.
— **franco-tchécoslovaque.** — Voir CRÉDITS, 18.

— à la gloire des forces américaines et du général Pershing. — Voir CRÉDITS, 19.

MORTS POUR LA FRANCE. — Voir ENFANTS. — SÉPULTURES DES MILITAIRES.

MOTION D'ORDRE. — Renvoi à la Commission de l'agriculture, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole (N° 367, année 1937) [6 juillet], p. 779.

MOUCHE DES FRUITS. — Voir RÉSOLUTIONS, 10.

MUNICIPALITÉS. — Voir FRAIS DE REPRÉSENTATION.

MUSEES. — Rattachement du musée des arts et traditions populaires à la réunion des musées nationaux (art. 109) (Loi de finances du 31 décembre 1937, J. O. du 1^{er} janvier 1938, p. 12).

MUTATIONS D'IMMEUBLES ET DE FONDS DE COMMERCE. — Voir DROITS D'ENREGISTREMENT.

MUTILÉS DE GUERRE (Emploi obligatoire). — Proposition de loi de M. Hachette tendant à modifier l'article 2 de la loi du 26 avril 1934 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre. Voir Table de 1935, p. 71. — Retrait de la proposition de loi [30 novembre], p. 986.

N

NATIONALISATION DES USINES D'AVIATION. — Voir INTERPELLATIONS, 3.

NATIONALITÉ. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité. Voir Table de 1936, p. 97. — Promulgation: Loi du 25 juin 1937 (J. O. du 27 juin, p. 7307).

NATURALISATION.

1 — **Protégés et anciens protégés français.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la naturalisation des protégés et anciens protégés français. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° 231 [25 mars], p. 401.

2 — **Indigènes du Togo et du Cameroun.** — Voir COLONIES, 9.

3 — **Accession des naturalisés à certaines fonctions.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 6 de la loi du 10 juillet 1927, modifié et complété par les lois des 19 juillet 1934 et 12 août 1936, sur l'accession des naturalisés à certaines fonctions. Renvoi à la Commission de législation, N° 84 [25 février], p. 198. — M. Lisbonne dépose le rapport N° 120 [11 mars], p. 272. 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique: MM. Manuel Fourcade, Lisbonne, Rapporteur. Adoption [19 mars], p. 343. — Promulgation: Loi du 20 mai 1937 (J. O. du 21 mai, p. 5530).

NAVIGATION AÉRIENNE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les délais fixés à l'article 6 de la loi du 4 juillet 1935 instituant des servitudes spéciales dites « servitudes dans l'intérêt de la navigation aérienne » pour l'approbation des

plans d'établissements de servitudes. Renvoi à la Commission de l'air, N° 363 [15 juin], p. 642. — M. Brasseur dépose le rapport N° 376 [17 juin], p. 663. Demande de discussion immédiate. Discussion des conclusions du rapport de M. Brasseur. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 juillet], p. 737, 734. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1937 (*J. O.* du 7 juillet, p. 7666).

NOIX D'ANARCADES. Voir DOUANES, 2.

NOTARIAT (Avocats défenseurs aux colonies). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assimiler sous certaines conditions, les avocats défenseurs des colonies aux avocats et avoués quant au bénéfice de la dispense de stage notarial établie par l'article 37 de la loi du 12 août 1902. — Voir Table de 1936, p. 97. — Promulgation: Loi du 11 février 1937 (*J. O.* du 12 février, p. 1842).

Voir CAISSE DE RETRAITE DES CLERCS DE NOTAIRE.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Voir DOUANES, 51 à 54.

NOYAUX. — Voir DOUANES, 2.

O

OBJETS CHARGES ET LETTRES RECOMMANDÉES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la distribution des objets chargés et des lettres recommandées destinés à des personnes séjournant dans des hôtels ou adressés dans des agences de voyage. Renvoi à la Commission du commerce, N° 251 [29 avril], p. 436.

OBJETS FIGURANT A L'EXPOSITION. — Voir PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

OCEANIE. — Voir DOUANES, 55, 56.

OCTROIS. — Approbation des délibérations de conseils municipaux tendant au relèvement des droits d'octroi (art. 95) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11).

ŒUFS SECHES ET CONGÈLES. — Voir DOUANES, 26.

ŒUVRES D'ASSISTANCE ET DE BIENFAISANCE. — Voir RÉOLUTIONS, 7.

OFFICE NATIONAL DU BLÉ.

1 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lesaché et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 15 août 1936 relative au fonctionnement de l'Office national interprofessionnel du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 270 [20 mai], p. 455. — M. Borgeot dépose le rapport N° 401 [30 juin], p. 716. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus [2 juillet], p. 740. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Observations de MM. Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*; Lesaché, Raynaldy. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [6 juillet], p. 805. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur*; Lesaché, Patizel, Léopold Robert, Georges Monnet, *Ministre de l'agriculture*. Article unique. Adoption, au scrutin. Amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché, Georges Monnet, *Ministre de l'agriculture*. Retrait. Amendement de M. Toy-Riont tendant à l'insertion d'un article additionnel:

2: MM. Borgeot, de Courtois, Georges Monnet, *Ministre de l'agriculture*. Retrait [7 juillet], p. 819.

2 — Augmentation du nombre des agents des contributions indirectes détachés à l'office du blé (art. 80) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 10)

Voir QUESTIONS, 3.

OFFICE NATIONAL DES COMBUSTIBLES LIQUIDES. — Lettre de M. le Sous-secrétaire d'Etat au Ministère des travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à l'Office national des combustibles liquides [16 février], p. 154. — Résultat du scrutin: MM. Henri Roy et Farjon, élus [25 février], p. 205.

OFFICE NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Voir MINISTÈRE DU COMMERCE.

OFFICES ET BUREAUX DE PLACEMENT. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à confier le placement des ouvriers et employés des établissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation de détail aux offices départementaux et aux bureaux municipaux de placement et à supprimer les bureaux de placement privés fonctionnant pour cette catégorie de travailleurs. Renvoi à la Commission du commerce, N° 42 [9 février], p. 164. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [18 février], p. 168. — M. Amat dépose le rapport N° 536 [16 novembre], p. 899.

OFFICIERS EN DISPONIBILITÉ DE LA RESERVE SPECIALE. — Voir PENSIONS, 1.

OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE AUXILIAIRE. — Voir POLICE JUDICIAIRE.

ŒIGNONS FRAIS. — Voir DOUANES, 27.

OR. — Fixation d'un délai pour la présentation des attestations de cession d'or (art. 63) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

ORGANISATION JUDICIAIRE.

1 — **Recrutement et avancement.** — Dépôt d'un projet de loi, tendant à modifier le recrutement et l'avancement du secrétaire en chef de la première présidence et du parquet général de la cour de cassation, du parquet général de la cour d'appel de Paris, de la présidence et du parquet du tribunal de première instance de la Seine. Renvoi à la Commission de législation, N° 29 [2 février], p. 72. — M. Georges Maurice dépose le rapport N° 613 [16 décembre], p. 1077.

2 — **Tribunal de première instance d'Épernay.** — Proposition de loi tendant à créer à Épernay une section du tribunal départemental de première instance de la Marne (N° 240, année 1928). Voir Table de 1928, p. 623 (*Tribunal de première instance*). — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

3 — **Chambre spéciale près la cour de cassation.** — Proposition de loi tendant à l'institution auprès de la cour de cassation d'une chambre spéciale. Voir Table de 1934, p. 87. Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

4 — **Rajeunissement des cadres de la magistrature.** — Proposition de loi tendant au rajeunissement des cadres de la magistrature. Voir Table de 1934, p. 87. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

5 — **Avancement des magistrats.** — Proposition de loi tendant à réorganiser le

recrutement et l'avancement des magistrats. Voir Table de 1934, p. 87. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

6 — **Juges assesseurs au tribunal de la Seine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, maintenant pendant un délai de trois ans à compter du 1^{er} juin 1937, les postes de juges assesseurs au tribunal de la Seine. Renvoi à la Commission de la législation et, pour avis, à la Commission des finances, N° 272 [20 mai], p. 455. — M. Lisbonne dépose le rapport N° 299 [27 mai], p. 485. — M. Lebert dépose l'avis de la Commission des finances, N° 300 [27 mai], p. 485. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mai], p. 500, 511. — Promulgation: Loi du 29 mai 1937 (*J. O.* du 30 mai, p. 5898).

7 — **Contrôle de la cour de cassation.** — Proposition de loi de M. Victor Boret tendant à renforcer le contrôle de la cour de cassation sur les juridictions inférieures. — Voir Table de 1934, p. 87. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 393 [29 juin], p. 711.

OTTAWA. — Voir AMBASSADES.

OUTILLAGE NATIONAL (Commission de perfectionnement). — Voir COMMISSIONS DIVERSES.

OUTREAU (Pas-de-Calais). — Voir EQUIHEN.

OUVRAGES MILITAIRES DE DEUXIÈME LIGNE DE PARIS. — Voir PARIS.

OUVRIERS

— agricoles. — Voir REPOS HEBDOMADAIRE.

— communaux. — Voir INTERPELLATIONS, 4.

— de l'industrie. — Voir RÉOLUTIONS, 5.

OUVRIERS MINEURS (Retraites). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, apportant un nouveau relèvement aux retraites des ouvriers mineurs. Renvoi à la Commission des mines et, pour avis, à la Commission des finances, N° 460 [6 juillet], p. 792. — Demande de discussion immédiate. M. Jean Taurines dépose et lit le rapport N° 494. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances par M. Champetier de Ribes, N° 495. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 842, 860. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1937 (*J. O.* des 19 et 20 juillet, p. 8163).

P

PAIN D'ÉPICE. — Voir DOUANES, 18.

PARI MUTUEL. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant: 1° à modifier au profit de l'élevage hippique la répartition du produit du prélèvement total opéré sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et au pari mutuel urbain; 2° à développer la vulgarisation et l'information éducatives des populations rurales; 3° à améliorer le contrôle administratif de l'organisation et du fonctionnement des deux modes de paris ci-dessus. Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 194 [19 mars], p. 363. — Demande de discussion immédiate. M. Chauveau dépose et lit

le rapport N° 226. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission de l'agriculture, par M. Guillemot, N° 227. Discussion générale: MM. Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er}: MM. Borgeot, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*; Chauveau, *Rapporteur*. Adoption. Adoption des deux articles suivants et, au scruin, de l'ensemble du projet de loi [24 mars], p. 379. — Promulgation: Loi du 13 avril 1937 (*J. O.* du 15 avril, p. 4250).

— Report des crédits provenant des prélèvements effectués sur le pari mutuel (art. 125). Dépenses effectuées sur le produit du pari mutuel et des jeux (art. 130) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

PARIS (Ouvrages militaires de deuxième ligne). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant le délai imparti par la loi du 14 août 1926 relative au reclassement des ouvrages militaires de deuxième ligne de Paris, en ce qui concerne l'acquisition par le département de la Seine des parcelles de zones comprises dans les alignements des voies publiques prévues aux projets d'aménagement ou réservées par ces projets pour la conservation d'espaces libres ou pour des services publics. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 106 [9 mars], p. 234. — M. Loubat dépose le rapport N° 297 [27 mai], p. 485. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [11 juin], p. 626. — Promulgation: Loi du 20 juin 1937 (*J. O.* du 30 juin, p. 7386).

VOIR FRAIS DE REPRÉSENTATION. — HALLES CENTRALES. — POLICE. — SERVICES D'HYGIÈNE.

PARLEMENT. — Renseignements à fournir aux Chambres (art. 196) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 18).

PARTAGES D'ASCENDANTS. — Voir CODE CIVIL, 2.

PASSEPORTS. — Relèvement du prix des passeports (art. 34) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 6).

PATENTE. — Modification des conditions d'imposition à la patente (art. 13) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

VOIR CHASSE. — CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS DIRECTS.

PATRIARCHE DES MARONITES. — Voir BAIL.

PEAUX. — Voir DOUANES, 1, 15, 53

PENSIONS

1 — Officiers en disponibilité de la réserve spéciale. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au droit à pension d'ancienneté d'un certain nombre d'officiers en disponibilité provenant de la réserve spéciale. Renvoi à la Commission des finances, N° 5 [19 janvier], p. 17. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'armée [25 mars], p. 387. — M. Gardey dépose le rapport N° 290 [27 mai], p. 484. — M. Achille Naudin dépose l'avis de la Commission de l'armée N° 349 [10 juin], p. 587. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 716. — Promulgation: Loi du 6 juillet 1937 (*J. O.* du 9 juillet, p. 7748).

2 — Pensions civiles et militaires. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif: 1° au régime général des pensions civiles et militaires; 2° au régime de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat; 3° au régime de retraites du personnel de l'imprimerie nationale; 4° au régime des pensions des fonctionnaires du cadre local d'Alsace et de Lorraine; 5° au régime de retraites des personnels des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (N° 834, année 1936). Voir Table 1936, p. 102. — Vote de la question préalable [21 janvier], p. 22.

3 — Délai de mise en instance de pension. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger les délais de mise en instance de pension. Voir Table de 1936, p. 102. — M. Dormann, dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 79 [18 février], p. 175. — Demande de discussion immédiate. Discussion des conclusions du rapport de M. Dormann. Avis de la Commission des finances, par M. Louis Linÿer, N° 471. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Maurice Dormann, *Rapporteur*; Louis Linÿer, Gautherot. Art. 1^{er}: Amendement de M. Gaston Rogé: M. Gaston Rogé. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 1 bis: Demande de suppression de l'article par M. Louis Linÿer: MM. Louis Linÿer, Maurice Dormann, *Rapporteur*. Adoption. Art. 2: Demande de suppression de l'article par M. Louis Linÿer: MM. Louis Linÿer, Albert Rivière, *Ministre des Pensions*; Maurice Dormann, *Rapporteur*. Rejet. Amendement de M. Gaston Rogé: M. Gaston Rogé. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 3: adoption. Art. 4: Demande de suppression de l'article par M. Louis Linÿer: MM. Albert Rivière, *Ministre des Pensions*; Gaston Rogé. Rejet. Adoption de l'article. Art. 5: adoption. Art. 6 (disjoint par la commission): Amendement de M. Gaston Rogé, tendant à reprendre le texte voté par la Chambre des Députés: MM. Gaston Rogé, Maurice Dormann, *Rapporteur*. Rejet. Art. 7 (disjoint par la commission): Amendement de M. Gaston Rogé, tendant à reprendre le texte voté par la Chambre des Députés. Retrait. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 778, 799. — Promulgation: Loi du 9 juillet 1937 (*J. O.* du 10 juillet, p. 7804).

4 — Pensions abusives. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de fixer les modalités d'application de la revision des pensions abusives. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 85 [25 février], p. 198. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [4 mars], p. 224.

5 — Marins du commerce. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relevant le taux des pensions des marins du commerce et modifiant certaines dispositions de leur régime de retraites. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances, N° 411 [2 juillet], p. 737. — M. Rio dépose le rapport N° 415 [2 juillet], p. 737. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commission des finances, par M. Hachette, N° 485. Art. 1^{er} à 3: adoption. Art. 4: Demande de suppression de l'article, par M. Hachette. Adoption. Art. 5: Demande de suppression de l'article, par M. Hachette: MM. Rio, *Président* et *Rapporteur de la Commission de la marine*; Hachette, Henri Tasso, Sous-

Secrétaire d'Etat à la marine marchande; Queindec. Adoption. Art. 6 et 7: adoption. Art. 8: Amendement de M. Hachette. Adoption (devenant l'article 8). Art. 9: Demande de suppression de l'article, par M. Hachette. Adoption. Art. 10 à 13: adoption. Art. 14: Amendement de M. Hachette. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 15: adoption. Art. 16: Amendement de M. Hachette. Adoption (devenant l'article 16). Art. 17: adoption. Art. 18: Amendement de M. Hachette. Adoption (devenant l'article 18). Art. 19: Demande de suppression de l'article, par M. Hachette. Retrait. Adoption de l'article. Art. 20: Demande de suppression de l'article, par M. Hachette. Retrait. Adoption de l'article. Art. 21 et 22 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 846. — Promulgation: Loi du 22 juillet 1937 (*J. O.* du 23 juillet, p. 8330).

VOIR RÉOLUTIONS, 14.

6 — Revision des taux forfaitaires. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la revision des taux forfaitaires des pensions régies par l'article 24 de la loi du 21 mars 1928. Renvoi à la Commission des finances, N° 504 [7 juillet], p. 867. — Demande de discussion immédiate [7 juillet], p. 877. — M. Henri Laidier dépose le rapport N° 632 [21 décembre], p. 1163. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [28 décembre], p. 1296.

7 — Pensions des armées de terre et de mer. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter l'article 33 de la loi du 31 mars 1919, modifiée par les lois subséquentes, sur les pensions des armées de terre et de mer. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 543 [18 novembre], p. 994.

8 — Veuve du gouverneur général Binger. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder à la veuve du gouverneur général Binger une pension viagère personnelle égale à celle des veuves des maréchaux de France. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 334 [4 juin], p. 552. — M. Lancien dépose le rapport N° 660 [29 décembre], p. 1360. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à accorder une pension viagère personnelle à la veuve du gouverneur général Binger, en reconnaissance de la conquête pacifique de la Côte d'Ivoire.* » [31 décembre], p. 1438.

9 — Veuve de l'explorateur Savorgnan de Brazza. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder à la veuve de l'explorateur Savorgnan de Brazza une pension viagère égale à celle des veuves des maréchaux de France. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des colonies, N° 652 [28 décembre], p. 1322. — M. Lancien dépose le rapport N° 660 [29 décembre], p. 1360. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à accorder une pension viagère personnelle à la veuve de l'explorateur Savorgnan de Brazza, en reconnaissance de la conquête pacifique du Congo français.* » [31 décembre], p. 1438.

10 — **Pensions de guerre.** — Voir CAISSE DES PENSIONS DE GUERRE.

11 — **Pension de retraite aux employés et ouvriers communaux.** — Voir INTERPELLATIONS, 4. — PERSONNELS DE L'ETAT.

PERMIS DE CONDUIRE. — Gratuité, dans certaines conditions, de la délivrance du permis de conduire (art. 137) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 14).

PEROU. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18.

PERSHING (Monument au Général). — Voir CRÉDITS, 19.

PERSONNEL DE L'ETAT.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à améliorer la situation des personnels de l'Etat. Renvoi à la Commission des finances, N° 184 [18 mars], p. 330. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 217 [24 mars], p. 375. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Hachette, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Art. 1^{er}: Amendement de M. Yves Le Trocquer et plusieurs de ses collègues: MM. Yves Le Trocquer, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Retrait. Nouvel amendement de MM. Yves Le Trocquer, Paul-Boncour et plusieurs de leurs collègues: MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Pierre Chaumié. Reprise, par M. Pierre Chaumié, du premier amendement de M. Yves Le Trocquer. Rejet, au scrutin. Adoption, au scrutin, du deuxième amendement de MM. Yves Le Trocquer, Paul-Boncour et plusieurs de leurs collègues (devenant l'article 1^{er}). Art. 2: adoption. Art. 3: adoption. Amendement de M. Paul Fleurot et plusieurs de ses collègues: MM. Paul Fleurot, Abel Gardey, *Rapporteur général*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin. Art. 4: MM. Paul Laffont, Alexandre Bachelet, Le Gorgeu, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Art. 4 à 7 et dernier: adoption. Article additionnel proposé par M. Lesaché et plusieurs de ses collègues: MM. Lesaché, Abel Lefèvre, Vincent Auriol, *Ministre des Finances*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Demande de disjonction. Rejet, au scrutin. Adoption de l'article additionnel proposé par M. Lesaché et plusieurs de ses collègues. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 mars], p. 386, 391. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à améliorer la situation des personnels de l'Etat. Renvoi à la Commission des finances, N° 237. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 238. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Abel Lefèvre. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 3 et 4: adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 mars], p. 407. — Promulgation: Loi du 26 mars 1937 (*J. O.* du 27 mars, p. 3618; *Rectificatif*, *J. O.* du 28 mars, p. 3658).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à améliorer la situation des personnels en

activité ou en retraite des administrations de l'Etat, des ressortissants de la caisse des pensions de guerre et des titulaires de pensions d'invalidité (hors guerre). Renvoi à la Commission des finances, N° 547 [26 novembre], p. 962. — M. Abel Gardey dépose le rapport N° 564 [30 novembre], p. 994. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Lémery, Henri Laudier, Marcel Donon, le Général Stuhl, Georges Bonnet, *Ministre des finances*. Art. 1^{er}: MM. Le Gorgeu, Camille Chautemps, *Président du Conseil*; Marcel Michel, Georges Bonnet, *Ministre des finances*. Adoption. Art. 2: adoption. Sur l'ensemble: M. Desjardins. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 décembre], p. 1022. — Promulgation: Loi du 4 décembre 1937 (*J. O.* du 5 décembre, p. 13226).

PERSONNEL MUNICIPAL. — Voir INTERPELLATIONS, 14.

PETROLE. — Voir DOUANES, 34, 42, 48, 49.

PHARMACIE (Exercice de la). — Voir INTERPELLATIONS, 43.

PHARMACIENS ASPIRANTS DE RESERVE. — Voir ARMÉE, 5.

PHARMACIES MUTUALISTES. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser les pharmacies mutualistes à participer aux fournitures pour le service de l'assistance médicale gratuite. Renvoi à la Commission de l'hygiène. N° 6 [19 janvier], p. 17.

PHOTOGRAVURE (Matériel de) — Voir DOUANES, 21.

PIERRELLES (Drôme). — Voir MAUVES.

PISTACHES. — Voir DOUANES, 2.

PLAN-DE-CUQUES (Bouches-du-Rhône). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte la section de Plan-de-Cuques qui dépend actuellement de la commune d'Alauch, arrondissement de Marseille, département des Bouches-du-Rhône. Voir Table de 1936, p. 102. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport de la Commission de l'administration N° 15 [26 janvier], p. 32. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [4 février], p. 97. — Promulgation: Loi du 23 février 1937 (*J. O.* du 24 février, p. 2402).

PLANTES SELECTIONNEES. — Voir DOUANES, 36.

PLEINS POUVOIRS.

— **douaniers.** — Voir DOUANES, 14.

— **financiers.** — Voir POUVOIRS EXCEPTIONNELS.

POLICE. — Suppression de la participation des collectivités de l'agglomération lyonnaise au service des pensions des agents de la police d'Etat (art. 96). Subvention à la ville de Paris pour les dépenses de la police municipale (art. 159) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11, 16).

POLICE JUDICIAIRE (Gradés de la gendarmerie). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder la qualité d'officier de police judiciaire aux gradés de la gendarmerie exerçant les fonctions de commandants de brigade de gendarmerie départementale. Renvoi à la Commission de législation, N° 60 [11 février], p. 150.

POLICE PARISIENNE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réorganisation de la police parisienne. Renvoi à la Commission des finances, N° 428 [2 juillet], p. 768. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 463. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 783, 792. — Promulgation: Loi du 28 juillet 1937 (*J. O.* du 30 juillet, p. 8586).

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.

— **coloniale.** — Voir INTERPELLATIONS, 5.

— **économique.** — Voir INTERPELLATIONS, 15.

— **extérieure.** — Voir INTERPELLATIONS, 1.

POMMES DE TERRE. — Voir DOUANES, 52.

POSTES ELECTRO-SEMAPHORIQUES. — Voir MARINE, 1.

POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES. — Augmentation des redevances versées par la caisse nationale d'épargne au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones au titre des opérations d'épargne et d'avances sur pensions (art. 56). Ratification de décrets portant fixation de taxes postales et télégraphiques (art. 57). Modification des crédits d'engagement pour les programmes votés des postes, télégraphes et téléphones (art. 58). Montant des bons et obligations amortissables à émettre en 1938 pour la couverture des dépenses de la 2^e section du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (art. 59) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 8).

— Voir COMMISSION D'ENQUÊTE. — INTERPELLATIONS, 9, 10. — RADIODIFFUSION.

POUDRES. — Autorisation d'engagements au titre des marchés concernant la mobilisation industrielle (art. 54). Autorisation d'engagements au titre de la 2^e section du budget annexe des poudres (art. 55) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 8).

POURBOIRE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la suppression des pourboires et des redevances perçues par les employeurs. Renvoi à la Commission du commerce, N° 360 [15 juin], p. 642.

POUVOIRS EXCEPTIONNELS AU GOUVERNEMENT (Redressement financier).

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à donner au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour assurer le redressement financier et le développement économique du pays. Renvoi à la Commission des finances, N° 366 [17 juin], p. 662. — M. Gardey dépose le rapport N° 380 [19 juin], p. 682. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *Rapporteur général de la Commission des finances*; Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Article unique: amendement de M. Léon Perrier et plusieurs de ses collègues tendant à reprendre le texte voté par la Chambre des Députés: MM. Léon Perrier, Léon Blum, *Président du Conseil*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Léon Perrier et plusieurs de ses collègues. Rejet. Adoption,

au scrutin, de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à donner au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour refréner les manœuvres spéculatives susceptibles de porter atteinte à l'épargne, à la monnaie et au crédit public* » [19 juin], p. 682, 684. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à donner au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour assurer le redressement financier et le développement économique du pays. Renvoi à la Commission des finances, N° 387 [20 juin], p. 698. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 388. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Vincent Auriol, *Ministre des Finances*. Article unique: amendement de M. Léon Perrier et plusieurs de ses collègues: MM. Léon Perrier, Léon Blum, *Président du Conseil*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des Finances*. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Léon Perrier et plusieurs de ses collègues. Rejet. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à donner au Gouvernement des pouvoirs exceptionnels* » [20 juin], p. 698.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs en vue d'assurer le redressement financier. Renvoi à la Commission des finances N° 396. Demande de discussion immédiate [30 juin], p. 716 — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport N° 403. Vote de l'affichage. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Henry Lémery, Georges Bonnet, *Ministre des Finances*. Observations de M. Abel Gardey, *Rapporteur général*. Retrait de l'affichage. Suite de la discussion générale: M. Camille Chautemps, *Président du Conseil*. Article unique: MM. Albert Mahieu, Camille Chautemps, *Président du Conseil*. Observations de MM. Borgeot, Léon Bérard, Beaumont. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [30 juin], p. 717. — Promulgation: Loi du 30 juin 1937 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 7418).

PRELEVEMENT DE 10 0/0 SUR LES DEPENSES PUBLIQUES ET SUR LES VALEURS D'ETAT. — Voir RÉSOLUTIONS, 3, 7.

PREROGATIVES DEPARTEMENTALES ET COMMUNALES. — Voir INTERPELLATIONS, 24.

PRESIDENCE DU CONSEIL. — Voir CRÉDITS, 8.

PRESSE (Liberté de la).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant et modifiant la loi du 29 décembre 1881 sur la liberté de la presse. Voir Table de 1936, p. 103. — M. Maulion dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport N° 189 [19 mars], p. 342. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Maulion, *Rapporteur*; Léon Bérard. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [27 mai], p. 485. — Suite de la discussion. Suite de la discussion générale: MM. Mario Roustan, François Labrousse, Lisbonne, Maulion, *Rapporteur*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [28 mai], p. 504. Discus-

sion de l'article unique (modification des articles 2, 7, 11, 12, 13, 14, 24, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 58, 60, 65 et 69 de la loi du 29 juillet 1881). 1^{er} alinéa. Réservé. Art. 2, 7 et 11: adoption. Art. 12 (Insertion gratuite de toutes rectifications adressées par un dépositaire de l'autorité publique): Amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 13 (Publication des réponses de toute personne nommée): Amendement de M. Lesaché: MM. Lesaché, Maulion, *Rapporteur*. Rejet. Amendement de M. Manuel Fourcade: MM. Manuel Fourcade et Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Observations de MM. Lesaché et Maulion, *Rapporteur*. Adoption de l'article. Art. 13 a (Limitation de la longueur de la réponse): Amendement de M. Pierre Chaumié: M. Pierre Chaumié. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 13 b à 13 e: adoption. Art. 13 f (Constatactions des infractions): MM. Georges Pernot, Maulion, *Rapporteur*. Réservé. Art. 13 g, 13 h, 13 i: adoption. Art. 14, 24, 26, 27, 30, 32, 34 à 37: adoption. Art. 38 (Divulgarion des actes de l'instruction et des déclarations de l'inculpé): Amendement de M. Lesaché. Non soutenu. Observations de MM. Manuel Fourcade et Maulion, *Rapporteur*. Article réservé. Art. 42 (Auteurs principaux): Amendement de MM. Mario Roustan et Alexandre Israël: MM. Mario Roustan, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 43 et 44: adoption. Art. 45: Amendement de M. Paul Fleurot tendant à reprendre le texte voté par la Chambre des Députés: M. Marc Rucart, *Garde des sceaux*, *Ministre de la Justice*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [1^{er} juin], p. 515. — Suite de la discussion. Suite de la discussion des articles. Art. 45: Amendement de M. Paul Fleurot tendant à reprendre le texte voté par la Chambre des Députés: MM. Paul Fleurot, Léon Blum, *Président du Conseil*. MM. Maulion, *Rapporteur*; Babaud-Lacroze, Delthil. Demande de renvoi de l'amendement à la Commission: MM. Paul Fleurot, de Courtois, *Président de la Commission de législation*. Retrait de l'amendement de M. Paul Fleurot. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [3 juin], p. 533. — Suite de la discussion. Suite de la discussion des articles de la loi du 29 juillet 1881, modifiés par l'article unique du projet de loi. Art. 48 (Information précédant la poursuite pour diffamation): Amendement de M. Lesaché. Non soutenu. Adoption de l'article. Art. 49 (Instruction de la poursuite pour diffamation): Amendement de MM. Alexandre Israël et Mario Roustan: MM. Mario Roustan, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Art. 50 et 51: adoption. Art. 52 (Témoins): MM. Paul-Boncour, Maulion, *Rapporteur*. Adoption. Art. 53, 54, 56: adoption. Art. 58 (Délibération en commun de la cour et du jury): Amendement de MM. Alexandre Israël et Mario Roustan: MM. Mario Roustan, Georges Pernot, Maulion, *Rapporteur*. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption. Art. 60, 60 bis, 65, 69 et dernier: adoption. Articles précédemment réservés: Art. 13 f (nouvelle rédaction): adoption. Art. 38 (nouvelle rédaction): Amendement de M. Lesaché. Non soutenu. Amendement de M. Manuel Fourcade: MM. Manuel Fourcade, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article. Adoption du 1^{er} alinéa (précédemment réservé) et de l'ensemble de l'article unique. Art. 2 (nouveau) proposé par la commission. Adoption. Amendement de M. Tournan: MM. Tournan, Maulion, *Rapporteur*. Retrait. Observations de MM. Henry Merlin, *Président de la Commission de l'adminis-*

tration et Maulion, *Rapporteur*. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi complétant et modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et l'article 85 du code pénal* » [4 juin], p. 560.

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lesaché tendant à modifier l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse en vue de mieux régler le droit de réponse. Renvoi à la Commission de législation, N° 223 [24 mars], p. 378.

Voir COLONIES, 2.

PRESTATION (Rachat de la). — Proposition de loi de M. Charles Meunier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 4 de la loi du 21 mai 1836 et ayant pour but de donner aux municipalités des communes la faculté de réaliser obligatoirement le rachat d'une partie de la prestation. Voir Table de 1936, p. 103. — M. Lebœuf dépose le rapport N° 210 [23 mars], p. 370. — Ajournement de la 1^{re} délibération [25 mai], p. 481. — 1^{re} délibération. Avis de la Commission des finances, par M. Babaud-Lacroze, N° 562. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « *Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 21 mai 1836 et ayant pour but de donner aux municipalités des communes la faculté de réaliser le rachat d'une partie de la prestation* » [30 novembre], p. 986.

PRETS A MOYEN TERME. — Voir CRÉDIT AGRICOLE.

PREUVE TESTIMONIALE (Articles 1341 à 1345 du code civil). — Voir COLONIES, 3.

PRISONS. — Participation de l'Etat aux dépenses de construction et d'aménagement des prisons cellulaires (art. 81) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 10).

PRIX DES HOTELS, PENSIONS DE FAMILLE ET MAISONS MEUBLEES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de commissions tripartites pour la fixation et la tenue des prix dans les hôtels, pensions de famille, maisons meublées et restaurants. Renvoi à la Commission du commerce, N° 239 [25 mars], p. 408. — M. Albert Ouvré dépose le rapport N° 268 [20 mai], p. 450. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Albert Ouvré, *Rapporteur*. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3: adoption du premier alinéa. 2^o alinéa. Demande de suppression par M. Raynaldy. Adoption. Adoption de l'article (réduit au 1^{er} alinéa). Art. 4: adoption. Art. 5: adoption du premier alinéa. Deuxième et troisième alinéas: amendement de M. Marcel Régnier. Adoption (se substituant aux deuxième et troisième alinéas). Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article modifié. Art. 6: adoption des trois premiers alinéas. Dernier alinéa: amendement de M. Marcel Régnier. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article modifié. Art. 7: adoption. Art. 8: amendement de M. Raynaldy. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 9 à 11: adoption. Articles nouveaux 11 bis à 11 septies, proposés par M. Raynaldy. Adoption. Art. 12 et dernier: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi relatif à l'affichage et à l'homologation des prix des hôtels, pensions de famille et maisons*

meublées ainsi qu'à la détermination des hôtels de tourisme. » [28 mai], p. 501. — Promulgation: Loi du 7 juin 1937 (J. O. des 7 et 8 juin, p. 6347).

PRIX UNIQUE. — Voir MAGASINS.

PROCÉDURES DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

PROCÉDURES D'EXECUTION CONTRE LES DEBITEURS D'UNE DETTE GARANTIE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à suspendre les procédures d'exécution contre les débiteurs tenus d'une dette garantie par une hypothèque, un privilège ou un nantissement. Voir Table de 1935, p. 74. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

PRODUCTION CHARBONNIERE. — Voir RÉSOLUTIONS, 2.

PRODUCTIONS AGRICOLES. — Voir RÉSOLUTIONS, 6.

PRODUITS.

— agricoles. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES. — INTERPELLATIONS, 40.

— et dépouilles d'animaux. — Voir DOUANES, 54.

— de divers pays. Voir DOUANES, 22.

— exportés de l'Océanie. — Voir DOUANES, 56.

— forestiers. — Voir INTERPELLATIONS, 16.

— d'œufs séchés et congelés. — Voir DOUANES, 26.

— résineux. — Voir LAIT.

PRODUITS DESTINÉS A L'ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Projet de loi tendant à réglementer le commerce des produits destinés à l'alimentation des animaux. Voir Table de 1936, p. 103. — M. Lourties dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 52 [10 février], p. 126. — 1^{er} délibération. Désignation d'un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Beaumont, Rapporteur de la Commission de l'Agriculture. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [18 février], p. 174.

PROFESSEURS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER. — Voir ENSEIGNEMENT.

PROHIBITIONS DE SORTIE. — Voir DOUANES, 4.

PROPAGANDE ANTIFRANÇAISE EN ALGERIE. — Voir INTERPELLATIONS, 26.

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Proposition de loi relative à la transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de propriété immobilière et à la réfection et à la tenue à jour du cadastre par les notaires. Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 80. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 450.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (Objets figurant à l'Exposition de 1937). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la protection de la propriété industrielle pour les objets figurant à l'exposition internationale de 1937. Renvoi à la Commission du commerce, N° 361 [15 juin], p. 642. — Demande de discussion immédiate. M. Jean Amat dépose et lit le rapport N° 469. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [6 juillet], p. 778, 796. — Promulgation: Loi du

15 juillet 1937 (J. O. des 15 et 16 juillet, p. 8.042).

Voir MINISTÈRE DU COMMERCE.

PROPRIÉTÉ DE LA VALEUR CULTURALE. — Voir DROIT A LA PROPRIÉTÉ.

PROTECTION DE LA MATERNITÉ ET DE L'ENFANCE. — Dépôt d'un projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance. Renvoi à la Commission de législation, N° 4 [19 janvier], p. 17. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [2 février], p. 89.

PROTEGES FRANÇAIS. — Voir NATURALISATION, 1.

PSITTACOSE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Justin Godart tendant à établir des mesures protectrices contre la psittacose humaine et animale. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 355 [10 juin], p. 587.

Q

« QUALITÉ FRANÇAISE ». — Voir MARQUE NATIONALE.

QUESTION PRÉALABLE. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission des finances, sur: 1° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° d'abroger l'article 5 du décret du 30 octobre 1935, tendant à réparer la perte de recettes résultant de la suppression du droit proportionnel de patente sur les locaux d'habitation; 2° d'autoriser l'amodiation directe aux sociétés de chasse du droit de chasse dans les forêts domaniales (N° 394, année 1936); 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'une caisse des pensions de guerre (N° 287, année 1936); 3° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif: 1° au régime général des pensions civiles et militaires; 2° au régime de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat; 3° au régime de retraites du personnel de l'imprimerie nationale; 4° au régime de retraites des fonctionnaires du cadre local d'Alsace et de Lorraine; 5° au régime de retraites des personnels des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général (N° 834, année 1936) [21 janvier], p. 22. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'Agriculture, sur: 1° la proposition de loi sur la protection des appellations d'origine viticoles (N° 305, année 1935); 2° la proposition de loi relative aux primes à la sériciculture (art. 149 bis nouveau disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'Exercice 1933) [18 février], p. 168. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de législation, sur: 1° la proposition de loi tendant à créer à Epernay une section du tribunal départemental de première instance de la Marne (N° 240, année 1928); 2° la proposition de loi tendant à faire décider que le contrat d'adoption n'est pas opposable au fisc et qu'au décès de l'adoptant les droits de mutation seront perçus comme si l'adopté recueillait la succession en qualité d'héritier *ab intestat* ou de légataire universel (N° 488, année 1928); 3° la proposition de loi tendant à ajouter à l'article 357 du code civil un paragraphe relatif à l'adoption de parents à un degré successible (N° 685, année 1928); 4° le projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés, portant ratification du décret du 29 juillet 1926 déclarant applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle l'article 1^{er} de la loi du 7 janvier 1926 prorogeant le délai fixé pour l'examen, par le comité central de préconciliation, des dossiers de dommages de guerre, en exécution de la loi du 2 mai 1924 (N° 179, année 1929); 5° la proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 48 et suivants du code de procédure civile relatifs à la conciliation des affaires ressortissant aux tribunaux de première instance (N° 27, année 1931); 6° la proposition de loi tendant à compléter l'article 192 du code d'instruction criminelle et à élargir le droit d'appel accordé aux automobilistes condamnés pour délit de blessures ou homicide par imprudence (N° 68, année 1931); 7° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réglementation du démarchage (N° 453, année 1931); 8° le projet de loi portant introduction dans le code de commerce des dispositions de la loi uniforme annexée à la convention signée à Genève, le 7 juin 1930, en vue de l'unification du droit en matière de lettres de change et de billets à ordre (N° 448, année 1932); 9° la proposition de loi tendant à établir un privilège au profit des communes et des départements qui ont accordé leur garantie d'intérêts aux organismes de construction d'habitations à bon marché (N° 228, année 1933); 10° le projet de loi portant introduction dans la législation française des dispositions de la loi uniforme annexée à la convention signée à Genève le 19 mars 1931, en vue de l'unification du droit en matière de chèque (N° 293, année 1933); 11° la proposition de loi relative à la transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de propriété immobilière et à la réfection et à la tenue à jour du cadastre par les notaires (N° 332, année 1933); 12° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant, en matière de loyers, à accorder des délais au locataire, nonobstant toutes clauses contraires ou résolutives (N° 593, année 1933); 13° la proposition de loi tendant à réorganiser le recrutement et l'avancement des magistrats (N° 4, année 1934); 14° la proposition de loi tendant au rajeunissement des cadres de la magistrature (N° 14 rectifié, année 1934); 15° la proposition de loi tendant à l'institution auprès de la cour de cassation d'une chambre spéciale (N° 40, année 1934); 16° la proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1934 et à permettre la dissolution des associations lorsque les dirigeants ont provoqué leurs adhérents à commettre l'infraction de port d'armes ou tout autre crime ou délit (N° 230, année 1934); 17° le projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter les articles 48 et suivants du code de procédure civile relatifs à la conciliation des affaires ressortissant aux tribunaux de première instance (N° 285, année 1934); 18° la proposition de loi tendant à faciliter l'application des lois d'intérêt général aux colonies et aux territoires africains placés sous mandat français (N° 315, année 1934); 19° la proposition de loi tendant à réglementer les manifestations sur la voie publique (N° 573, année 1934); 20° la proposition de loi tendant à la dissolution des groupes de combat et milices privées (N° 574, année 1934); 21° la proposition de loi sur les sommations en cas d'attouppement (N° 575, année 1934); 22° la proposition de loi tendant à réprimer la diffamation par des réparations civiles (N° 576, année 1934);

23° la proposition de loi tendant à régler le droit de réponse en matière d'affichage (N° 579, année 1934); 24° le projet de loi tendant à la protection de l'épargne par la création, au profit des actionnaires, d'un projet préférentiel de souscription aux augmentations de capital (N° 35, année 1935); 25° le projet de loi tendant à la protection de l'épargne par l'application des déchéances de la faillite et des peines de la banqueroute aux administrateurs et gérants des sociétés par actions ou à responsabilité limitée, déclarées en faillite ou en liquidation judiciaire (N° 36, année 1935); 26° la proposition de loi ayant pour objet de donner aux tribunaux civils la faculté d'accorder des délais de grâce aux débiteurs malheureux sous le coup de poursuites (N° 316, année 1935); 27° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à suspendre les procédures d'exécution contre des débiteurs tenus d'une dette garantie par une hypothèque, un privilège ou un nantissement (N° 411, année 1935); 28° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'expertise en matière criminelle et correctionnelle (N° 439, année 1935); 29° la proposition de loi aggravant la répression des actes d'espionnage (N° 453, année 1935); Observations de M. de Courtois, président de la Commission de législation [20 mai], p. 450. — Vote de la question préalable, proposée par la *Commission de l'Agriculture*, sur: 1° la proposition de loi tendant à l'organisation nationale du stockage et de la vente coopératifs des céréales panifiables (N° 16, année 1933); 2° la proposition de loi tendant à rectifier certains tarifs concernant l'électrification rurale (N° 163, année 1935); 3° la proposition de résolution tendant à modifier le régime de la taxe à la mouture (N° 655, année 1935); 4° la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser le régime des taxes appliquées aux moulins de moyenne production (N° 925, année 1936) [30 novembre], p. 986. — Vote de la question préalable, proposée par la *Commission du Commerce*, sur: 1° la proposition de loi tendant à ajouter à l'article 20 du livre II du code du travail un paragraphe autorisant le travail de nuit dans les usines de panification assimilables aux usines à feu continu (N° 287, année 1932); 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 69 de la loi de finances du 29 avril 1926 sur l'affranchissement des journaux et périodiques (N° 351, année 1936) [27 décembre], p. 1124.

QUESTIONS.

1 — M. Eugène Roy pose une question à M. le Ministre de la Santé publique, qui l'accepte, sur l'inscription de crédits, dans le programme d'outillage national, en faveur du thermalisme [18 février], p. 168.

2 — M. Antoine Borrel pose une question à M. le Sous-Secrétaire d'Etat des Sports et Loisirs, qui l'accepte, au sujet des sports d'hiver [9 mars], p. 235.

3 — M. Neuville pose une question à M. le Ministre de l'Agriculture, qui l'accepte, relative à la taxe à la production (Office national du blé) [11 mars], p. 287.

R

RACE (Défense de la). — Voir DÉGÉNÉRESCENCE PHYSIQUE.

RADIODIFFUSION.

1 — **Personnel.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux renforts et réaménagements de personnel du service de la radiodiffusion. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission des finances, N° 249 [29 avril], p. 436. — M. Jean Amat dépose le rapport N° 252 [29 avril], p. 436. — Demande de discussion immédiate. M. Pierre-Robert donne l'avis de la Commission des finances, N° 498. Discussion des conclusions du rapport de M. Amat. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Mauger. Art. 1^{er}: Amendement de M. Pierre-Robert: M. Pierre-Robert. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 2 et 3: adoption. Art. 4: Amendement de M. Pierre-Robert. Adoption (devenant l'article 4). Art. 5: adoption. Amendement de M. Pierre-Robert. Adoption (devenant l'article 5). Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 842, 864. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1937 (*J. O.* des 26 et 27 juillet, p. 8451).

2 — **Crédits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: 1° le report à l'exercice 1937 de l'excédent des recettes sur les dépenses d'exploitation du service de la radiodiffusion; 2° l'ouverture de crédits sur les chapitres du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones affectés au même service. Renvoi à la Commission des finances, N° 473 [7 juillet], p. 819. — Demande de discussion immédiate. — M. Pierre-Robert dépose et lit le rapport N° 497. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Lefas, Jean Zay, *Ministre de l'Éducation nationale*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 842, 863. — Promulgation: Loi du 21 juillet 1937 (*J. O.* du 24 juillet, p. 8370).

VOIR INTERPELLATIONS, 10.

RADIOTELEGRAPHIE (Correspondances et signaux de détresse). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, visant la protection des correspondances et des signaux de détresse transmis par la voie radioélectrique. Voir Table de 1935 (*Correspondances*), p. 52. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [25 février], p. 198. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport N° 230 [25 mars], p. 401.

RAPATRIEMENT DES FRANÇAIS D'ESPAGNE. — Voir CRÉDITS, 7.

RAPPORTS DE LA FRANCE AVEC SES ALLIÉS. — Voir INTERPELLATIONS, 1.

RAYONNE. — Voir DOUANES, 3.

REBOISEMENT DES TERRAINS INCULTES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au reboisement avec l'aide de l'Etat des terrains incultes appartenant aux communes, départements, établissements publics, ainsi qu'aux particuliers et aux sociétés. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 362 [15 juin], p. 642. — M. de Monti de Rezé dépose le rapport N° 595 [14 décembre], p. 1054.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE. — Modification des conditions de recrutement du chef du service central de la recherche scientifique (art. 106) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11).

RECIPIENTS METALLIQUES. — Voir DOUANES, 35.

REGOLTES (Dommages causés par le gibier). — Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, relative à la protection des cultures contre les ravages des lapins de garenne. Voir Table de 1936, p. 105. — Promulgation: Loi du 24 juillet 1937 (*J. O.* du 31 juillet, p. 8658).

VOIR WARRANTAGE.

RECOMPENSES NATIONALES.

1 — **Décorations avec traitement (Ministère de la marine).**

1° **Projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 13 décembre 1932 sur le contingent de décorations avec traitement attribué au ministère de la marine. Voir Table de 1936, p. 106. — M. Lancien dépose, au nom de la Commission des finances, l'avis N° 156 [16 mars], p. 307. — 1^{re} Délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Bergeon, *Rapporteur de la Commission des récompenses nationales*; Lancien, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des finances*; Gasnier-Duparc, *Ministre de la Marine*. Article unique: adoption. Article additionnel proposé par M. Lancien. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [19 mars], p. 343. — Promulgation: Loi du 24 avril 1937 (*J. O.*, des 26 et 27 avril, p. 4690).

2° **Dépôt d'un projet de loi**, adopté par la Chambre des Députés, fixant pour cinq ans, à dater du 1^{er} décembre 1937, le contingent de décorations avec traitement attribué au ministère de la marine pour le personnel des divers corps de l'armée de mer en activité de service. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926 et, pour avis, à la Commission des finances, N° 610 [16 décembre], p. 1077. — M. Bergeon dépose le rapport N° 624 [17 décembre], p. 1096. — M. Dentu dépose l'avis N° 673 [30 décembre], p. 1423. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1438. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (*J. O.* des 2, 3 et 4 janvier 1938, p. 226).

2 — **Légion d'honneur et médailles militaires.** — **Ministère de la marine (Personnel n'appartenant pas à l'armée active).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du contingent de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires destiné au personnel de l'armée de mer n'appartenant pas à l'armée active. Renvoi à la Commission des récompenses nationales nommée le 23 mars 1926 et, pour avis, à la Commission des finances, N° 611 [16 décembre], p. 1077. — M. Bergeon dépose le rapport N° 623 [17 décembre], p. 1096. — M. Dentu dépose l'avis N° 674 [30 décembre], p. 1423. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre], p. 1438. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1937 (*J. O.* des 2, 3 et 4 janvier 1938, p. 226).

3 — **Légion d'honneur.** — **Événements d'Espagne.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant un contingent spécial dans l'ordre national de la Légion d'honneur. Renvoi à la Commission des récompenses natio-

nales, nommée le 23 mars 1936, N° 432. [2 juillet], p. 768. — M. Mounié dépose le rapport N° 486. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 852. — Promulgation: Loi du 15 juillet 1937 (*J. O.* du 17 juillet, p. 8066).

4 — **Légion d'honneur. — Fonctionnaires mis à la retraite d'office.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant institution d'un contingent spécial dans l'ordre national de la Légion d'honneur en faveur des fonctionnaires atteints prématurément par la limite d'âge et mis à la retraite d'office en application des récentes dispositions législatives. Renvoi à la Commission des récompenses nationales nommée le 23 mars 1926, N° 452 [6 juillet], p. 779. — Demande de discussion immédiate. M. Lancien dépose et lit le rapport N° 509. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 858, 877. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1937 (*J. O.* des 12 et 13 juillet, p. 7919).

5 — **Légion d'honneur. — Combattants volontaires de la guerre 1914-1918.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à mettre à la disposition du ministre de la guerre un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les combattants volontaires de la guerre 1914-1918. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 694 [31 décembre], p. 1437.

6 — **Médaille d'honneur des sapeurs-pompier.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 12 décembre 1934 établissant de nouvelles règles pour l'attribution de la médaille d'honneur spéciale des sapeurs-pompier communaux et créant de nouveaux échelons de cette médaille. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 286 [27 mai], p. 484. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport N° 450 [6 juillet], p. 779. — 1^{re} Délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [7 décembre], p. 1037. Promulgation: Loi du 22 décembre 1937 (*J. O.* du 24 décembre, p. 14122).

7 — **Médaille d'Orient.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. de La Grandière tendant à compléter l'article 2 de la loi du 15 juin 1926 instituant une médaille commémorative d'Orient. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, N° 574 [7 décembre], p. 1034.

REDEVANCE COMMUNALE DES MINES. — Voir MINES, 1.

REGIME DOUANIER COLONIAL. — Voir DOUANES, 31.

REGION PARISIENNE (Aménagement de la). — Amendement (article additionnel 26 quater) à la loi de finances de l'Exercice 1933, modifiant certaines dispositions des articles 3 et 10 de la loi du 14 mai 1932, transformé en proposition de loi. Voir Table de 1934, p. 91. — Promulgation: Loi du 20 janvier 1937 (*J. O.* du 22 janvier, p. 890).

Voir COMMISSION SUPÉRIEURE D'AMÉNAGEMENT DES VILLES.

REGIONS LIBÉREES. — Programme des dépenses de reconstitution des régions libérées (art. 156 à 158) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 16).

REGISTRE DU COMMERCE. — Proposition de loi de M. Moïse Lévy tendant à l'inscription, en marge de l'acte de naissance, de l'immatriculation au registre du commerce. Renvoi à la Commission du commerce, N° 288 [27 mai], p. 484.

RENTES. — Destruction des coupons des titres détenus par le fonds de soutien des rentes (art. 68) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

REPOS HEBDOMADAIRE DES OUVRIERS AGRICOLES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réduction et la limitation du temps de travail et l'application du repos hebdomadaire aux ouvriers agricoles et similaires. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 273 [25 mai], p. 468.

REPUBLIQUE DOMINICAINE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18.

RESOLUTION (Propositions de).

1 — **Monument commémoratif des Etats généraux de 1789.** — Proposition de résolution de M. Henry-Haye tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'application d'une part, de la loi du 17 août 1879 prescrivant l'érection à Versailles d'un monument commémoratif des états généraux de 1789 et, d'autre part, de celle du 29 juillet 1881 comportant l'ouverture des crédits nécessaires à la réalisation de la loi de 1879. Voir Table de 1936, p. 108. — M. Albert Meunier dépose, au nom de la Commission de l'enseignement, le rapport N° 74 [18 février], p. 168. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances, des conclusions du rapport ci-dessus [16 mars], p. 293.

2 — **Production charbonnière.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Beaumont et d'un certain nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever notre production charbonnière en venant en aide aux mines en difficulté susceptibles de donner des résultats positifs et en facilitant la mise en exploitation des gisements qui, après étude, justifieraient des rendements conformes à l'intérêt général. Renvoi à la Commission des mines, N° 91 [4 mars], p. 224.

3 — **Abrogation du prélèvement de 10 0/0 sur les dépenses publiques.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hachette et d'un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger: 1^o le décret-loi du 16 juillet 1935 en tant qu'il institue un prélèvement de 10 0/0 sur les dépenses publiques qui incombent à l'Etat, aux départements, communes, établissements publics, à l'Algérie, aux colonies, aux pays de protectorat, territoires sous mandat, et aux entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public; 2^o l'article 54 de la loi de finances du 31 décembre 1936 qui a modifié le décret-loi précité. Renvoi à la Commission des finances. N° 118 [10 mars], p. 256.

4 — Allocations familiales à l'agriculture.

1^o Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Cassez, Georges Ulmo et Raymond Martin tendant à inviter le Gouvernement à apporter des modifications à la loi sur les allocations familiales en faveur de l'agriculture. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission de l'agriculture, N° 129 [16 mars], p. 293.

— M. Raymond Martin dépose le rapport N° 584 [9 décembre], p. 1050.

2^o Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Pichery et Joseph Faure relative à l'application des allocations familiales à l'agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 242 [27 avril], p. 418.

3^o Proposition de résolution de MM. Cassez, Georges Ulmo et Raymond Martin, tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'une façon précise la situation des membres de la famille des agriculteurs au regard de la législation sur les allocations familiales. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 529 [16 novembre], p. 899. — M. Cassez dépose le rapport N° 654 [28 décembre], p. 1322.

5 — Semaine de quarante heures.

1^o Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecourtier et d'un certain nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des aménagements à la loi de quarante heures en vue de permettre aux ouvriers de l'industrie d'apporter une aide temporaire à l'agriculture. Renvoi à la Commission du commerce, N° 195 [19 mars], p. 363. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [24 mars], p. 378. — M. Albert Ouvré dépose le rapport N° 267 [20 mai], p. 450. — M. Cassez dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 295 [27 mai], p. 485. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Albert Ouvré, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Cassez, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de l'agriculture*. Article unique. Adoption. Amendement de M. Turbat: MM. Turbat, Lefas, Albert Ouvré, *Rapporteur*; Beaumont. Retrait. Observations de MM. Perreau, Philippe Serre, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail*; Clamamus, Pelletier. Adoption de la proposition de résolution [21 décembre], p. 1151.

2^o — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Régnier et plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement à proposer la modification, pour diverses industries, de la loi du 21 juin 1936 relative à la semaine de quarante heures. Renvoi à la Commission du commerce, N° 269 [20 mai], p. 449. — M. Jacquier dépose le rapport N° 321 [3 juin], p. 530. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Paul Jacquier, *Rapporteur*; Léon Blum, *Président du Conseil*; Marcel Régnier. Article unique: Amendement de M. Marcel Régnier. Demande de renvoi à la Commission: MM. Duroux, *Président de la Commission du commerce*; Marcel Régnier, *Rapporteur*; Léon Blum, *Président du Conseil*; Manuel Fourcade. Adoption. Demande, par M. Duroux, *Président de la Commission du commerce*, du renvoi de la discussion à une séance ultérieure: MM. Duroux, *Président de la Commission du commerce*, Marcel Régnier. Scrutin, pointage. Nouvel amendement de M. Marcel Régnier: MM. Léon Blum, *Président du Conseil*; Cuminal. Adoption, au scrutin (devenant l'article unique de la proposition de résolution). Résultat du scrutin, après pointage, sur la demande du renvoi de la discussion. Rejet [11 juin], p. 626, 635, 636.

6 — Réduction de droits de douane et de taxes de licences.

1^o Dépôt d'une proposition de résolution de M. Abel Lefèvre tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les réductions de droits de douane et de taxes de licences prises le 2 octobre 1936. Renvoi à la commission des douanes, N° 274 [25 mai],

p. 469. — M. Abel Lefèvre dépose le rapport N° 358 [11 juin], p. 626.

2° Dépôt d'une proposition de résolution de M. Turbat et plusieurs de ses collègues tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur les effets néfastes, pour les productions agricoles non inscrites à la loi de cadenas, des diminutions de droits de douane et de taxes concernant les licences sur ces produits, et sur la nécessité de les ajouter à la liste de ceux qui sont énumérés aux articles 11 et 12 de cette loi. Renvoi à la Commission des douanes, N° 312 [1^{er} juin], p. 515. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [3 juin], p. 530. — M. Edouard Néron dépose le rapport N° 394 [29 juin], p. 711.

7 — **Prélèvement de 10 0/0 sur les rentes et valeurs d'Etat des œuvres d'assistance.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de La Grandière et de plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire compléter l'article 54 de la loi de finances du 31 décembre 1936, afin d'exempter du prélèvement de 10 0/0 les rentes sur l'Etat et les valeurs du Trésor de forme nominative appartenant aux associations reconnues d'utilité publique dont les ressources sont exclusivement affectées à des œuvres d'assistance ou de bienfaisance. Renvoi à la Commission des finances, N° 310 [28 mars], p. 511.

8 — **Maison d'arrêt à Villefranche-de-Rouergue.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coucoureux tendant à la création d'une maison d'arrêt à Villefranche-de-Rouergue (Aveyron). Renvoi à la Commission de législation, N° 344 [8 juin], p. 580. — M. de La Grandière dépose le rapport N° 608 [16 novembre], p. 1076.

9 — **Marins du commerce. — Qualité de combattant.** — Proposition de résolution de M. Rio et de plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux marins du commerce, ayant navigué à bord de bâtiments armés défensivement, la qualité de combattant. Voir Table de 1936, p. 109. M. de Camas dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport N° 353 [10 juin], p. 587.

10 — **Mouche des fruits.** — Proposition de résolution de M. Justin Godart et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser sans délai la lutte contre les invasions de la mouche des fruits (N° 53, année 1932). M. Neuville dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 379 [17 juin], p. 672. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Neuville, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique de la résolution [7 décembre], p. 1036.

11 — **Délai aux commerçants pour le remboursement d'avances.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Raynaldy et Eugène Millès-Lacroix tendant à faire accorder aux commerçants et industriels qui ont bénéficié de l'aide temporaire autorisée par la loi du 19 août 1936 un nouveau délai d'un an pour le remboursement des avances qu'ils ont reçues. Renvoi à la Commission des finances, N° 392 [29 juin], p. 711.

12 — **Article additionnel dans le règlement du Sénat.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Justin Godart et plusieurs de ses collègues tendant à inscrire un article additionnel dans le règlement du Sénat. Renvoi à la Commission du règlement, N° 409 [2 juillet], p. 737.

13 — **Assurances sociales dans l'agriculture.** — Proposition de résolution de M. Cassez et plusieurs de ses collègues relative à l'application de la loi des assurances sociales dans l'agriculture. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 434 [2 juillet], p. 768.

14 — **Régime des retraites des marins du commerce.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Queindec invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi pour modifier certaines dispositions du régime de retraites des marins du commerce. Renvoi à la Commission de la marine, N° 489 [7 juillet], p. 856.

15 — **Congés payés.** — Proposition de résolution de M. Antoine Borrel sur l'organisation des congés payés. Renvoi à la Commission du commerce, N° 530 [16 novembre], p. 899.

16 — **Fièvre aphteuse.** — Proposition de résolution de M. Edouard Néron tendant à inviter le Gouvernement à proposer d'urgence au Parlement le vote des crédits nécessaires pour venir en aide aux petits cultivateurs (propriétaires, fermiers ou métayers) ruinés par l'épizootie actuelle de fièvre aphteuse, et pour mettre à la disposition des services compétents les moyens matériels d'entreprendre et de conduire à bien la lutte contre toutes les maladies contagieuses qui déciment le cheptel national. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 533 [16 novembre], p. 899. — M. Borgeot dépose le rapport N° 601 [14 décembre], p. 1062.

17 — **Taxe à la mouture.** — Proposition de résolution tendant à modifier le régime de la taxe à la mouture (N° 655, année 1935). Voir Table de 1935, p. 80. — Vote de la question préalable [30 novembre], p. 986.

18 — **Moulins de moyenne production (Taxes).** — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser le régime des taxes appliquées aux moulins de moyenne production (N° 925, année 1936). Voir Table de 1936, p. 109. — Vote de la question préalable [30 novembre], p. 986.

19 — **Caisse nationale des calamités agricoles.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ulysse Fabré et d'un certain nombre de ses collègues tendant à réorganiser la Caisse nationale des calamités agricoles et à assurer les ressources nécessaires à son fonctionnement. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission des finances, N° 591 [14 décembre], p. 1054.

20 — **Indemnité de charges militaires.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Daniel-Vincent et d'un grand nombre de ses collègues tendant à préciser qu'à l'égard des militaires de carrière des armées de terre, de l'air et de mer, le même rôle que l'indemnité de résidence à l'égard des fonctionnaires civils. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 625 [17 décembre], p. 1096. — M. Mireaux dépose le rapport N° 644 [24 décembre], p. 1216. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances des conclusions du rapport ci-dessus [29 décembre], p. 1381. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Laudier, *Rapporteur*, pour avis, de la Commission des finances; Mireaux, *Rapporteur*; Edouard Daladier, *Ministre de la Défense nationale et de la Guerre*. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [30 décembre], p. 1427.

RESPONSABILITE CIVILE DES INSTITUTEURS. — Voir ENSEIGNEMENT, 2.

RETRAIT DE PROJET ET PROPOSITIONS DE LOIS.

1 — Décret portant retrait du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux Français les dispositions des conventions internationales qui seraient plus favorables que la loi française pour protéger les droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques (N° 458, année 1936), N° 14 [26 janvier], p. 32.

2 — Retrait de la proposition de loi de M. Jean Taurines tendant à modifier l'article 5 (§ C) de la loi du 24 décembre 1934 sur l'assainissement du marché des vins (N° 921, année 1936) [10 mars], p. 266.

3 — Retrait de la proposition de loi de M. Hachette tendant à modifier l'article 2 de la loi du 26 avril 1934 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre (N° 527, année 1935) [30 novembre], p. 986.

RETRAITES.

1 — **Bibliothécaires municipaux.** — Proposition de loi concernant le régime des retraites des bibliothécaires municipaux. Voir Table de 1935, p. 80. — Promulgation: Loi du 17 janvier 1937 (*J. O.* du 20 janvier, p. 794).

2 — **Agents des réseaux secondaires.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier et compléter les dispositions de la loi du 22 juillet 1922 et des lois subséquentes relatives aux retraites des agents des réseaux secondaires d'intérêt général, des réseaux d'intérêt local et des tramways. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, N° 32 [4 février], p. 89. — M. Bringer dépose le rapport N° 271 [20 mai], p. 451.

3 — **Anciens assurés obligatoires des retraites ouvrières et paysannes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à reconnaître les droits, au 1^{er} juillet 1930, des anciens assurés obligatoires de la loi des retraites ouvrières et paysannes. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 215 [24 mars], p. 374. — Demande de discussion immédiate. M. Mauger dépose et lit le rapport N° 511. M. Jean Valadier donne l'avis de la Commission des finances N° 512. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 866, 878. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1937 (*J. O.* des 19 et 20 juillet, p. 8163).

4 — **Retraite aux vieux travailleurs.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Portmann et plusieurs de ses collègues tendant à assurer une retraite aux vieux travailleurs. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 636. Observations de M. le président [23 décembre], p. 1173.

5 — **Loi de finances.** — Contribution des offices et établissements autonomes aux pensions de leur personnel (art. 71). Retour sur des options effectuées en faveur du régime de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (art. 72). Veuves de fonctionnaires retraités. Antériorité du mariage (art. 73). Mesures de réparation en faveur des titulaires de certaines pensions (art. 74). Modification du régime des retraites de certains fonctionnaires (art. 82). Droit à pension d'an-

cienneté des officiers de complément ayant servi pendant la guerre (art. 104). Attribution aux militaires de la gendarmerie d'une bonification de pension (art. 104). Statut des retraites des fonctionnaires ayant successivement exercé pour le compte des collectivités locales et de l'Etat (art. 107). Limite d'âge des inspecteurs généraux des haras (art. 133) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9, 10, 11, 13).

VOIR INTERPELLATIONS, 4. — OUVRIERS MINEURS. — PENSIONS, 2.

REUNION (LA). — Contribution du budget du chemin de fer et du port de la Réunion et des budgets des colonies et des territoires africains sous mandat aux dépenses de contrôle de l'exploitation des chemins de fer coloniaux (art. 41). Avances du Trésor à l'administration du chemin de fer et du port de la Réunion (art. 194) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 7, 18).

VOIR COLONIES, 3, 4, 7. — DOUANES, 57, 58.

RHUMS. — Surtaxe sur les rhums en vue de l'organisation des marchés des rhums (art. 25) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

RIO DE JANEIRO. — VOIR AMBASSADES

ROCHE-DE-GLUN (Drôme). — VOIR MAUVES.

RODEZ. — VOIR INTERPELLATIONS, 33.

ROUMANIE. — VOIR DOUANES, 25.

ROUTES. — Autorisations d'engagements de dépenses pour le programme vicinal et pour le programme de réfection et d'entretien des routes et chemins à circulation intense (art. 160 et 161) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 16).

S

SAINT-FELIX (Lot). — Dépôt d'une proposition de loi de MM. J. Loubet, Fontanille et Garrigou tendant à diviser en deux communes distinctes la commune de Saint-Félix (Lot). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 391 [29 juin], p. 711.

SAISIE-ARRET. — VOIR CODE DU TRAVAIL, 5.

SALAIRE-LIMITE. — VOIR ASSURANCES SOCIALES, 1.

SALONS DE COIFFURE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à protéger les entreprises et salons de coiffures pour hommes et dames. Renvoi à la Commission du Commerce, N° 27 [2 février], p. 72. — M. Lévy dépose le rapport N° 186 [18 mars], p. 336. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Moïse Lévy, *Rapporteur*; Armand Calmel, *Vice-Président de la Commission de législation*; Lebas, *Ministre du Travail*; Duroux, *Président de la Commission du Commerce*. Renvoi de la proposition de loi, pour avis, à la Commission de législation [24 mars], p. 376.

SANTE PUBLIQUE. — Dépôt, par M. Henri Sellier, d'une proposition de loi, tendant à modifier la loi du 15 février 1902, sur la santé publique. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 422 [2 juillet], p. 767.

SAONE-ET-LOIRE. — VOIR INTERPELLATIONS, 41.

SAPEURS-POMPIERS. — VOIR RÉCOMPENSES NATIONALES, 6.

SARRE (Fonctionnaires français de la). — VOIR CONVENTIONS ET TRAITÉS, 1.

SARTROUVILLE (Agressions de). — VOIR INTERPELLATIONS, 12.

SAVORNAN DE BRAZZA (Veuve de l'explorateur). — VOIR PENSIONS, 9.

SECOURS AUX COLLECTIVITES (Calamités publiques). — VOIR CRÉDITS, 2.

SECOURS DE TROIS MILLIONS (Indochine). — VOIR COLONIES, 6.

SEIGLE. — VOIR DOUANES, 43.

SEINE (Département de la). — VOIR CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE. — FRAIS DE REPRÉSENTATION. — ORGANISATION JUDICIAIRE, 1, 6. — PARIS (VILLE DE). — SERVICES D'HYGIÈNE. — STATUTS, 6.

SEMAINE DE QUARANTE HEURES. — VOIR CONVENTIONS ET TRAITÉS, 17. — INTERPELLATIONS, 27. — RÉOLUTIONS, 5.

SEMAINE DE QUARANTE-HUIT HEURES. — VOIR INTERPELLATIONS, 19.

SEMENCES DE TREFLE ET DE LUZERNE IMPORTÉES EN FRANCE (Coloration artificielle).

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 20 juillet 1929, portant obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle des prés et de luzerne importées en France. Voir Table de 1934, p. 93. — M. Victor Boret, dépose le rapport de la Commission de l'Agriculture N° 33 [4 février], p. 89. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Victor Boret, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 mars], p. 218. — Promulgation: Loi du 12 mars 1937 (*J. O.* du 14 mars, p. 3082).

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cournault et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi du 20 juillet 1927, modifiée par celle du 12 mars 1937, portant obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle violet, luzerne, trèfle incarnat importées en France, en étendant cette obligation à l'importation des semences de minette (lupuline). Renvoi à la Commission de l'Agriculture, N° 402 [30 juin], p. 716.

SENAT (Règlement du budget de 1936. — Budget de 1938). — Dépôt, par M. René Héry, d'un rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur: 1° le projet de résolution portant, pour l'exercice 1936: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat; b) règlement définitif du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer); c) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses des caisses des retraites des anciens sénateurs et du personnel du Sénat; d) approbation du compte de gestion; 2° le projet de résolution portant fixation du budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1938, et évaluation du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer), des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle du personnel du Sénat pour le même exercice, N° 631 [2 décembre], p. 1124. —

Discussion: 1° du projet de résolution portant, pour l'exercice 1936: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat; b) règlement définitif du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer); c) règlement définitif du compte des retraites et dépenses des caisses des retraites des anciens sénateurs et du personnel du Sénat; d) Approbation du compte de gestion. 2° Du projet de résolution portant fixation du budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1938 et évaluation du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer), des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle du personnel du Sénat pour le même exercice. Adoption des deux projets de résolution [24 décembre], p. 1204.

VOIR RÉOLUTIONS, 12.

SENAT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE. — Adresse de sympathie au Sénat des Etats-Unis d'Amérique à l'occasion des inondations qui dévastent ce pays [26 janvier], p. 32.

SEPULTURES. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 2 du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures. Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 213 [24 mars], p. 374. — M. Monserin dépose le rapport N° 304 [27 mai], p. 496. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'Hygiène [1^{er} juin], p. 525. — M. Turbat dépose l'avis de la Commission de l'Hygiène, N° 433 [2 juillet], p. 768. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 juillet], p. 878. — Promulgation: Loi du 29 juillet 1937 (*J. O.* du 30 juillet, p. 8586).

SEPULTURES DES MILITAIRES ET MARINS « MORTS POUR LA FRANCE ». — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant extension aux sépultures des militaires et marins « morts pour la France » après le 24 octobre 1919 des dispositions de l'article 105 de la loi de finances du 31 juillet 1920. Voir Table de 1936, p. 111. — Promulgation: Loi du 13 mars 1937 (*J. O.* du 16 mars, p. 3147).

SERANVILLERS (Nord). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher au canton de Cambrai-Est la commune de Séranvillers qui fait actuellement partie du canton de Carnières (département du Nord). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 616 [17 décembre], p. 1096.

SERICULTURE.

1 — Proposition de loi relative aux primes à la sériciculture (art. 149 bis nouveau, disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget général de l'exercice 1933). Voir Table de 1933 (*Budget*), p. 52. — Vote de la question préalable [18 février], p. 168.

2 — Majoration du taux des primes à la sériciculture (art. 124) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

SERVICES D'HYGIENE DE LA VILLE DE PARIS ET DU DEPARTEMENT DE LA SEINE. — Dépôt, par M. Henri Sellier et plusieurs

de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à modifier les articles 22 et 23 de la loi du 15 février 1902 relative à la répartition des services d'hygiène de la ville de Paris et du département de la Seine entre la préfecture de la Seine et la préfecture de police. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 425 [2 juillet], p. 768.

SERVICES VOTES. — Nomenclature des services votés (art. 155) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 16).

SERVITUDES AERIENNES. — Voir NAVIGATION AÉRIENNE.

SESSION ORDINAIRE. — M. Damecour, *Président d'âge*, déclare ouverte la session ordinaire [12 janvier], p. 1. — M. Vincent Auriol, *Garde des Sceaux*, donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire, N° 519 [7 juillet], p. 886.

SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre en session extraordinaire N° 520 [16 novembre], p. 896. — M. Georges Bonnet, *Ministre des Finances*, donne lecture du décret portant clôture de la session extraordinaire, N° 708 [31 décembre], p. 1517.

SIGNAUX DE DETRESSE. — Voir RADIO-TÉLÉGRAPHIE.

SOCIÉTÉ MINIERE DES LANDES. — Voir LANDES.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ACCLIMATATION DE FRANCE. — Voir CRÉDITS, 14.

SOCIÉTÉS.

1 — **Droit préférentiel de souscription.** — Projet de loi tendant à la protection de l'épargne par la création, au profit des actionnaires, d'un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Voir Table de 1935, p. 81. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

2 — **Administrateurs et gérants. — Banqueroute, faillite.** — Projet de loi tendant à la protection de l'épargne par l'application des déchéances de la faillite et des peines de la banqueroute aux administrateurs et gérants des sociétés par actions ou à responsabilité limitée, déclarées en faillite ou en liquidation judiciaire. Voir Table de 1935, p. 81. — Vote de la question préalable [20 mai], p. 451.

3 — **Sociétés d'assurances sur la vie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant et interprétant l'article 7 de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et l'article 7 de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 541 [18 novembre], p. 934.

4 — **Modification du régime d'imposition des administrateurs de sociétés** (art. 15 et 17) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

Voir COLONIES, 7. — INTERPELLATIONS, 2.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT AUX INDUSTRIES D'ART. — Prorogation des avances remboursables consenties aux sociétés coopératives de crédit aux industries d'art (art. 62) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 9).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES MARITIMES. — Exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la patente (art. 6) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 4).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION. — Voir CODE DU TRAVAIL, 2.

SOCIÉTÉS DE SECOURS DES OUVRIERS ET DES EMPLOYÉS DES MINES. — Voir MINES, 2.

SOFIA. — Voir AMBASSADES.

SOIE (Taux des primes à la filature). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification du taux des primes à la filature de la soie. Renvoyé à la Commission des finances, N° 462 [6 juillet], p. 792. — Demande de discussion immédiate. M. Tournan dépose et lit le rapport N° 510. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 858, 877. — Promulgation: Loi du 17 juillet 1937 (*J. O.* du 18 juillet, p. 8115).

Voir DOUANES, 3.

SOLDATS LIBÉRÉS (Réadmission dans leur ancien emploi). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer aux jeunes soldats libérés du service militaire, leur réadmission dans leur ancien emploi. Renvoi à la Commission du commerce, N° 48 [10 février], p. 126. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'armée [25 février], p. 198.

SOLDE DE CAMPAGNE (Croisière d'Espagne). — Voir MARINE, 2.

SOMMATIONS EN CAS D'ATTOUPEMENT. — Proposition de loi sur les sommations en cas d'atoupeement. Voir Table de 1934, p. 97. — Vote de la question préalable [29 mai], p. 451.

SOURCES D'EAU MINÉRALE. — Dépôt par MM. Henri Sellier, Auguste Mounié, Maroselli et Eugène Roy d'une proposition de loi concernant l'acquisition et l'expropriation des sources d'eau minérale. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 421 [2 juillet], p. 767. — M. Chassaing dépose le rapport N° 622 [17 décembre], p. 1096.

SPECTACLES. — Impôt sur les spectacles. — Exonération en faveur de certains cinématographes (art. 28) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 6).

SPORTS D'HIVER. — Voir QUESTIONS, 2.

STATIONS DE RADJODIFFUSION. — Voir INTERPELLATIONS, 10.

STATUTS.

1 — **Infirmiers et infirmières.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative au statut légal des infirmières et des infirmiers. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 26 [2 février], p. 72.

2 — **Voyageurs et représentants de commerce.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à instituer le statut légal des voyageurs, représentants et placiers du commerce et de l'industrie. Voir Table, 1936, p. 112. — M. Chaumié dépose, au nom de la Commission de législation, l'avis N° 101 [4 mars], p. 230. — M. Raynaldy dépose

un deuxième rapport N° 122 [11 mars], p. 272. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Raynaldy, *Rapporteur de la Commission du commerce*; Pierre Chaumié, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*; Gaston Rogé, Lebas, *Ministre du Travail*; Betouille, Gaston Rogé, Raynaldy, *Rapporteur*; Clamamus, Pierre Chaumié, *Rapporteur, pour avis, de la Commission de législation*. Contre-projet de M. Gaston Rogé: **Art. 1^{er}**: adoption. **Art. 2** (Chapitre II du titre II du livre 1^{er} du code du travail): **Art. 29 k**: Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Gaston Rogé. Rejet. Adoption de l'article 29 k. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [16 mars], p. 295, 307. — Suite de la discussion. **Art. 2** (Règles particulières aux voyageurs, représentants et placiers). **Art. 29 K** précédemment adopté. **Art. 29 L**: Amendement de M. Gaston Rogé: M. Jean Odin. Retrait. Adoption de l'article 29 L. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Raynaldy, *Rapporteur*; Jean Odin, Lebas, *Ministre du Travail*. Retrait. **Art. 29 M**: Amendement de M. Gaston Rogé. Retrait. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Manuel Fourcade, Jean Odin, Lebas, *Ministre du Travail*; Raynaldy, *Rapporteur*; Clamamus, Mauger. Demande de suppression de l'article, par M. Clamamus: MM. Pierre Chaumié, Eugène Millius-Lacroix, Lebas, *Ministre du Travail*; Raynaldy, *Rapporteur*. Adoption. **Art. 29 N**: Amendement de M. Gaston Rogé. Retrait. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Jean Odin. Retrait. Amendement de M. Boivin-Champeaux. Retrait. Amendement de M. Georges Pernot: MM. Georges Pernot, Raynaldy, *Rapporteur*; Jean Odin. Adoption. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Jean Odin, Georges Pernot, Raynaldy, *Rapporteur*. Adoption. Amendement de M. Georges Pernot: M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'article N modifié. **Art. 29 O**: Amendement de M. Gaston Rogé. Retrait. Amendement de M. Boivin-Champeaux. Retrait. Amendement de M. Pierre Chaumié. Adoption. Adoption de l'article 29 O modifié. **Art. 29 P**: Amendement de M. Gaston Rogé: MM. Jean Odin, Clamamus, Raynaldy, *Rapporteur*; Ulysse Fabre, Lebas, *Ministre du Travail*; Boivin-Champeaux, Pierre Chaumié. — Adoption, au scrutin (se substituant à l'article 29 P). Amendement de M. Robert Thoumyre: M. Robert Thoumyre. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 29 P modifié. **Art. 29 Q**: demande de suppression de l'article, par M. Georges Pernot: M. Georges Pernot. Adoption. **Art. 29 R**: Amendement de M. Gaston Rogé. Retrait. Amendement de M. Georges Pernot: M. Georges Pernot. Adoption. Amendement de M. Pierre Chaumié: MM. Pierre Chaumié, Raynaldy, *Rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article modifié. **Art. 29 S**: Observation de M. Raynaldy, *Rapporteur*. Suppression de l'article. **Art. 29 T**: amendement de M. Gaston Rogé. Retrait. Adoption de l'article. **Art. 29 U**. Adoption. Amendement de M. Gaston Rogé. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'art. 2. **Art. 2 bis** (nouveau). Adoption. **Art. 3** et dernier. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 mars], p. 320, 330. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, tendant à instituer le statut légal des voyageurs, représentants et placiers du commerce et de l'industrie. Renvoi à la Commission du commerce et, pour avis, à la Commission de législation,

N° 443 [6 juillet], p. 779. — M. Anatole Manceau dépose et lit le rapport N° 482. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Gaston Rogé, Anatole Manceau, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 835. — Promulgation: Loi du 18 juillet 1937 (*J. O.* des 19 et 20 juillet, p. 8162; *Rectificatif: J. O.* du 4 novembre, p. 12226).

3 — **Agents de service des lycées.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abrogation du décret du 30 juin 1934, portant modification du statut des agents de service des lycées de garçons et de jeunes filles. Voir Table de 1936, p. 112. — M. Lefas dépose, au nom de la Commission de l'enseignement, le rapport N° 178 [18 mars], p. 330. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Lefas, *Rapporteur*. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Philip, N° 235. Article unique: Amendement de MM. Georges Bouilly et Sénès: MM. Georges Bouilly, Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Lefas, *Rapporteur*; Babaud-Lacroze, Clamamus. Adoption, au scrutin (devenant l'article unique du projet de loi) [25 mars], p. 387, 404. — Promulgation: Loi du 3 avril 1937 (*J. O.* du 4 avril, p. 3890).

4 — **Dames sténodactylographes des lycées.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du décret du 30 juin 1934 portant modification du statut des dames sténodactylographes des lycées de garçons et, extension aux lycées de jeunes filles, des dispositions relatives au recrutement de ce personnel. Voir Table de 1936, p. 112. — M. Lefas dépose, au nom de la Commission de l'enseignement, le rapport N° 179 [18 mars], p. 330. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Lefas, *Rapporteur*. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Philip, N° 233. Observations de MM. Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*, et Lefas, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mars], p. 386, 401. — Promulgation: Loi du 3 avril 1937 (*J. O.* du 4 avril, p. 3891).

5 — **Maitres et maitresses d'internat.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abrogation du décret du 30 juin 1934 portant modification des statuts des maitres et maitresses chargés de la surveillance de l'internat dans les établissements d'enseignement secondaire. Voir Table de 1936, p. 112. — M. Lefas dépose, au nom de la Commission de l'enseignement, le rapport N° 99 [4 mars], p. 244. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Lefas, *Rapporteur*. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Philip, N° 234. Observations de M. Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*. Contre-projet de MM. Georges Bouilly, Maroselli et Sénès: MM. Georges Bouilly, Lefas, *Rapporteur*; Jean Zay, *Ministre de l'Education nationale*; Babaud-Lacroze. Retrait. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [25 mars], p. 387, 402. — Promulgation: Loi du 3 avril 1937 (*J. O.* du 4 avril, p. 3890).

6 — **Personnel des communes du département de la Seine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 88 de la

loi du 5 avril 1884, modifié par la loi du 12 mars 1930, au moyen de l'insertion des dispositions nouvelles relatives au statut du personnel des communes du département de la Seine. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 180 [18 mars], p. 330. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 190 [19 mars], p. 353. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Auguste Mounié. Adoption de l'article unique du projet de loi [24 mars], p. 375. — Promulgation: Loi du 11 avril 1937 (*J. O.* des 12 et 13 avril, p. 4187).

7 — **Statut du personnel des caisses d'épargne.** — Voir CAISSES D'ÉPARGNE.

8 — **Statut viticole.** — Voir VINS, 3.

STRASBOURG. — Voir ILL (Comblement d'un bras de l').

SUBSTANCES VENENEUSES. — Voir INTERPELLATIONS, 43.

SUBVENTION DE 100.000 FRANCS A LA VILLE DE MONTELIMAR (Monument Emile Loubet). — Voir LOUBET.

SUBVENTIONS POUR TRAVAUX EFFECTUES PAR LES COLLECTIVITES. — Voir TRAVAUX.

SUCCESSIONS COLLATERALES (Article 755 du code civil). — Voir COLONIES, 4.

SUEDE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 7.

SUISSE: — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 4. — DOUANES, 13.

SURTAXE COMPENSATRICE DE L'ECART DES CHANGES. — Voir DOUANES, 9.

SURTAXE DOUANIERE (Nouvelle Calédonie). — Voir DOUANES, 54.

SURVEILLANCE PHYSIQUE DES ENFANTS ET JEUNES GENS. — Dépôt, par M. Henri Sellier et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi relative à l'organisation de la surveillance physique des enfants et des jeunes gens dans les établissements scolaires. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 423 [2 juillet], p. 768. — Renvoi, pour examen au fond, à la Commission de l'enseignement. Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [23 novembre], p. 942.

SURVEILLANTS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE. — Voir ADMINISTRATION PENITENTIAIRE.

T

TARIFS.

— **des chemins de fer.** — Voir INTERPELLATIONS, 42.

— **douaniers.** — Voir DOUANES, 10 à 21, 37.

TAXE DES BIENS DE MAINMORTE. — Augmentation du taux de la taxe des biens de mainmorte (art. 9) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 4).

TAXE A LA MOUTURE. — Modification de l'assiette de la taxe à la mouture (art. 134) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 13).

Voir RÉOLUTIONS, 17.

TAXE A LA PRODUCTION. — Exonération en faveur de divers produits alimentaires (art. 29). Extension aux livres des exonérations prévues en faveur des journaux (art. 30). Mesures propres à éviter les doubles impositions entre la France et l'Algérie (art. 31). Dispense en faveur de certains industriels et commerçants de renouveler les attestations remises à leurs fournisseurs en application du décret du 27 juin 1937 (art. 32) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 6).

TAXES.

— **de licences d'importation.** — Voir DOUANES, 22 à 30. — RÉOLUTIONS, 6.

— **aux moulins de moyenne production.** — Voir RÉOLUTIONS, 18.

— **à la production du blé.** — Voir QUESTIONS, 3.

— **de publication.** — Voir BREVET D'INVENTION.

— **sur les véhicules électriques.** — Voir CODE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

TAXES LOCALES. — Mise en recouvrement, dès le 1^{er} novembre de l'année précédente, des rôles afférents à la taxe des prestations et à la taxe vicinale (art. 8) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 4).

TAXI (Industrie du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'organisation du taxi. Voir Table de 1936, p. 112. — M. Victor Lourties dépose le rapport de la Commission du commerce N° 58 [11 février], p. 140. — Renvoi au jeudi 4 mars de la discussion du projet de loi. M. Valadier, *Rapporteur*, pour avis, de la Commission des finances [25 février], p. 205. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Valadier, N° 100. Discussion générale: MM. Victor Lourties, *Rapporteur* de la Commission du commerce; Lebas, *Ministre du Travail*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Art. 1^{er}: MM. Louis Linÿer, Victor Lourties, *Rapporteur*; Clamamus. Adoption. Art. 2: Demande de disjonction de l'article, par M. Jean Valadier. Adoption. Art. 3: adoption. Art. 4 et dernier: Amendement de M. Jean Valadier. Adoption (devenant l'article 4). Article additionnel proposé par M. Jean Valadier. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [4 mars], p. 225. — Promulgation: Loi du 13 mars 1937 (*J. O.* du 14 mars, p. 3082).

TCHÉCOSLOVAQUIE (Assistance aux chômeurs). — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

THEATRES LYRIQUES NATIONAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation des théâtres nationaux. Renvoi à la Commission de l'enseignement et, pour avis, à la Commission des finances, N° 598 [14 décembre], p. 1054. — M. Georges Maurice dépose le rapport N° 645 [27 décembre], p. 1282.

THERMALISME. — Voir COMITÉ CONSULTATIF DU TOURISME. — QUESTIONS, 1.

TISSUS DITS ENTRETOILES. — Voir DOUANES, 10.

TISSUS DE SOIE. — Voir DOUANES, 3.

TOGO (Naturalisation des indigènes du). — Voir COLONIES, 9.

TOMATES. — Voir CONSERVES.

TOURISME. — Voir COMITÉ CONSULTATIF.

TRAITÉS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS.

TRANSPORTS AERIENS. — Extension de la ligne Alger-Congo-Madagascar [art. 111] (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 12).

TRANSPORTS AUTOMOBILES. — Exonération des véhicules utilisés à des transports publics de voyageurs ou de marchandises (art. 23) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

TRAVAIL (Réglementation du). — Voir APPRENTISSAGE. — ASSURANCES SOCIALES. — BOULANGERIES. — CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — CODE DU TRAVAIL. — CONVENTIONS COLLECTIVES DANS L'AGRICULTURE. — CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 4 à 6, 11, 13 à 17. — INTERPELLATIONS, 13, 18, 19, 27, 31, 34, 40. — MINISTÈRE DU TRAVAIL. — MUTILES DE GUERRE. — POURBOIRE. — REPOS HEBDOMADAIRE. — RÉSOLUTIONS, 4, 5, 13, 15. — SALONS DE COIFFURE. — SOLDATS LIBÉRÉS. — TRAVAIL NOIR. — VERSEMENTS D'ARGENT.

« **TRAVAIL FORCÉ OU OBLIGATOIRE** ». — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 13.

TRAVAIL NOIR.

1 — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Turbat, Marcel Donon et Ulysse Fabre tendant à interdire et à réprimer le travail noir en horticulture. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 336 [4 juin], p. 560.

2 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à interdire et à réprimer le travail noir. Renvoi à la Commission du commerce, N° 521 [16 novembre], p. 898. — M. Ouvré dépose le rapport N° 573 [3 décembre], p. 1021. — 1^{re} Délibération. Observations de MM. Albert Ouvré, *Rapporteur*; Philippe Serre, *Sous-Secrétaire d'Etat au ministère du Travail*; Lefas. Rejet de la proposition de loi [21 décembre], p. 1150.

TRAVAIL DE NUIT.

— **des femmes.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 16.

— **dans les usines de panification.** — Voir CODE DU TRAVAIL, 8.

TRAVAILLEURS IMMATICULES A LA DATE DU 31 DÉCEMBRE 1937. — Voir ASSURANCES SOCIALES, 4.

TRAVAUX CONTRE LE CHOMAGE. — Voir CHÔMAGE.

TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES COLLECTIVITÉS (Allocation des subventions). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 7 septembre 1936 déterminant les conditions d'allocation des subventions pour travaux effectués par les collectivités, établissements publics et organismes agréés. Renvoi à la Commission des finances, N° 319 [3 juin], p. 530.

TRAVAUX SOUTERRAINS (Emploi des femmes). — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 11.

TREFLE ET LUZERNE. — Voir SEMENCES, 1, 2.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LA SEINE. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE,

TRUITES. — Voir DOUANES, 12.

TUNISIE (Conseils de prud'hommes). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant institution des conseils de prud'hommes en Tunisie. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 204 [23 mars], p. 366.

Voir INTERPELLATIONS, 17.

U

UNION SUD-AFRICAINE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 10.

URBANISME. — Voir CREDITS, 8.

URUGUAY. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 18.

V

VACCINATION ANTIDIPHTÉRIQUE. — Dépôt, par M. Henri Sellier, d'une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la vaccination antidiphtérique. Renvoi à la Commission d'hygiène, N° 418 [2 juillet], p. 767.

VALEUR CULTURALE. — Voir DROIT A LA PROPRIÉTÉ.

VALEURS MOBILIERES. — Abrogation de l'article 62 bis du Code fiscal des valeurs mobilières (art. 18) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 5).

VEHICULES ELECTRIQUES. — Voir CODE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

VERIFICATION DE POUVOIRS. — Voir ELECTIONS.

VERRERIES. — Voir DOUANES, 44.

— **à bouteilles.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 15.

— **à vitres automatiques.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 14.

VERSEMENTS D'ARGENT AUX EMPLOYEURS. — Proposition de loi tendant à interdire aux employeurs d'exiger de leur personnel, à l'occasion de l'embauche, du débauchage et de l'exercice normal du travail, des versements ou retenues d'argent sous la dénomination de frais ou sous toute autre dénomination. — Voir Table de 1936, p. 114. — Promulgation: Loi du 2 avril 1937 (*J. O.* du 3 avril, p. 3842).

VETERINAIRES (Aspirants de réserve). — Voir ARMÉE, 5.

VEUVE DE L'EXPLORATEUR SAVORGNAN DE BRAZZA. — Voir PENSIONS, 9.

VEUVE DU GOUVERNEUR GENERAL BINGER. — Voir PENSIONS, 8.

VEUVES DE GUERRE. — Réouverture du délai de mise en instance pour les demandes d'allocations complémentaires de certaines veuves de guerre (art. 154)

(Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 16).

VEUVES DES MAITRES OUVRIERS MILITAIRES RETRAITÉS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924 aux veuves des maîtres ouvriers militaires retraités en vertu du décret du 25 juin 1934. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 206 [23 mars], p. 369. — M. Dormann dépose le rapport N° 626 [17 décembre], p. 1105.

VIANDE. — Voir DOUANES, 33, 46.

VICINALITE. — Dépenses communales d'entretien de la voirie urbaine et des chemins ruraux non reconnus (art. 93). Prorogation du délai d'exécution des travaux de vicinalité prévus au programme de 1935 (art. 98) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 11).

VICTIMES DE CALAMITES PUBLIQUES. — Voir CREDITS, 12.

VIEILLARDS, MALADES ET INFIRMES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Sellier et d'un certain nombre de ses collègues relative à l'intervention de la solidarité nationale en faveur des vieillards, des malades et des infirmes que leur invalidité ou leur âge empêche de se procurer, par le travail, le minimum de ressources indispensables. Renvoi à la Commission de l'hygiène et, pour avis, à la Commission des finances, N° 440 [6 juillet], p. 778.

VIGNERONS DE SAONE-ET-LOIRE. — Voir INTERPELLATIONS, 41.

VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE. — Voir RÉSOLUTIONS, 8.

VINCENNES (Rattachement du château de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher le château de Vincennes au territoire de la commune de Vincennes (département de la Seine). Renvoi à la Commission de l'administration, N° 202 [23 mars], p. 366. — M. Brasseur dépose le rapport N° 291 [27 mai], p. 484. — Discussion. Art. 1^{er}: M. Paul Fleurot. Adoption. Adoption des articles 2 à 4 et dernier et de l'ensemble du projet de loi [3 juin], p. 531. — Promulgation: Loi du 16 juin 1937 (*J. O.* du 17 juin, p. 6762).

VINS.

1 — **Assainissement du marché.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Taurines tendant à modifier l'article 5, paragraphe C, de la loi du 24 septembre 1934 sur l'assainissement du marché du vin. Voir Table de 1936, p. 115. — Retrait de la proposition de loi [10 mars], p. 266.

2 — **Vins mousseux.** — Proposition de loi de M. René Besnard et d'un certain nombre de ses collègues sur la fabrication et la vente des vins mousseux. Voir Table de 1936, p. 115. — M. Jean Jacquy dépose l'avis de la Commission de l'agriculture N° 123 [11 mars], p. 272. — 1^{re} délibération. Observations de M. Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*. Ajournement de la délibération [27 avril], p. 419.

3 — **Statut viticole.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modi-

fier certaines dispositions du statut viticole. Renvoi à la Commission des finances, N° 367 [15 juin], p. 662. — Renvoi, pour avis, à la Commission d'agriculture [19 juin], p. 682. — Renvoi, à la Commission de l'agriculture, pour rapport au fond [6 juillet], p. 779. — M. Sénès dépose le rapport N° 457 [6 juillet], p. 783. — Demande de discussion immédiate. Discussion des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [7 juillet], p. 858, 869. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1937 (*J. O.* des 12 et 13 juillet, p. 7919).

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 614 [17 décembre], p. 1096. — M. Camille Reboul dépose le rapport N° 620 [17 décembre], p. 1096. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Article unique: MM. Duroux, Georges Monnet, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption [21 décembre], p. 1154. — Promulgation: Loi du 22 décembre 1937 (*J. O.* du 23 décembre, p. 14018).

VOIR APPELLATIONS D'ORIGINE.

VOIES ET MOYENS. — Evaluation des voies et moyens (art. 44) (Loi de finances du 31 décembre 1937, *J. O.* du 1^{er} janvier 1938, p. 7).

VOLONTAIRES POUR L'ESPAGNE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne. Renvoi à la Commission de législation et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, N° .. [19 janvier], p. 17. — Demande de discussion immédiate. M. Bourdeaux dépose le rapport N° 7. M. Henry Bérenger dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères N° 8. Discussion immédiate ordonnée. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. de Courtois, *Président de la Commission de législation*; Henry Bourdeaux, *Rapporteur*; Henry Bérenger, *Rapporteur, pour avis, de la Commission des affaires étrangères*; Lémery, Léon Blum, *Président du Conseil*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [21 janvier], p. 22, 23. — Promulgation: Loi du 21 janvier 1937 (*J. O.* du 22 janvier, p. 890; *Errata: J. O.* du 23 janvier, p. 930).

VOYAGES DE COMMERCE. — Voir STATUTS, 2.

VULCANISATION (Accélérateurs de). — Voir DOUANES, 20.

W

WARRANTAGE DES RECOLTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 28 septembre 1935 relatif au warrantage des récoltes. Voir Table de 1936, p. 115. — M. Borgeot dépose le rapport N° 112 [9 mars], p. 247. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Borgeot, *Rapporteur*; Turbat, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*. Article unique. Amendement de M. Albert Thibault: MM. Albert Thibault, Borgeot, *Rapporteur*; Veysière, Marcel Donon, *Président de la Commission de l'agriculture*. Renvoi du projet, pour avis, à la Commission de législation [23 mars], p. 367.

Y

YUNNAN (Chemin de fer du). — Voir COLONIES, 5.